

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES DISCUSSIONS

SUR

LE PATRIOTISME ET LE MILITARISME

DANS LES CONGRÈS SOCIALISTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 mai 1913 à 1 h. 1/2

PAR

L. GRAVEREAUX

Président : M. TRUCHY, *professeur*
Suffragants } MM. LARNAUDE, *professeur*
FERNAND FAURE, *professeur*

PARIS

G. DUSSARDIER & P. FRANK

IMPRIMEURS

38, rue Ballu

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES DISCUSSIONS

SUR

LE PATRIOTISME ET LE MILITARISME

DANS LES CONGRÈS SOCIALISTES

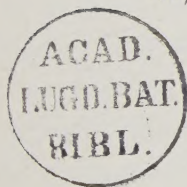
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 mai 1913 à 1 h. 1/2

PAR

L. GRAVEREAUX

Président : M. TRUCHY, *professeur*
Suffragants { MM. LARNAUDE, *professeur*
FERNAND FAURE, *professeur*



PARIS

G. DUSSARDIER & P. FRANK

IMPRIMEURS

38, rue Ballu

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550227_0001

LES DISCUSSIONS
SUR
LE PATRIOTISME ET LE MILITARISME
DANS LES CONGRÈS SOCIALISTES

INTRODUCTION

L'antipatriotisme a suscité depuis une dizaine d'années de violentes polémiques. A la suite de nombreuses poursuites des individus, parmi lesquels certains militants syndicalistes, ont été condamnés et l'opinion s'est vivement émue. Tout récemment encore, un ancien ministre de la guerre montrait au Parlement les conséquences des doctrines antipatriotiques dans l'armée française (1). L'émotion soulevée par l'antipatriotisme est d'autant plus grande que la propagande revêt une forme violente et provoque à des actes que les lois répressives qualifient : crimes, rébellion, homicide volontaire, destruction d'ouvrages de défense, insurrection (2).

1. M. Messimy, député, ancien ministre de la Guerre. Chambre des députés, séance du 30 novembre 1912.

2. Code pénal, art. 75, 209, 295 et suiv. Lois des 29 juillet 1881, 28 juillet 1894.

En raison de la nature même de ces délits, il semble qu'on serait seulement en présence d'actes individuels de révoltés ou de criminels, (le mot est exact si l'on considère les moyens et les fins envisagés). Mais les antipatriotes se défendent très vigoureusement d'obéir à des sentiments spontanés et ils prétendent être les victimes de représailles bourgeoises pour des « délits d'opinion ». Ils invoquent une doctrine et affirment que leurs actes sont l'application de cette doctrine.

D'ailleurs, la plupart d'entre eux nient être des anarchistes et pour se justifier font appel à la lutte des classes, c'est-à-dire à l'organisation, au groupement du prolétariat. Malheureusement, la doctrine antipatriotique est éparse dans une quantité de brochures, d'articles de journaux, de chansons, de romans, de discours, de comptes rendus de congrès, mais nulle part on ne trouve une théorie d'ensemble (1). Jusqu'à présent, trop occupés par la politique, par l'action directe, les écrivains socialistes n'ont guère songé à doctrinaliser l'antipatriotisme. Cette construction doctrinale n'était d'ailleurs pas nécessaire pour recruter des adeptes parmi les ouvriers dont l'éducation est généralement fruste, et qui sont plus facilement séduits par une littérature

1. L'ouvrage de M. Gustave Hervé, *Leur Patrie*, comme l'auteur l'a reconnu lui-même, n'est qu'une œuvre de polémique.

violente excitant des passions très basses ou très généreuses que par une théorie quelque lumineuse qu'elle soit.

La théorie était inutile, la tactique seule importante : il suffisait que quelques prophètes se prétendissent en possession de l'universelle panacée, pour que, docilement, les adeptes les suivissent. Et même, il est à noter qu'ici la tactique a précédé la doctrine. Il semble paradoxal de dire qu'on a été antipatriote avant que l'antipatriotisme fut né, c'est cependant exact.

Il s'est agi tout d'abord de justifier des actes : une dialectique n'a pas tardé à surgir et, satisfait de cette dialectique, on ne s'est plus occupé que de l'action.

La tactique qui, logiquement devrait dépendre de la doctrine a, au contraire, une très grande influence sur cette dernière et les théoriciens se sont souvent attachés à la tactique alors que les militants ont parfois abordé la doctrine.

Cela tient au manque de consistance de la doctrine et surtout à son origine qui n'est autre que le Marxisme : l'antipatriotisme, en effet, se déduit très logiquement de la lutte des classes dont il est le complément. Mais Marx n'a fait que suggérer ce complément, ses interprètes n'ont ensuite pas voulu ou pas osé le dépasser, et c'est le syndicalisme qui, muni par les marxistes de l'idée de lutte des classes, a continué la doctrine du maître et nous a conduits

peu à peu à l'antipatriotisme par l'antimilitarisme.

Ces deux derniers aspects du syndicalisme sont, croyons-nous, intimement liés, bien qu'on veuille parfois les séparer. L'antimilitarisme tient une double place vis-à-vis de l'antipatriotisme : d'une part, il en est la forme première et atténuée ; d'autre part, il en est le complément tactique. Antipatriotisme et antimilitarisme ne sauraient donc être isolés l'un de l'autre, ils se complètent au point de vue doctrinal et si leurs fins diffèrent théoriquement — l'antipatriotisme nie l'idée de patrie, l'antimilitarisme nie l'utilité de l'armée — ils aboutissent en fait au même résultat : l'affaiblissement de la nation.

La doctrine antipatriotique est, avons nous dit, complètement développée. C'est dans les congrès qu'on peut le plus facilement suivre son évolution, encore que les discussions personnelles, les rivalités intestines, tiennent une grande part dans ces « assises du travail » ou du socialisme.

Après avoir, dans une première partie, exposé les éléments de l'antipatriotisme, nous étudierons dans une seconde partie l'objet principal de ce travail : l'antipatriotisme dans les congrès socialistes et ouvriers.

Cette deuxième partie sera divisée en trois sections :

- 1^o Congrès nationaux socialistes ;
- 2^o Congrès nationaux ouvriers ;

3^e Congrès internationaux socialistes.

Cette classification nous semble préférable à l'ordre chronologique parce qu'elle permet d'observer l'évolution de la pensée du socialisme politique français, puis du socialisme ouvrier français et enfin du socialisme international, tandis que l'étude des congrès année par année rendrait difficile, en raison de la multiplicité de ces assemblées, une vue d'ensemble de la position de chacun des groupements précités en face de l'antipatriotisme.

Néanmoins, il importe pour bien saisir le mouvement des idées de ne pas isoler complètement chaque catégorie de congrès. Les congrès politiques français, par exemple, subissent l'influence des congrès syndicalistes, et les congrès internationaux subissent à leur tour, par l'intermédiaire des politiciens français, l'influence du syndicalisme français.

Nous nous rapprocherons des débats dans la mesure la plus grande possible et, puisant dans les comptes rendus officiels, nous ne craindrons pas de reproduire de longs passages de discours. Il est, en effet, des idées qui perdent toute leur valeur lorsqu'on veut résumer la pensée de leur auteur.

D'autre part, nous nous bornerons à la stricte étude des congrès au point de vue de l'antipatriotisme ; aussi nous abstiendrons-nous de citer toutes les réunions où l'antipatriotisme ne sera pas discuté.

Enfin, dans une troisième partie, nous exposerons très succinctement quelques-unes des réflexions que nous auront suggérées les congrès.

PREMIÈRE PARTIE

DU MATÉRIALISME HISTORIQUE A L'ANTIPATRIOTISME

Quelques explications semblent nécessaires, concernant la méthode que nous avons employée pour cet essai de construction doctrinale. Avouons, tout d'abord, que cette étude a été abordée avec l'idée que l'antipatriotisme était une « déformation » de la doctrine de Karl Marx. Par la suite, cette opinion s'est modifiée et, bien que les antipatriotes n'invoquent que très rarement K. Marx, nous avons été frappé du lien qui rattache leur doctrine à l'œuvre du grand socialiste. Puis, une fois les principes essentiels dégagés des écrits antipatriotiques et antimilitaristes (1), nous avons constaté que ces principes se ramènent tous à une application très rationnelle de

1. L'étude des congrès montre combien l'antipatriotisme et l'antimilitarisme (tel qu'il est conçu actuellement par les syndicalistes) sont intimement liés. Au fond, c'est la même chose : ces deux sentiments concourent aux mêmes fins.

la lutte des classes intégralement développée et notre rôle s'est borné à placer dans un ordre logique les éléments du matérialisme historique, de la lutte des classes et de l'antipatriotisme. Nous n'avons pas la prétention d'avoir inventé quoi que ce soit dans cet essai doctrinal, nous n'avons rien conçu par nous-même et notre rôle a été analogue à celui du maçon à qui sont fournis les matériaux d'une construction et qui les fixe les uns aux autres.

Peut-être reprochera-t-on aux développements qui vont suivre un absolutisme intransigeant et une logique par trop abstraite. Ces défauts proviennent du sujet lui-même : l'antipatriotisme bien qu'il ait été conçu en dehors de tout système bien arrêté, au point de vue doctrinal est la conséquence extrême du matérialisme historique sur lequel il se fonde maintenant. Dans ces conditions, il est impossible de passer du matérialisme à l'antipatriotisme sans raisonner dogmatiquement et sans faire abstraction de tout ce qui n'est pas stricte déduction des principes du matérialisme.

* * *

La plupart des philosophes et des sociologues définissent l'homme un être raisonnable dont les actes sont le produit de sa propre volonté. En réalité, rien n'est plus inexact que cette conception. L'homme est un être dont l'activité est entièrement déterminée

par les besoins. Il est sous leur dépendance absolue et son existence n'est réglée que par les moyens de les satisfaire. En un mot, la condition économique est le principe directeur de l'activité humaine, tant physique qu'intellectuelle. Cela revient à dire que les faits économiques et leur évolution sont les causes déterminantes de nos pensées.

La conséquence en est que le monde n'est pas dirigé par une volonté intelligente et consciente, comme on le croirait, mais en réalité par une série de faits purement économiques.

C'est ainsi que Marx et Engels purent écrire dans le *Manifeste communiste* que la philosophie individualiste du XVIII^e siècle n'est pas née dans le cerveau des penseurs de l'époque, mais qu'elle ne fut que le corollaire d'un individualisme économique qui venait de se développer : « La liberté de conscience ne fit que proclamer dans le domaine du savoir le règne de la libre concurrence (1). » Ainsi les relations des hommes entre eux sont réglées, non pas parce qu'elles correspondent à une notion déterminée de la justice, mais bien parce que les nécessités économiques les ont ainsi établies ; la notion de justice n'apparaît que postérieurement : elle est le reflet moral de la situation matérielle. « La conception matérialiste de l'histoire part de ce principe que la

1. K. MARX et ENGELS, *Manifeste communiste*.

production, et avec la production l'échange des produits, constituent la base de tout ordre social, que, dans chacune des sociétés que nous présente l'histoire, la répartition des produits et avec elle la hiérarchie sociale des classes ou ordres, se règle d'après la nature et le mode de la production, et d'après le mode d'échange des choses produites. Par conséquent, il faut chercher les causes dernières de toutes les transformations sociales et de toutes les révolutions politiques, non pas dans la tête des hommes, dans la vue de plus en plus claire qu'ils prennent de la vérité et de la justice éternelle ; mais dans les changements du mode de production et d'échange ; il faut chercher ces causes non pas dans la *philosophie*, mais dans *l'économie de chaque époque* (1). »

Le matérialisme historique ne se contente pas de poser des principes, il apporte à l'appui de sa thèse l'explication des phénomènes. Ainsi, Karl Marx explique l'antagonisme qui existait en 1848 entre

1. ENGELS, *Philosophie, économie politique, socialisme contre Eugène Dhuring*, trad. Edmond Laskine, 1911, p. 344.

L'ouvrage écrit en allemand en 1872 est intitulé : *Herren Eugen-Duhring's Unwälzung der Wissenschaft* (la Révolution de la science, par Eugène Duhring). Le traducteur a préféré lui donner le titre plus explicatif de *Philosophie, économie politique, socialisme*. Cet ouvrage paru en 1872, fréquemment invoqué par les écrivains socialistes et surtout connu sous le nom d'*Anti-Duhring* est la réunion d'articles de polémique contre Eugène Duhring, mais on y trouve en réalité un exposé complet du socialisme scientifique.

les deux partis royalistes de France par une opposition d'intérêts. Loin de lutter pour des principes, les royalistes n'obéissaient qu'à des intérêts que voilait la littérature idéaliste des programmes et des manifestes : « Sous les Bourbons, *la grande propriété foncière* avait gouverné avec ses prêtres et ses laquais ; sous les d'Orléans la haute finance, la grande industrie, le gros commerce, c'est-à-dire le *capital*, avait gouverné avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, la Monarchie de Juillet, la forme politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois. Ce n'étaient pas de soi-disant principes qui divisaient ces fractions, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, c'étaient deux espèces différentes de propriété, c'était l'ancien antagonisme de la ville et de la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière (1). » Quant à la bourgeoisie, elle était républicaine, parce qu'elle voyait dans la République le régime le plus propre à lui garantir son émancipation et sa suprématie.

Cette conception matérialiste va nous expliquer l'organisation sociale actuelle aussi bien qu'elle éclaire celle du passé. La division de la société en

1. K. MARX, *le 18 brumaire de M. Louis Bonaparte*, trad. Léon Rémy, 1900, p. 235.

classes est la conséquence inévitable de l'obligation de se procurer par le travail ce qui est nécessaire pour vivre. Fatalement, une minorité s'élève au-dessus de la majorité et, soit par force, soit par ruse, impose sa volonté et s'empare des moyens de production. Maîtresse de l'existence de la classe vaincue, elle crée alors une organisation qui lui garantit la conservation de son pouvoir. C'est ainsi que se sont constitués l'esclavage et le servage. Ces deux institutions n'ont disparu que le jour où la classe dominante s'est aperçue qu'elle n'avait aucun intérêt à leur maintien et que le travail libre était plus productif que le travail servé. Il ne saurait être ici question de progrès : on aime à voir dans les modifications sociales une évolution qu'on qualifie de progrès, ainsi satisfait-on un véritable besoin sentimental, une évolution purement matérielle nécessaire et inévitable devient ainsi le produit d'une volonté intelligente. Cela n'est que de la phraséologie, il faut en revenir à notre première assertion : seules les conditions de la vie matérielle ont été les causes déterminantes de l'organisation sociale et les modifications de cette organisation ne sont que les conséquences des bouleversements survenus dans la structure économique, dans le mode de production et d'échange qui établit la hiérarchie des classes. Mais il est à noter que ces changements ne se produisent jamais sans violences. La classe dominante essaie

toujours de conserver son omnipotence et de résister à l'évolution économique — et les historiens sentimentaux appellent héros ou martyrs les individus qui défendent au prix de leur vie ce qu'ils ont jusque-là détenu ou ce qu'ils sont payés pour défendre —, de son côté, la classe inférieure lutte pour réaliser l'harmonie entre l'organisation sociale et l'organisation de la production, « de même que le poussin doit briser la coquille dans l'intérieur de laquelle il vient de se former » (1).

Pour n'examiner que l'histoire à peine séculaire, nous voyons que l'avènement de la bourgeoisie a bien suivi cette évolution : il s'est fait avec violence, s'est traduit par l'abolition des privilèges nobiliaires et du régime corporatif après être devenu inévitable lorsque le capitalisme naissant s'est trouvé dans la double nécessité, d'abord d'être libre pour lui-même, et ensuite d'avoir pour son intérêt propre une classe de travailleurs libres. Ce jeune capitalisme, enfin, avait besoin d'accaparer tous les moyens de production pour se développer complètement : il s'empara des biens des nobles après avoir aboli leurs privilèges en même temps qu'il prenait le pouvoir.

Mais, dira-t-on, la Révolution a instauré la liberté, il est donc inexact de prétendre que la bourgeoisie a remplacé la domination de la noblesse par la sienne.

1. GABRIEL DEVILLE, *le Capital de K. Marx*, 1897, p. 12.

Effectivement, liberté et domination semblent deux termes inconciliables, mais il n'y a là qu'une question de mots. Certes, le travailleur est libre, mais libre de quoi : de mourir de faim... à moins de travailler pour la bourgeoisie. A la domination de la noblesse dont le joug pesait et sur la bourgeoisie et sur le prolétariat, s'est substituée celle de la bourgeoisie sur le prolétariat seul. Du moins, on pourrait croire que la domination bourgeoisement économique, corollaire d'un régime de liberté, est plus douce que l'ancienne domination politique de la noblesse. Il n'en est rien ; autrefois, le prolétaire avait sans doute une tâche bien dure, mais sa subsistance était du moins assurée, qu'il travaillât ou non, puisqu'il était attaché à la terre, maintenant, il ne peut acheter sa nourriture qu'au prix de son travail et la bourgeoisie est libre de l'employer ou de s'y refuser. Ce lien de voisinage, de petite patrie, pourrions-nous dire, qui attachait l'artisan au patron, le serf à la terre, est maintenant rompu : l'organisation sociale qui garantissait au salarié un foyer et sa nourriture est disparue à jamais, les besoins du prolétariat ne sont satisfaits qu'autant que le capitalisme veut bien employer son travail.

Le socialisme s'est donné comme tâche de supprimer cette choquante inégalité : il apparaît donc comme une théorie essentiellement juste au sens strict du mot. Il semble donc que cette doctrine

devrait s'imposer, être acceptée par tous. Mais il s'en faut de beaucoup, et le capitalisme, n'écoutant que son égoïsme, tient à conserver sa puissance et, pour y parvenir, tous les moyens lui sont bons. C'est ce qui explique les échecs complets des socialistes utopistes qui fondaient leurs théories sur l'idée de justice : on leur a prêté une oreille en apparence attentive, on les a même parfois un peu encouragés pour calmer les clameurs du salariat souffrant, mais avec la certitude de ne jamais les voir réussir et les concessions-envisagées ou promises ont toujours été présentées par la bourgeoisie comme un effort de bonne volonté, un don de pure condescendance, un sacrifice nullement obligatoire.

Mais le socialisme scientifique ne saurait se contenter d'aussi maigres satisfactions : ce qu'il réclame, il ne l'attend pas en suppliant de la bonté et de la générosité du capitalisme, mais il le considère comme un fait économique inéluctable, comme la réalisation de nécessités qui *doivent* se produire, quelle que soit la résistance des possédants actuels parce que la division en capitalisme et en prolétariat ne correspond plus à l'organisation économique.

Le machinisme et l'industrialisme, par leur prodigieux développement, permettraient de subvenir aux besoins de tous avec un travail individuel relativement faible si chacun travaillait. En effet, le machinisme a été la cause de la concentration qui s'est

à peu près complètement réalisée dans toutes les branches de l'activité humaine et le collectivisme apparaît comme la conclusion nécessaire de cette transformation. C'est par lui que les moyens de production actuellement aux mains de quelques capitalistes passeront à la masse des travailleurs qui les utiliseront pour le profit de la société entière.

Pour l'industrie — et c'est là que se trouve la presque totalité du prolétariat—la concentration est à peu près complètement opérée : la propriété industrielle, après avoir été concentrée entre les mains de bourgeois puissants directement possesseurs, appartient maintenant à des actionnaires et à des obligataires, mais elle n'en est pas moins restée propriété capitaliste.

Pour le commerce, la concentration s'est rapidement opérée : le petit commerce tend à disparaître.

Cependant on ne peut nier que la concentration soit loin d'être opérée au point de vue agricole. Cela tient à notre organisation, mais cependant le paysan apparaît comme assimilable au salarié de l'industrie ; certes, il est, en général, possesseur de moyens de production, mais règle-t-il sa production suivant sa propre volonté ? Non. Il est obligé de produire plus que ce qui lui est nécessaire et ce sans aucune plus value pour lui : ne doit-il pas acquitter les charges de la propriété foncière, les impôts, payer les intérêts

de ses dettes ? Enfin, il entre en concurrence avec de plus importants producteurs que lui dont les charges ne sont pas les mêmes que les siennes, il subit ainsi la dure loi de la concurrence qui le ruine, au point de le faire disparaître et d'amener peu à peu la concentration de la culture entre quelques mains. Notons en passant que cette petite propriété si chancelante est une cause de dépopulation, le paysan espérant encore se maintenir en n'ayant que peu d'enfants.

Si on envisage la finance, on constate que la concentration s'est réalisée de façon saisissante et il est inutile d'insister sur la puissance des forces financières qui, groupées, gouvernent non seulement la production et l'échange, mais commandent encore la politique intérieure et extérieure des États (1).

L'État, immense groupement lui aussi, apparaît comme la personnification même de la propriété : il exploite des industries, des monopoles, il possède routes, ponts, chemins de fer, bateaux, canaux, etc. Mais, de cette concentration qui apparaît croissante

1. La concentration n'a pas suivi l'évolution que Marx avait prédite dans le *Manifeste communiste*. Marx avait tout d'abord pensé que le nombre des capitalistes diminuerait de plus en plus par la loi de la concurrence : les plus forts auraient vaincu et absorbé les plus faibles qui n'auraient pu résister aux crises. Mais la forme sociétaire du capitalisme a permis le groupement des capitalistes eux-mêmes dont les forces se balancent ; ils restent ainsi solidairement unis contre le prolétariat.

entre les mains de l'État, il ne faut pas conclure que le régime de l'avenir doit être le régime de l'État possesseur dans lequel toute la production, toute la vie économique deviendrait service public. L'État n'est qu'un concentré capitaliste, pourrait-on dire, c'est un groupe capitaliste à côté des autres groupes capitalistes, il agit comme eux, le plus souvent avec eux et il n'est composé que par eux, il est entre leurs mains. On pourrait le comparer à un syndicat de finance actuel, à une de ces banques dont les actionnaires sont précisément d'autres banques par ailleurs indépendantes : l'État, est un syndicat de capitalistes (1).

Le socialisme scientifique ne saurait donc prétendre à perfectionner l'État, mais bien à le détruire. Dès maintenant, attaquons-nous à lui et ne com-mettons pas l'illogisme d'augmenter ses moyens en favorisant la concentration entre ses mains. Il est plus facile de lutter contre une classe dont la cohésion ne peut pas être parfaite que contre un adversaire tel que l'État concentrant en lui toute la force et contre lequel aucun ferment de division ne pourrait agir. Se plaçant en effet à un point de vue immédiat et pratique on peut douter que les salariés de l'État soient plus heureux que ceux de l'industrie privée.

1. « Le gouvernement moderne n'est qu'un comité administratif des affaires de la bourgeoisie ». (MARX et ENGELS, *Manifeste communiste*.)

En outre, la concentration entre les mains de l'État ne manquerait pas de provoquer des combinaisons financières, source de bénéfices pour les capitalistes. Le socialisme, lui, n'aurait aucun intérêt à cette transformation de la propriété capitaliste en propriété étatique, ce que le socialisme veut, c'est l'abolition de la propriété et, en définitive, il lui importe peu d'avoir affaire à l'État ou à un groupe plus ou moins important d'individus, son but reste le même : supprimer la propriété.

De ce qui précède, il résulte ce fait : la propriété individuelle est multipliée à l'infini, la petite propriété d'un seul fait maintenant place à la grande propriété de quelques-uns.

Cette transformation n'a pas été sans entraîner d'importantes modifications dans le travail : autrefois, le patron gérait seul son entreprise, il travaillait même souvent avec ses salariés, maintenant le capitaliste a réduit son rôle à la perception des revenus, il ne surveille que de loin en loin, et même plus du tout, l'instrument de sa fortune qu'il laisse à la direction de gérants salariés. Ainsi, les qualités intellectuelles, la force de travail du capitaliste n'importent plus, il n'en est point besoin pour toucher une rente. La propriété capitaliste apparaît sous un jour d'autant plus odieux que les gérants, les employés des capitalistes, pour plaire à leurs maîtres et voir leurs traitements s'augmenter, provoquent

l'abaissement des salaires. Dans cet ordre d'idées, rien ne les retient, leur intérêt les pousse à rendre plus misérable le sort du prolétaire. Ces gérants, dont l'importance des appointements ne change pas la condition de salariés, sont, en réalité, des individualités sorties du prolétariat, et si le capitalisme leur assure un sort privilégié, s'ils jouissent, en somme, d'un revenu meilleur comparable à celui des propriétaires sans être propriétaires eux-mêmes, leur situation n'en est pas moins précaire et il apparaît dès à présent qu'au jour de la révolution, l'élimination des capitalistes, gérants et directeurs conservant leurs fonctions, ne causera aucun trouble dans la production puisque le seul rouage à supprimer, le propriétaire, est précisément inutile.

Bien que le capitaliste n'intervienne que pour toucher le bénéfice, il n'en a pas moins une influence considérable et néfaste. Il ne conserve ses gérants qu'à la condition que ces derniers lui procurent le plus grand bénéfice possible et ils sont amenés à abaisser la qualité des {produits livrés, à frauder, à laisser vivre l'ouvrier dans des conditions misérables, à ne prendre aucune précaution pour conserver son existence ; qu'importent en effet, lentes intoxications ou accidents, pourvu qu'en évitant la dépense d'un produit non nocif ou d'un outillage moins dangereux, on ait pu augmenter le rapport de l'entreprise. D'autre part, chaque entreprise pour augmenter ses

débouchés entre en concurrence, se livre à une lutte violente avec ses rivales. Elle augmente sa production, abaisse ses prix et ainsi, si elle ne réussit pas toujours à monopoliser le marché à son profit en entassant ruines sur ruines autour d'elle, elle provoque tout du moins un encombrement de produits qui ne peuvent être vendus : c'est alors la crise, la production s'arrête tout à coup et l'ouvrier chôme.

La production moderne est surtout caractérisée par une division infinie du travail. Le produit manufacturé a passé par tant de mains et même par tant de machines qu'il a perdu toute trace d'une individualité quelconque qui s'y est appliquée ; il apparaît comme une infime partie du travail d'une collectivité d'ouvriers. Mais alors on se demande quel rôle joue dans cette production le capitaliste. Nous répondons hardiment : un rôle inutile, à supprimer. L'évolution intégrale à la fois sociale et économique est commencée, mais elle n'est pas achevée : c'est la suppression du capitalisme qui marquera son terme.

L'évolution purement économique est déjà largement faite : la production d'individuelle est devenue collective au sens le plus vrai du mot ; l'appropriation logiquement, historiquement, nécessairement, doit suivre la même voie, elle ne saurait rester concentrée entre quelques mains, elle doit devenir collective aussi, et par cela même transformer l'organisation sociale. Le terme de l'évolution, l'émancipation

de la classe ouvrière est proche. Le salariat ne saurait durer aussi longtemps que l'esclavage et le servage. Il a été, en effet, admirablement servi et par les événements historiques et par l'âpreté même de la bourgeoisie. La concentration capitaliste s'est développée avec une rapidité étonnante, et certes on aurait mauvaise grâce à le reprocher au capitalisme. C'est grâce aux qualités de la bourgeoisie que cet état de choses s'est si rapidement établi : par son activité incessante elle a bouleversé les conditions de la production et en quelques années nous a conduits à l'apogée de son règne.

Les temps apparaissent mûrs pour une révolution, mais celle-ci n'éclatera si, en face d'une bourgeoisie âpre et intéressée, il ne se dresse hardiment un prolétariat conscient et organisé. Il faut que les travailleurs se groupent et forment un parti irréductiblement opposé à la bourgeoisie. Il faut que tous les individus souffrant du capitalisme se dressent contre leur ennemi commun et ne pactisent sous aucun prétexte avec lui. D'ailleurs, les prolétaires n'ont aucun lien avec les capitalistes, ils leur sont opposés sur tous les points ; leurs intérêts sont contraires, il n'y a pas seulement séparation, mais lutte des classes, non pas antagonisme politique aboutissant à des compromis, à des concessions, mais lutte sans merci dans laquelle toute concession de la part du prolétariat serait une faiblesse, et de la part de la

bourgeoisie une imprudence : pour la bourgeoisie, ce serait faire un pas plus rapide vers sa fin, pour le prolétariat ce serait reculer son émancipation.

Le prolétariat doit donc se grouper étroitement, serrer ses rangs sous un même drapeau et combattre vigoureusement : c'est la lutte des classes. Il importe qu'il soit aussi nombreux que possible et il ne doit rejeter de son sein aucune catégorie sociale. Qu'il appelle à lui non seulement les ouvriers, mais encore tous ceux qui souffrent de l'ordre social actuel ou bien qui sont appelés à tomber à bref délai dans le salariat : les petits bourgeois et les paysans. Les petits bourgeois, ce sont les boutiquiers, les petits propriétaires, les petits patrons qui végètent péniblement et ne tarderont pas à devenir la proie du capitalisme. La dure loi de concentration va les frapper : c'est en vain qu'ils s'épuisent dans une concurrence où fatalement ils doivent succomber. Le jour de leur chute, ils grossiront l'armée des salariés : en prévision de cette catastrophe, ils devraient apporter à la classe dont ils vont infailliblement faire partie et partager les souffrances, toute leur énergie actuelle : ce serait avancer l'émancipation du prolétariat que réduire dès à présent les forces du capitalisme. Que ces capitalistes inférieurs soient dès maintenant les « propres fossoyeurs » de leur classe qui ne veut ni ne peut les garder !

Toute cette catégorie d'individus qui, par leurs

affinités, par leur éducation, se cramponnent désespérément au capitalisme, doivent renoncer à se mêler à lui et à lui emprunter sa force, car le capitalisme, implacable, ne veut voir en eux que des rivaux auxquels il applique la dure loi de la concurrence. Maladroitement, il repousse cette classe moyenne dont il pourrait se faire une alliée et il la dédaigne pour ne songer qu'à augmenter ses forces. C'est ainsi que le grand magasin écrase le petit commerçant, que le gros industriel ruine le petit fabricant. Dans leur misère, ces derniers vont se confondre avec leurs anciens salariés et grossir les rangs du prolétariat auquel ils apporteront, avec leur désespoir de vaincus, leur haine du capitalisme. Le petit cultivateur est destiné à subir le même sort, ses charges augmentent chaque jour et il succombe sous la concurrence de la grande agriculture et des produits de l'étranger ; fatalement, il abandonnera sa terre et vendra sa force de travail.

Que tous ces opprimés présents et futurs se groupent pour la lutte des classes, non simple opposition, simple antagonisme d'intérêts, mais lutte de tous les instants, ardente, implacable, véritable guerre. Dans cette guerre toute individualité disparaît et il n'y a, en présence du capitalisme, que les hommes poussés par la situation économique dominée elle-même par toute l'évolution économique : « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été

que l'histoire des luttes de classes » (1). Et dans cette lutte perpétuelle, chaque fois qu'une classe a été vaincue, la triomphatrice s'est trouvée, dès le début de son règne, en face d'une classe que les nécessités économiques avaient fait surgir :

« Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons, en un mot, oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours, ou par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, ou par la destruction des deux classes en lutte.

» Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs, et dans chacune de ces classes, des gradations spéciales.

» La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer aux anciennes, de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte.

1. KARL MARX et FRÉDÉRIC ENGELS, *Manifeste communiste*.

» Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la Bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Pro-létariat » (1).

Le prolétariat, augmentant sans cesse, constitue maintenant une majorité, mais majorité opprimée, asservie sous la domination césarienne du capitalisme qui ne connaît que « le dur argent comptant ». L'évolution que nous avons envisagée nous a convaincu que le capitalisme, fatalement, se détruira par lui-même, mais tant que cette destruction ne sera pas consommée, tant que cette catastrophe bienfaisante ne se sera pas produite, il en résultera pour l'humanité un malaise croissant : les deux classes, en continuel état de guerre, s'épuisent et souffrent, le capitalisme aux abois, par tous moyens, essaie de garder et même d'accroître ses positions et le prolétariat, conscient de sa mission historique, lutte pour assurer la réalisation de l'ordre normal. Voilà tout ce qu'il y a de révolutionnaire dans le mouvement prolétarien. Est-ce vraiment être révolutionnaire que de vouloir assurer la réalisation normale d'événements inéluctables qu'une classe s'acharne à reculer par tous les moyens, pour con-

1. Karl Marx et Frédéric Engels, *Manifeste communiste*.

server une oppressive supériorité contraire à l'état des choses historiques ? N'est-ce pas le capitalisme qui apparaît alors réellement révolutionnaire ? Il fait d'ailleurs appel à la force, non occasionnellement pour résister à un mouvement de révolte du prolétariat, en ce sens qu'il fait appel à la force pour rétablir l'équilibre, mais d'une façon continuelle. Ainsi le caractère révolutionnaire du prolétariat n'apparaît plus que comme l'emploi à son profit des moyens du capitalisme, pour lui permettre de lutter à armes égales. Peut-on même dire que ces armes soient égales ? Le capitalisme s'est placé sous la protection, non seulement d'une police entièrement à sa dévotion, mais encore d'une armée nombreuse, hors de proportion avec les nécessités que peuvent présenter les rapports internationaux. Il maintient cette armée « gardienne du capital » sous une discipline si oppressive qu'il lui est possible d'en recruter les soldats dans les rangs même du prolétariat.

Sans armée, le capitalisme, incapable de résister à la poussée prolétarienne, s'effondrerait ; d'ailleurs tous les États ont une armée, même si le prétexte de la défense nationale ne peut être invoqué. Ainsi, la neutralité de la Belgique est garantie par les puissances européennes et ce petit état ne semble pas devoir être attaqué, mais comme ses millions de prolétaires sont sous la domination d'un capitalisme, il faut protéger ce dernier ; une police et une gendar-

merie ne suffiraient pas, une armée, dont l'unique rôle est de contenir le prolétariat, est disséminée sur le territoire.

La bourgeoisie n'a assuré sa prédominance que par la force, mais une fois au pouvoir, sentant qu'elle doit à son tour succomber sous les mêmes coups, elle a paré d'un voile de légalité son oppression et voulu par là adjoindre à son armée, à sa gendarmerie, à ses juges, un obstacle d'ordre moral pour contenir le prolétariat. Cette légalité, la bourgeoisie l'a réellement inventée pour donner une apparence de nécessité logique à l'emploi de la force, car il n'y a guère qu'une centaine d'années que la violence a été réglementée. L'ancien « bon plaisir » de la royauté a fait place à la légalité, mais il n'y a là qu'une question de mots : le résultat n'a pas changé, même est-il maintenant plus brutal ; qu'importe la forme de l'oppression si la servitude est la même, « qu'on soit assommé sauvagement ou conformément aux règles de la boxe, on n'en est pas moins assommé (1) ». Pourquoi alors, le prolétariat n'emploierait-il pas cette même violence, sans se soucier de la légalité, fruit de l'imagination capitaliste, et qui fait partie intégrante de la force ?

Les transformations sociales ne s'opèrent jamais

1. Gabriel DEVILLE, *Le capital de Karl Marx résumé et accompagné d'un aperçu sur le socialisme scientifique*, 1897.

sans emploi de force. C'est là une nécessité historique, et, sans remonter aux temps antiques, il suffit de rappeler les grandes dates de l'histoire de France : 1789, 1830, 1848, 1870. Le prolétariat inscrira une nouvelle date en employant les mêmes moyens. Pour lui l'insurrection est un devoir. C'est en vain que la bourgeoisie nie le droit à l'insurrection. Elle le nie parce qu'elle n'en a plus besoin ; sa domination est maintenant assise, bien assise croit-elle, mais autrefois elle appelait le prolétariat à son aide : toutes les révolutions jusqu'à présent ont été faites par les ouvriers au profit des bourgeois, mais maintenant l'éducation expérimentale du prolétariat à ce point de vue est faite et, pour endiguer le flot qui va le submerger, le capitalisme a interdit l'insurrection et justifié par la légalité l'emploi de l'armée contre les ouvriers.

Que la classe ouvrière fasse donc abstraction de tout scrupule dans l'emploi de l'insurrection, c'est pour elle un droit, puisque la bourgeoisie s'en est servie aussi longtemps qu'il lui a été utile de le faire, et un devoir, puisque son émancipation en sortira.

La légalité bourgeoise ne sert pas seulement à prévenir et à réprimer les révoltes du prolétariat, elle prétend aussi lui fournir, s'il est réellement le nombre, le moyen de s'émanciper sans avoir recours à la violence. Le raisonnement est séduisant : le prolétariat

se plaint, il veut réformer l'ordre social, mais rien ne lui est plus facile, les révolutions lui ont donné la meilleure des armes, le moyen de participer au gouvernement, et, s'il constitue la majorité, d'organiser même la société au gré de ses désirs.

Le suffrage universel ne permet-il pas au prolétariat d'imposer sa volonté? Le prolétariat se laissera-t-il encore séduire par cet argument d'apparente logique? La pratique n'a que trop démontré combien illusoire est la prétendue force de l'électeur. Dès l'apparition du suffrage universel le gouvernement fut bourgeois, les partis aussi, les uns plus avancés, plus à gauche que les autres et ces derniers par leurs promesses, par leurs aspirations attirèrent les ouvriers. Cependant leur but n'était pas de satisfaire les ouvriers : toute fraction politique vise au gouvernement ; or ces partis étaient composés de bourgeois. Une fois au pouvoir, grâce à leurs électeurs prolétaires, leur intérêt propre leur commandait d'assurer la perpétuité du régime capitaliste dont ils devinrent ainsi les fermes soutiens. Les expériences sont nombreuses où les ouvriers ont été abusés par les gouvernements dits de gauche. Le prolétariat n'a donc plus qu'un moyen, c'est la candidature de classe : le représentant ne promet plus alors quelques réformes pour accorder une satisfaction d'attente au prolétariat, son programme est entièrement prolétarien, il n'a aucun rapport avec les autres partis et

s'oppose à eux comme dans la société le prolétariat s'oppose au capitalisme ; en un mot, la lutte des classes du terrain social et économique est transportée sur le terrain parlementaire. Là encore, le prolétariat n'a récolté que déboires et illusions. Les hommes qui ont sollicité ces mandats étaient des théoriciens du socialisme, c'étaient eux qui, pour la plupart, avaient collaboré à l'expansion du collectivisme, mais c'étaient des intellectuels qui, par leurs affinités, se rattachaient encore à la classe capitaliste et, une fois au Parlement, ils n'ont pu maintenir entre les partis bourgeois de toutes nuances et eux, la cloison étanche que comporte la lutte des classes intégralement appliquée. Non seulement, le gouvernement bourgeois, qui s'affaiblissait et se déchirait dans des luttes intestines, s'est vu renforcé et affermi par l'apport des voix des représentants socialistes ; mais ces socialistes même ont fourni au gouvernement, non plus un appui, mais leurs capacités sous forme de collaboration. N'a-t-on pas vu récemment un député socialiste entrer dans un ministère bourgeois s'opposer à l'action prolétarienne par tous les moyens que le pouvoir mettait à sa disposition, après s'être montré dans les congrès corporatifs adversaire de toute action politique et ardent défenseur de la grève générale. Certes, Marx, lorsqu'il publiait le Manifeste communiste, et préconisait la conquête des pouvoirs publics, n'entendait pas une

telle collaboration. Conquête est synonyme de victoire, mais la collaboration des socialistes au gouvernement, n'apparaît guère sous cet aspect triomphant.

Les parvenus politiques du socialisme ont abandonné l'idée de lutte des classes et ont employé toutes leurs capacités à affirmer la légalité capitaliste. Marx a bien préconisé la conquête des pouvoirs politiques, mais conquête par le prolétariat lui-même et non par des bourgeois déclassés qui, dès leur entrée au Parlement, restent les bourgeois d'éducation, d'affinités, de naissance qu'ils n'ont pas cessé d'être quelles qu'aient été leurs opinions (1). Cette incursion de la bourgeoisie dans le domaine de la lutte des classes fausse complètement le mouvement prolétarien, mais il semble que le monde ouvrier soit maintenant complètement désabusé sur la valeur de la « candidature de classe ».

Ainsi l'idée de légalité, soit qu'il s'agisse des lois bourgeoises, soit qu'il s'agisse de la conquête électorale au pouvoir, ne donne aucun résultat appréciable au prolétariat.

On voit donc quelle est la valeur des prétendus moyens d'émancipation conquis par la bourgeoisie sur la noblesse et présentés comme tels au prolétariat.

1. Si l'on consulte le compte rendu d'un congrès quelconque du parti socialiste unifié (section française de l'Internationale ouvrière) on est étonné du nombre de médecins qui y figurent. D'autre part, il est de notoriété que le barreau est une pépinière de représentants du prolétariat.

Le prolétariat n'a que faire de la légalité qui n'est qu'une pure fiction, et qui n'est qu'un ensemble de barrières entre lesquelles se meut la bourgeoisie. D'ailleurs le prolétariat est largement dédommagé : à cette idée falote, la légalité, il substitue une idée directrice d'une valeur bien plus grande, la lutte des classes, dont nous avons exposé plus haut le processus.

La lutte des classes est bien supérieure à la légalité car elle n'est pas comme cette dernière le fruit d'une imagination aux abois, elle est justifiée par le mouvement même des faits, par l'évolution économique, par l'histoire ; elle oppose sa réalité et sa nécessité à la fiction bourgeoise. Le prolétariat a sa légalité dans la lutte des classes, c'est cette lutte qui le guide dans sa marche, c'est elle qui est sa raison d'être, c'est elle qui constitue sa vie propre.

La légalité : voilà donc détruit un des ponts que la bourgeoisie croyait avoir définitivement jeté entre elle et le prolétariat.

Mais le capitalisme ne se tient pas pour battu. Devenu anticlérical, il ne peut plus invoquer une religion commune et la promesse d'un au-delà de bonheur pour compenser les souffrances actuelles et étouffer les plaintes de ses esclaves. Une idée relativement jeune, née au moment même où la religion agonisait, le patriotisme, lui semble assez solide pour maintenir le lien qui rattache à lui le prolétariat comme autrefois le cerf était attaché à la terre.

La patrie, disent les capitalistes, est une idée commune à tous les Français, supérieure à toute organisation tant politique qu'économique. Il y a, disent-ils, dans la patrie l'idée de devoir moral. Or, il est nécessaire à l'homme d'avoir des principes directeurs, principes qui donnent une fin morale à la vie, qui règlent les rapports des hommes dans l'intérêt commun. Les religions étaient excellentes dans ce sens ; austères, elles dirigeaient l'homme ; riche, elle lui enseignaient la charité, la bonté, l'amour de son prochain, le poussaient à adoucir le sort de ses compagnons plus malheureux ; pauvre, elles l'aidaient, par la promesse d'un au-delà de béatitude, à supporter ses souffrances, à se dévouer pour les riches, à respecter les puissants.

Jusqu'à ces derniers temps, la patrie est apparue commune au prolétariat et au capitalisme, et ce dernier n'a pas manqué d'entretenir cette idée avec une ferveur, d'autant plus intéressée, qu'elle assurait le maintien de sa puissance. Les socialistes eux-mêmes, sur ce point, tombaient en général d'accord avec la bourgeoisie : la patrie est sacrée. Par moments même on assista à ce spectacle de socialistes marxistes et de bourgeois affirmant à l'envi leurs sentiments mutuellement patriotiques (1).

1. M. de Scilhac cite dans son ouvrage *l'Utopie socialiste* le texte d'une affiche où M. Jules Guesde, un peu marxiste, adresse un chaleureux appel aux « Patriotes de Roubaix et de Watrelos » à l'occasion des élections législatives de 1898.

En réalité, la patrie est essentiellement bourgeoise, de même nature que la morale et la religion. Le prolétariat ayant appris à ses dépens qu'il ne peut s'appuyer sur la légalité qui n'est qu'une pure fiction a pris pour guide une idée scientifique : la lutte des classes. C'est alors que le capitalisme a lui-même poussé le socialisme à appliquer complètement cette lutte des classes. Pendant longtemps le socialisme ne s'était guère soucié de l'idée de patrie, elle était pour lui en dehors de son champ d'action ; mais quand le prolétariat a pris pleine conscience de ses destinées, il s'est progressivement aperçu que la patrie, au culte de laquelle on le conviait, était une invention capitaliste à laquelle il devait bien se garder d'adhérer. Cette illusion, le prolétariat en a été victime d'autant plus longtemps que la théorie patriotique bourgeoise semblait se présenter à lui comme ayant une indiscutable valeur atavique et sentimentale.

La patrie, dit-on, est au-dessus de l'organisation politique et économique, c'est un patrimoine commun aux capitalistes et aux prolétaires. Le patriotisme est la caractéristique même de l'instinct social, et s'il n'a pas toujours revêtu sa forme actuelle il n'en a pas moins existé de tous temps. A mesure que la civilisation a augmenté l'homme s'est attaché par un lien d'affection à un groupement de plus en plus grand : du clan, son amour social a passé à la tribu,

puis à la cité, à la province, enfin à la nation. Dans la patrie, il n'y a pas seulement un élément matériel, le territoire avec toutes ses richesses accessoires, mais il s'y superpose un élément sentimental, un patrimoine intellectuel et moral : croyances, traditions communes, œuvres littéraires, artistiques, liens historiques, aspirations identiques, souffrances communes, victoires et défaites, tous ces faits, ces sentiments, en dehors de la communauté de race, constituent la patrie. C'est à ce patrimoine matériel et moral que participe le capitalisme tout comme le prolétariat. Au point de vue matériel, bien que le prolétaire ne possède presque rien en propre, il n'en réside pas moins sur le territoire national où il est né, où ses ancêtres ont vécu, et il apparaît dès lors qu'il jouit du patrimoine moral tout aussi bien que le capitaliste. C'est donc bien sur l'idée de patrie que doivent s'accorder capitalisme et prolétariat, puisque l'un et l'autre jouit des richesses matérielles et sentimentales que procure la notion de patrie.

Sans doute, la patrie ne fournit point au capitalisme et au prolétariat d'égales satisfactions matérielles, mais elle leur assure des jouissances morales pareilles ; l'injustice sociale serait déjà par là même largement comblée, et d'ailleurs cette inégalité matérielle n'est pas très grande puisque le prolétaire participe aux avantages matériels que procure la patrie dans une assez large mesure.

Il est tout naturel qu'un bourgeois riche, instruit, ait des raisons d'aimer sa patrie, et ces raisons semblent manquer au prolétaire qui ne possède rien et dont l'éducation est à peu près nulle. Le bourgeois, grâce à sa fortune, satisfait ses besoins matériels et jouit d'une indépendance complète ; en outre, il profite à loisir du patrimoine scientifique, littéraire et artistique de la nation. Il ne saurait donc être anti-patriote et il serait impardonnable de ne pas défendre la patrie qui lui crée une existence si douce.

La patrie apparaît-elle sous un jour aussi doux pour l'ouvrier ? Oui, répondent les capitalistes et leurs écrivains : on ne pourrait, disent-ils, prétendre ériger le patriotisme en devoir pour l'ouvrier si sa situation ne variait pas le jour où, par l'effet d'une guerre, il changerait de nationalité. Tout d'abord, l'ouvrier français, par exemple, porte en lui l'image de la patrie, sous la forme d'un type national, tant au physique qu'au moral et l'ennemi victorieux ne manquerait pas d'employer tous les moyens pour effacer ce type national. Sans doute, à l'intérieur de chaque nation s'agitent des races différentes, mais on ne peut contester que le citoyen de chaque nation a un véritable caractère national qu'on distingue très nettement de son voisin. Il est indéniable qu'il existe de grandes différences entre un Français, un Allemand, un Anglais, tant au physique qu'au moral. Nous ne voulons pas entreprendre ici de décrire ces

différences qui sont notables, communes et senties de tous. Ces traits ne sont pas propres à la bourgeoisie, on les retrouve identiques, sinon plus accentués, dans la classe ouvrière.

De même qu'au point de vue moral, disent encore les capitalistes, l'ouvrier est solidaire de ses compatriotes, de même, au point de vue économique, l'ouvrier ne peut prétendre être un étranger dans sa patrie. A côté du travail de direction et d'initiative du capitaliste, l'ouvrier imprime la marque de son propre travail à la production nationale, qui pour une grande partie reflète ses aptitudes et ses qualités. Il est difficile de prétendre qu'un artiste quelque pauvre qu'il soit, ne contribue pas à enrichir le patrimoine national. Un très grand nombre d'ouvriers sont assimilables aux artistes : graveurs, dessinateurs, ébénistes, etc..., La grande industrie, elle aussi, emploie non seulement des « bras » mais pour une très grande part des « ouvriers supérieurs » qui fournissent plus d'intelligente initiative que de force. Tous les produits d'une même nation portent la marque intellectuelle des ouvriers qui y ont travaillé et à ce point de vue il semble difficile de nier l'existence de la patrie pour l'ouvrier.

Les ouvriers, nous continuons à résumer les arguments du capitalisme en faveur de la patrie, à côté de l'influence qu'ils exercent comme producteurs sur la vie de la nation, jouent aussi un rôle important en

tant que consommateurs. L'augmentation continuelle de leurs salaires leur permet non seulement de se procurer tous les objets qui leur sont nécessaires, mais encore un nombre croissant d'objets de luxe que l'industrie fabrique selon leurs désirs. Ces désirs, maintenant que l'éducation se développe, de plus en plus, influent également sur la littérature et le théâtre.

L'ouvrier a aussi une patrie aux yeux des historiens bourgeois : c'est par la volonté des ancêtres qu'on explique la formation des nationalités. Si cette volonté est restée assez confuse pendant longtemps, elle s'est victorieusement manifestée en 1789 et dans les années qui suivirent pour repousser l'étranger puis pour promener les Aigles à travers l'Europe. La gloire de Napoléon I^{er} n'a-t-elle pas été celle de la France entière ? En 1830, c'est la classe ouvrière qui se révolte contre Charles X. En 1848, les ouvriers s'allient aux bourgeois républicains et en 1870, le prolétariat parisien se soulève autant pour défendre la patrie que pour renverser un régime politique qu'il hait. En résumé, depuis plus d'un siècle le prolétariat a joué un rôle décisif dans tous les événements de la vie nationale et il n'est pas inexact de dire que la France actuelle est pour une très grande part l'œuvre des ouvriers. D'ailleurs ne participent-ils pas constamment à la vie politique de la nation tout comme les bourgeois au moyen du suffrage universel ?

Tels sont les arguments que les penseurs bour-

geois — moralistes, philosophes, sociologues et économistes — invoquent d'une manière générale en faveur de l'idée de patrie.

Si l'on examine l'idée de patrie suivant la conception matérialiste, ainsi que nous l'avons fait pour l'organisation de la société, l'histoire et les institutions, toute la belle argumentation bourgeoise en faveur du patriotisme s'effondre et ne s'analyse plus que comme un plaidoyer intéressé.

On associe l'idée de patrie à celle de devoir moral. Il est nécessaire, dit-on, d'avoir des devoirs moraux. Le socialisme le reconnaît parfaitement, mais il s'agirait de s'accorder sur ce qu'est le devoir moral. Tous les devoirs moraux au culte desquels la bourgeoisie veut faire participer le prolétariat n'ont de moral que le mot. Au début de cette première partie nous avons dit que nos pensées n'étaient que le reflet des conditions économiques, et nous avons cité notamment la notion de justice qui n'est intervenue qu'après que les rapports sociaux furent organisés par le mode de production. A l'idée de justice, correspond un devoir de justice. On doit être juste, mais le concept de justice est essentiellement subjectif, largement subjectif, en ce sens que la notion de justice est l'idée que la majorité se fait de la justice, non la majorité de l'humanité, mais la majorité de la classe dirigeante, du capitalisme. Au fond, la justice est chose essentiellement bourgeoise, tout comme la légalité, et le

devoir patriotique, qui s'appuie sur l'idée de patrie, n'a pas un fondement plus solide. Le devoir moral étant très relatif, c'est au prolétariat à se créer ses devoirs lui-même, sans perdre de vue le but vers lequel doivent se porter tous ses efforts : la lutte des classes. Les devoirs moraux que la bourgeoisie veut lui imposer, respect de la légalité, respect de la justice, sont conçus uniquement par la bourgeoisie dans son propre intérêt et le prolétariat ne doit les accepter que s'il les considère comme conforme à sa mission, c'est-à-dire si l'observation de ces devoirs n'aggrave pas la situation qui lui est faite par la classe bourgeoise. Toutes ces fictions du capitalisme n'ont d'autre but que de faire régner l'ordre, non seulement dans son sein, mais dans la société entière en enfermant le prolétariat dans des barrières étroites, et s'il est vrai que ce dernier n'a rien de commun avec la bourgeoisie, il doit rejeter toutes les contraintes que cette classe prétend lui imposer.

Ses devoirs, il les tirera de la lutte des classes, et cette conception ne manque pas de noblesse : au lieu de subir les règles que lui imposent ses maîtres, il va puiser dans la solidarité une morale bien supérieure. Et cette solidarité ouvrière est conforme au mouvement historique, à la science, elle est donc doublement justifiée, et par un caractère de nécessité, et par une réelle beauté : groupement de ceux qui souffrent contre une soi-disant morale qui ne tend

qu'à les avilir et à contenir leur souffrance sans songer à l'apaiser.

D'ailleurs, l'idée de patrie sur laquelle s'appuie le devoir patriotique ne répond à aucune réalité pour le prolétariat.

Elle est intimement liée à l'idée de propriété, car la patrie n'est autre chose que le groupement de propriétés dans un intérêt commun résultant de la situation géographique, du climat, des productions du sol. On demande à l'individu le sacrifice éventuel de sa vie pour la patrie, c'est, dit-on, pour défendre le sol sacré, le patrimoine moral et matériel... La bourgeoisie ne manque pas de grands mots dès que la patrie est en question.

Mais le prolétariat fait abstraction de toute cette phraséologie et il analyse ce qu'il y a dans la patrie en se débarrassant des notions idéalistes, fruits de l'éducation primaire que la bourgeoisie lui a donnée.

La patrie, tout comme l'État, tout comme l'armée⁽¹⁾, c'est la concentration capitaliste recouverte d'un voile idéaliste, et le devoir patriotique ne peut être expliqué, par ses propres prophètes, qu'en empruntant à la mythologie et à la religion leurs métaphores

1. « L'armée, la patrie, l'État au fond, ce sont là termes exactement synonymes. » ÉDOUARD BERTH, *Les Nouveaux aspects du socialisme*, p. 13.

2. G. SOREL, *La Ruine du monde antique*, p. 212. « Il est impossible d'exprimer autrement que sous une forme mythique les idées relatives à la patrie. »

les plus irréelles (2). D'ailleurs, la classe bourgeoise perçoit si bien la faiblesse de ses arguments, et a une telle conscience de l'utilité du patriotisme dans la masse, qu'elle inculque ce sentiment aux prolétaires en bas âge, et dans la suite, ne manque aucune occasion pour exciter le préjugé patriotique des ouvriers et les préparer à défendre jusqu'à la mort le capitalisme national. Et les ouvriers sont ainsi poussés à défendre les coffres-forts et les usines de leurs maîtres.

Sans doute, la classe bourgeoise règne en maîtresse par tout le monde, mais entre les États bourgeois surgissent sans cesse des conflits causés par la lutte commerciale que se livrent sans interruption les bourgeoisies nationales, et ces bourgeoisies préfèrent, lorsque la lutte purement commerciale ne tourne pas à leur profit, se jeter les armes à la main sur leurs rivales et obtenir par la force ce que la concurrence n'a pu leur donner. Les armées entrent alors en jeu et le prolétariat, qui constitue à lui seul presque tout l'élément militaire d'un pays, est conduit au carnage par sa bourgeoisie. Son intérêt dans le conflit, pour lequel on ne fait aucun cas de son existence, est nul. Il ne possède rien et ne saurait avoir de patrie. « Le prolétaire n'a pas de patrie », a dit Karl Marx en 1847 (1) alors qu'il examinait l'organisation sociale

1. MARX et ENGELS, *Manifeste communiste*.

à la lueur du matérialisme historique : ce fait est toujours exact, la patrie est étroitement liée à la notion de propriété. Dans ces conditions, pourquoi le prolétariat s'intéresserait-il à la patrie puisqu'il ne possède pas la plus petite fraction d'un territoire sur lequel on ne veut lui reconnaître qu'un vague droit d'usage ? En effet, il n'a rien, hormis sa force de travail qu'il est obligé de vendre et dont le produit suffit à peine à le nourrir, ainsi que sa famille. Cette idée apparaît encore plus nettement si l'on considère la formation de la patrie française. Autrefois, au-dessus des millions de parias qui formaient la classe ouvrière, il y avait la noblesse qui possédait à elle seule tout le territoire. La bourgeoisie en 1789 chasse la noblesse, s'empare de ses biens, les décrète biens nationaux et les réalise à son profit. Consolidée par l'empire, elle envahit tous les corps de l'État, administration, conseils, magistrature ; puis, dans les régimes qui suivent, petit à petit, avec une inlassable constance elle assure sa suprématie en concentrant finalement entre ses mains tous les moyens de production : mines, chemins de fer, transports, banques, agriculture, industrie et commerce..., elle laisse ainsi le prolétariat dans la même situation qu'en 1789 : voilà ce qu'est la patrie. Elle est en somme un groupement de propriétés, dans l'intérêt des seuls propriétaires ; et qu'importe au prolétaire que le patron qui l'emploie soit Français ou Alle-

mand ? le salaire est partout le même. Mais le capitaliste, au contraire, tient à rester dans son groupement national qui assure le meilleur développement de sa fortune. C'est dans le groupement national que le capitalisme bourgeois puise sa force : l'idée de patrie, invention capitaliste, a constamment soutenu les progrès de la bourgeoisie et assure sa domination actuelle. La politique, tant intérieure qu'extérieure, n'a d'autre guide que l'individualisme bourgeois victorieux depuis la fin du xviii^e siècle.

Aussi le prolétaire n'a pas besoin de réfléchir beaucoup pour voir que pour lui une patrie en vaut une autre ; le lien qui le rattache à son lieu de naissance est vite brisé : de bonne heure le prolétaire est obligé de partir, de commencer la lutte avec le capitalisme et de n'avoir d'autre préoccupation que de trouver un salaire qui puisse le faire vivre. Il n'est rien moins que sûr qu'il trouve ce salaire dans son pays natal et il va là où la rémunération est plus forte. Parfois il ne trouve cet emploi rémunérateur qu'à l'étranger ; mais alors que devient sa patrie ? Peu lui importe, il peut ne pas en avoir. Les soucis matériels effacent chez l'ouvrier toute la belle argumentation du capitalisme, les préoccupations économiques d'ailleurs ne dominant-elles pas toute l'humanité ?

Si le prolétariat s'est trouvé dans les révolutions aux côtés de la bourgeoisie, c'est qu'il croyait son

émancipation liée à sa victoire, mais, vainqueur de la noblesse, il a été vaincu à son tour par la bourgeoisie. Se laissera-t-il encore berner par l'idée patriotique et va-t-il se mettre encore une fois au service du capitalisme ? Déjà les races tendent de plus en plus à fusionner, et les types nationaux n'apparaissent plus que comme de simples différences ethnographiques, pourrait-on dire. Ces différences peuvent-elles justifier une solidarité telle que le prolétariat doive se sacrifier pour son capitalisme national ? On comprendrait peut-être qu'il en soit ainsi si le capitalisme assurait un sort acceptable au salariat, mais il ne songe, au contraire, qu'à augmenter sa puissance au détriment des travailleurs qu'il oblige à aller offrir leurs bras aux capitalistes étrangers. Si le salarié va ainsi travailler à l'étranger, sa situation devient-elle plus mauvaise parce qu'il a quitté sa patrie ? Non évidemment, son salaire est équivalent sinon meilleur, son existence est donc assurée tout comme dans sa patrie natale, les conditions du travail seront probablement aussi dures pour lui et il jouira d'une liberté à peu près pareille à celle que lui accordait son propre pays. Reste la question du « patrimoine moral ». L'ouvrier n'a guère le temps de s'en soucier ; le plus généralement il ignore ce patrimoine, son éducation est trop fruste pour comporter des connaissances historiques. Le patrimoine artistique : il y a partout des

chefs-d'œuvre. Le patrimoine littéraire : celui-là seul manquera peut-être, dans une certaine mesure, à l'ouvrier qui s'est expatrié. Si le prolétaire va dans un pays « neuf », il est certain qu'il ne trouvera là aucun patrimoine ni moral, ni artistique, mais son salaire sera sûrement plus élevé et ses besoins mieux satisfaits : la compensation se fera à son avantage. D'ailleurs, la question patrimoine que les patriotes bourgeois aiment particulièrement à invoquer n'intéresse le prolétaire que fort peu pour ne pas dire nullement.

Mais un dernier scrupule ne va-t-il pas l'arrêter : la forme sociétaire du capitalisme moderne ne permet-elle pas l'accession de l'ouvrier à la propriété, partant à la patrie ? C'est en vain qu'on essaiera d'intéresser l'ouvrier à la patrie en prétendant qu'il peut, tout comme un bourgeois, avoir des intérêts capitalistes dans la patrie. Si la fortune de son patron lui est indifférente, puisqu'auprès de tous les patrons il trouvera un sort identique, il n'en est plus de même le jour où il devient lui-même capitaliste. Rien, en effet, n'empêche l'ouvrier de devenir actionnaire d'une société et d'être ainsi intéressé à la production nationale. Le prolétariat ne saurait se laisser prendre à un argument aussi faible : d'une part, les ouvriers qui parviennent à économiser suffisamment pour devenir petits capitalistes, constituent une très faible minorité ; d'autre part, leur influence

sur la direction des sociétés dont ils arrivent si rarement à faire partie, est à peu près nulle, ils n'ont aucune part d'initiative et ne sont pas à l'abri des coups du capitalisme : c'est sur la petite épargne que la finance véreuse a gagné ses plus belles victoires. Si, se défiant à juste titre d'une dangereuse communauté d'intérêts avec le capitalisme, l'ouvrier est parvenu à acquérir un petit bien immobilier, va-t-il être obligé de défendre sa portion du territoire national ? Non, sa part d'intérêt est si petite, maigre champ ou pauvre bicoque, qu'elle ne vaut pas le sacrifice d'une existence. D'ailleurs s'il changeait de maître sa propriété ne lui serait pas enlevée, il subirait les mêmes charges et paierait les mêmes impôts à la bourgeoisie étrangère victorieuse.

L'ouvrier ne doit donc connaître qu'une guerre : la lutte des classes, comme il n'a qu'un ennemi : le capitalisme. En principe, l'idée de patrie ne devrait pas intéresser l'ouvrier, mais en fait il la combattrait en raison de l'usage purement égoïste qu'en fait la bourgeoisie.

D'ailleurs, le capitalisme n'est pas en réalité aussi national qu'il affecte de l'être, il entendrait volontiers réserver au seul prolétariat le culte de la patrie ; la bourgeoisie, si elle n'est pas internationaliste en théorie, l'est du moins en fait, et c'est en vain qu'elle s'efforce pour contenir le prolétariat, de nier l'évo-

lution économique qui a transformé l'antique régionalisme.

Autrefois, la production et la consommation étaient essentiellement locales et les produits, en raison de la rareté des moyens de communication, ne sortaient guère des limites de la province. En outre, aux difficultés naturelles s'ajoutaient les barrières fiscales. Il n'y avait pas d'échange entre États, seuls les produits coloniaux quittaient leur pays d'origine, mais c'était pour passer dans la métropole ; en dépit de la découverte de l'imprimerie, les relations intellectuelles étaient rares. Mais depuis la Révolution, des changements économiques considérables sont survenus, favorisés par les conquêtes révolutionnaires et les « promenades militaires des armées françaises, dans toute l'Europe ». Le développement des moyens de communication, l'invention de la navigation à vapeur, des chemins de fer, du télégraphe, ont puissamment aidé l'expansion de l'internationalisme économique. La plupart des produits bruts ou manufacturés s'échangent d'État à État, et la pensée humaine, rendue accessible à tous par les progrès de l'imprimerie, franchit les frontières avec une égale facilité.

Les capitaux n'ont maintenant plus de patrie. Le capitalisme place son argent là où il trouve l'emploi le plus rémunérateur, et la société anonyme a grandement favorisé la circulation internationale des

capitaux. Ce ne sont pas seulement ces sociétés qui font appel aux capitalistes, mais les États eux-mêmes empruntent en dehors de leurs frontières et l'appât d'un intérêt élevé suscite chez la bourgeoisie un entrain touchant à garnir les caisses des États voisins sans se soucier si l'argent prêté servira à forger des canons contre son propre pays. Les banques favorisent d'ailleurs ces émigrations, attirées elles-mêmes par les fortes commissions que leur consentent les emprunteurs.

Les marchandises quelles que soient les barrières des douanes qu'on leur oppose circulent d'un bout du monde à l'autre. Les capitalistes mêmes sont maintenant propriétaires de portions de territoires étrangers : mines, canaux, chemins de fer... et ils n'ont aucune répugnance, s'ils y trouvent leur intérêt, à employer des ouvriers étrangers. L'internationalisme a également envahi le domaine administratif et légal : bureau international de Berne, ententes pour régler la concurrence au moyen de la législation ouvrière. Les ententes capitalistes se développent de plus en plus ; aux fédérations nationales, cartels et trusts ont succédé les ententes internationales telles que celles qui règlent la production métallurgique, la production sucrière. Les États capitalistes s'accordent même maintenant pour partager des territoires !

L'internationalisme capitaliste qui vient d'être rapi-

dement esquissé ne paraît guère se soucier de l'idée de patrie.

Economiquement, pour lui-même, il ne connaît pas de patrie, mais vis-à-vis du prolétariat son attitude change. Le prolétariat n'a pas été sans prendre conscience de sa force et il se dresse maintenant en face de ses oppresseurs, mais la lutte est plus facile pour le capitalisme lorsqu'elle est localisée, la patrie est un cadre tout naturel et d'autant plus pratique qu'elle tend à diviser le prolétariat. Au capitalisme mondial, l'idée de patrie n'oppose que des prolétariats nationaux : c'est la simplification du gouvernement et de la police. L'idée de patrie présente un intérêt encore plus grand : elle entretient la division au sein du prolétariat mondial et le livre ainsi pieds et poings liés au capitalisme qui l'incorpore dans une armée, créée en vue de la guerre et aussi pour contenir la classe ouvrière. Après ce que nous avons dit de l'internationalisme capitaliste la guerre semble impossible. Qu'importe ! L'armée a un autre rôle, « gardienne du capital » elle est une continuelle menace pour le prolétariat qu'elle a pour mission d'écraser à la moindre tentative de révolte. Et l'armée est composée de prolétaires !

On a peine à comprendre l'énorme antagonisme qui existe entre les réalités économiques et l'organisation sociale. Patrie, Gouvernement, État, tout cela s'oppose à la production collective et interna-

tionale. Il est de toute évidence que le monde ainsi organisé ne peut se soutenir; nous sommes au terme d'une évolution, et le capitalisme n'est parvenu à l'arrêter momentanément qu'en employant les moyens les plus agressifs. L'armée est le moyen qui lui semble le plus sûr, maintenant que l'éducation du prolétariat se parfait et que les ouvriers ont conscience que le mouvement économique doit amener leur émancipation.

L'armée sert à entretenir l'idée de patrie, division du prolétariat : aux vagues raisons que le capitalisme invoque pour justifier la patrie, il ajoute l'instinct guerrier, l'amour de l'uniforme, de la guerre. Cet instinct est latent chez l'homme, « l'encasement » de l'ouvrier lui inculque avec la haine de l'étranger l'amour de la patrie, et le prépare au sacrifice de sa vie en lui faisant considérer le capitalisme et le prolétariat étrangers comme un même ennemi.

Pour le capitalisme, l'armée dont l'existence se justifie par l'idée de patrie, est chose utile. Elle offre un grand nombre de situations où les pires instincts de l'homme se donnent libre cours. Faite en vue de la guerre, mais ne combattant que très rarement, elle vit en général dans une agréable oisiveté qui attire particulièrement les fils des bourgeois, non pas décidés à sacrifier éventuellement leur existence à la patrie, mais uniquement fascinés par le prestige de l'uniforme, par la satisfaction de commander, enfin

par l'espoir d'une vie exempte de soucis. Une fois pris dans l'engrenage militaire, ils ne tardent pas à en subir l'influence pernicieuse, d'égoïstes deviennent vicieux, et participent à toutes les bassesses qui s'épanouissent à l'abri du drapeau : mépris de la vie de leurs inférieurs, brutalité, grossièreté, vol, sexualité : en un mot, « le militarisme constitue une véritable école du crime ».

C'est dans ce lieu de perversion que le capitalisme, avec le mirage du patriotisme, fait tomber le prolétariat et qu'il l'asservit pendant quelques années de sa jeunesse pour cette fin monstrueuse : la lutte de la classe ouvrière contre elle-même, quand il ne s'agit pas d'envoyer les ouvriers mourir sous un climat torride, pour satisfaire les spéculations lointaines de quelques gros financiers. L'armée, aux mains du capitalisme, est faite aussi pour combattre l'armée étrangère composée également de prolétaires sous les ordres des bourgeois. On apprend aux prolétaires à tuer d'autres prolétaires, et la bourgeoisie ne fait même aucune différence entre les prolétaires nationaux et les prolétaires étrangers. Qu'il surgisse un conflit entre ouvriers et patrons, l'armée entre en jeu, elle est mise au service du capital et, invoquant la discipline cultivée au nom du patriotisme, le prolétaire soldat est convié à tirer sur ses frères : voilà le rôle de l'armée.

Patriotisme et militarisme ne font qu'un, ce sont

les grands soutiens du capitalisme qui, sans eux, s'écroulerait. Ce sont les deux points sur lesquels doit s'orienter la lutte des classes puisque ce sont les derniers retranchements du capitalisme.

Que les prolétariats se tendent franchement la main et s'attaquent à l'ennemi commun ; les prolétaires devraient tous savoir que rien pour eux n'est au-dessus de la lutte des classes : la nation et la patrie n'existent pas pour eux, ce ne sont que moyens de les asservir, soit au sein de la nation même : répression des grèves, soit internationalement ; guerres. L'alternative est simple : en cas de guerre, si la nation est victorieuse, c'est grâce au sang des ouvriers ; si elle est vaincue, on ne voit guère comment ces derniers pourraient souffrir davantage.

Mais le prolétariat, au contraire, doit s'attaquer par tous les moyens en son pouvoir à l'armée, à l'État, à la patrie ; ce combat incessant dépend des circonstances inhérentes à chaque nation, c'est une pure question de tactique nationale, cette lutte s'organise au sein de chaque nation pour affaiblir chaque capitalisme national : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas au fond une lutte nationale, en revêt cependant, tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie (1). »

I. MARX et ENGELS, *Manifeste communiste*.

C'est aux prolétaires eux-mêmes à organiser cette lutte incessante en tenant compte des événements, on ne saurait en tracer un plan immuable, les moyens ne manquent d'ailleurs pas, propagande verbale antipatriotique, insurrection, désertion, révolte, refus de service, propagande auprès des soldats... nous ne citons ces quelques moyens qu'à titre d'exemple (1).

Les travailleurs ne doivent pas perdre de vue que partout ils sont « chair à canon », qu'ils n'ont qu'un ennemi, le capitalisme et que leurs souffrances ne connaissent pas de frontières; qu'au contraire l'internationalisme de la lutte des classes ne peut qu'avancer le triomphe de leur classe. Aussi doivent-ils prendre pour guide dans leur combat les derniers mots du *Manifeste*.

« Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! »

1. MARX et ENGELS dans une de leurs préfaces du *Manifeste* (1872) ont eux-mêmes reconnu que : « L'application des principes, au dire du *Manifeste* lui-même, dépendra toujours et partout, des circonstances historiquement données. »

C'est ainsi que dans ce chapitre où nous avons essayé de construire à grands traits la doctrine antipatriotique, nous n'entendons pas décrire ou même énumérer les modes d'application des principes antipatriotiques. Ces moyens sont légion, ils dépendent des faits, et l'utilisation tactique de la doctrine antipatriotique est une pure « question d'espèces ».

DEUXIÈME PARTIE

En 1876 a lieu le 1^{er} congrès ouvrier en France, c'est une timide manifestation qui n'a rien de commun avec les congrès actuels de la C. G. T. D'ailleurs les congressistes, sérieusement recrutés, étaient tous ouvriers et aucun élément politicien ne s'était glissé parmi eux.

Viennent ensuite les congrès de Lyon (1878) et Marseille (1879), mais à ce dernier congrès l'élément politique triomphe et le collectivisme est acclamé. Au Havre (1880), rupture entre les éléments modérés du début et les collectivistes. Les modérés tiennent les années suivantes à Paris et à Bordeaux deux congrès sans la moindre importance.

Les politiciens, désormais maîtres des congrès qu'ils disent ouvriers, ne restent pas longtemps d'accord. A Saint-Étienne, première scission en possibilistes et guesdistes. L'union au sein des possibilistes ne dure guère. En 1890, au Congrès de Châtellerault, M. Allemane entraînant de nombreux

partisans, quitte le parti possibiliste qui se sépare en broussistes et allemanistes.

Les trois *écoles* ainsi constituées vont jusqu'à l'unification tenir leurs congrès sous les noms respectifs de Parti ouvrier français pour les guesdistes, Fédération des travailleurs socialistes de France pour les broussistes, et Parti ouvrier socialiste révolutionnaire pour les allemanistes.

L'unification ne se fait que très péniblement de 1900 à 1905, et le parti prend alors le titre de Parti socialiste unifié (section française de l'internationale ouvrière) après avoir été séparé en parti socialiste français et parti socialiste de France.

*
* *
*

Pour les vrais ouvriers, une « Fédération des syndicats » est instituée par un congrès tenu à Lyon (1886), mais les guesdistes mettent la main sur cette organisation qui ne garde plus d'ouvrière que le nom.

En 1892, à Saint-Étienne, pour réagir contre cette mainmise des guesdistes, se constitue la Fédération des bourses du travail. C'est en vain qu'en 1893 la Fédération des syndicats essaye de se fondre avec la Fédération des bourses du travail, les guesdistes s'opposant à la grève générale rendent toute union impossible. A Nantes, en 1894, échec définitif de la Fédération des syndicats. Les ouvriers sont enfin chez eux.

A Limoges, en 1895, création de la Confédération générale du travail qui, peu à peu, absorbe la Fédération des bourses. Cette dernière tient son dernier congrès à Alger, en 1902.

*
* *
*

L'histoire de l'Internationale peut être divisée en trois périodes. La première commence en 1847, au moment du fameux « Manifeste » lancé par K. Marx et F. Engels, en vue de grouper le prolétariat universel contre le capitalisme. Cette époque, qui dure jusqu'en 1862, est une époque d'études et l'activité de l'Internationale n'est caractérisée que par la publication de nombreuses brochures.

En 1862, l'Internationale entre dans la voie des réalisations. L'Exposition internationale de Londres attire des délégations ouvrières des différents pays, et au meeting de Saint-Martin's Halls le pacte inaugural est lancé. Les délégations ouvrières se réunissent en conférences et décident le principe des congrès internationaux. Le premier a lieu à Londres le 28 septembre 1864, et c'est de ce jour que date, en réalité, l'Association internationale des travailleurs. Elle tient par la suite, sauf en 1870 et 1871, les congrès annuellement jusqu'en 1872. A cette époque, minée par les rivalités intestines, elle se dissout, mais elle laisse dans plusieurs pays des groupements

ouvriers dont la majeure partie est imprégnée des idées marxistes.

Des congrès internationaux se tiennent ensuite à Bruxelles (1892), Zurich (1893), Londres (1896), mais ce n'est qu'au Congrès de Paris (1900) que l'Internationale est réellement reconstituée et que la réunion d'assemblées périodiques est décidée.

Actuellement, un bureau international siégeant à Bruxelles relie entre elles les sections de l'Internationale, prépare les congrès et assure l'application de leurs décisions (1).

CONGRÈS SOCIALISTES NATIONAUX

Congrès antérieurs à la scission entre possibilistes et guesdistes

Paris.....	2-10 octobre 1876.
Lyon.....	28 janvier-8 février 1878.
Marseille.....	20-31 octobre 1879.
Le Havre.....	16-22 novembre 1880.
Reims.....	30 octobre-6 novembre 1881.

Parti ouvrier français (guesdistes)

Roanne.....	26 septembre-1 ^{er} octobre 1882.
Roubaix.....	29 mars-7 avril 1884.
Lille.....	11-12 octobre 1890.
Lyon.....	26-28 novembre 1891.

1. On trouvera dans *l'Histoire du mouvement social en France*, de M. G. Weill, un exposé remarquable de l'évolution du socialisme contemporain.

Marseille	24-28 septembre 1892.
Paris	7-9 octobre 1893.
Nantes.....	14-16 septembre 1894.
Romilly.....	8-11 septembre 1895.
Lille.....	21-24 juillet 1896.
Paris	11-14 juillet 1897.
Montluçon.....	17-20 septembre 1898.
Épernay.....	13-16 août 1899.
Ivry	20-21 septembre 1900.
Roubaix	15-18 septembre 1901.
Issoudun	21-23 septembre 1902.

Fédération des Travailleurs socialistes de France

(Possibilistes)

Saint-Etienne.....	25-30 septembre 1882.
Paris.....	30 septembre-7 octobre 1883.
Rennes.....	12-19 octobre 1884.
Charleville.....	2-8 octobre 1887.
Châtellerault.....	9-14 octobre 1890.
Paris.....	3-10 juillet 1892.
Tours	1 ^{er} -6 septembre 1894.

Parti ouvrier socialiste révolutionnaire

(Allemanistes)

Paris.....	21-29 juin 1891.
Saint-Quentin.....	2-9 octobre 1892.
Dijon.....	14-22 juillet 1894.
Paris.....	29-30 septembre 1895.
Paris.....	24-25 septembre 1896.
Paris.....	26-30 septembre 1897.

Parti socialiste français

Paris.....	3-8 décembre 1899.
Paris.....	28-30 septembre 1900.
Lyon.....	26-28 mai 1901.
Tours.....	2-4 mars 1902.
Bordeaux.....	12-14 avril 1903.
Saint-Etienne.....	14-17 janvier 1904.
Rouen.....	26-30 mars 1905.
Lyon.....	31 mars-1 ^{er} avril 1907.
Marseille.....	1 ^{er} -3 mars 1908.
Reims.....	30-31 mai 1909.
Paris.....	12-13 mars 1910.

Parti socialiste de France

Commentry.....	26-28 septembre 1902.
Reims.....	27-29 septembre 1903.
Lille.....	9-11 août 1904.
Paris.....	21-22 août 1905.

*Parti socialiste unifié. Section française
de l'Internationale ouvrière*

Paris.....	23-25 août 1905.
Chalon.....	29 octobre-1 ^{er} novembre 1905.
Limoges.....	1 ^{er} -4 novembre 1906.
Nancy.....	11-14 août 1907.
Toulouse.....	15-18 octobre 1908.
Saint-Etienne.....	11-14 avril 1909.
Nîmes.....	6-9 février 1910.

Paris.....	15-16 juillet 1910.
Saint-Quentin.....	16-19 avril 1911.

CONGRÈS NATIONAUX CORPORATIFS

Fédération nationale des Syndicats et Groupes corporatifs de France

Lyon.....	11-16 octobre 1886.
Montluçon.....	23-28 octobre 1887.
Bordeaux.....	28 octobre, 4 novembre 1888.
Calais.....	13-18 octobre 1890.
Marseille.....	19-23 septembre 1892.
Nantes.....	17-22 septembre 1894.
Troyes.....	12 septembre 1895.

Fédération des Bourses du Travail

Saint-Étienne.....	7-9 février 1892.
Toulouse.....	12-15 février 1893.
Lyon.....	25-29 juin 1894.
Nîmes.....	9-12 juin 1895.
Tours.....	9-12 septembre 1896.
Toulouse.....	15-18 septembre 1896.
Rennes.....	21-24 septembre 1898.
Paris.....	5-8 septembre 1900.
Nice.....	17-21 septembre 1901.
Alger.....	15-19 septembre 1902.

Confédération générale du Travail

Limoges.....	23-28 septembre 1895.
Tours.....	14-19 septembre 1896.
Toulouse.....	20-25 septembre 1897.
Rennes.....	26 septembre-1 ^{er} octobre 1898.

Paris.....	10-14 octobre 1900.
Lyon.....	23-27 septembre 1901.
Montpellier.....	22-27 septembre 1902.
Bourges.....	12-18 septembre 1904.
Amiens.....	8-14 septembre 1906.
Marseille.....	5-10 octobre 1908.
Toulouse.....	3-15 octobre 1910.

Congrès socialistes internationaux

Paris.....	Juillet 1889.
Bruxelles.....	Août 1891.
Zurich.....	Août 1893.
Londres.....	Juillet 1896.
Paris.....	Septembre 1900.
Amsterdam.....	Août 1904.
Stuttgart.....	Août 1907.
Copenhague.....	Juillet 1910.

I

LES CONGRÈS POLITIQUES

L'antipatriotisme ne fait réellement son apparition, avec M. G. Hervé, qu'au Congrès du parti socialiste français tenu à Tours en 1902.

Jusque-là, les congrès possibilistes, guesdistes ou allemanistes ne se sont pas occupés de la question. Parmi les dernières questions à l'ordre du jour figure généralement « l'armement général du peuple », mais aucune discussion intéressante n'est à relever. Lorsque, à l'occasion, un congrès peut manifester son antimilitarisme, il ne manque pas de le faire, mais cette attitude ne correspond à aucune conception théorique bien arrêtée.

IV^e Congrès général du Parti socialiste français

(Tours, 2-4 mars 1902.)

M. HERVÉ, à propos du programme, fait en termes modérés une profession de foi internationaliste. Il est d'ailleurs beaucoup moins absolu qu'il le sera par la suite :

« J'estime que le mot internationaliste est un de ces mots de notre programme qui méritent d'être expliqués, et qui admettent d'ailleurs une explication nette. Je voudrais qu'en tête de notre déclaration de principes, on mette bien en relief ceci : qu'en cas d'agression venant d'un pays quelconque, les socialistes participeront à la défense de la République ; mais, après avoir fait cette concession aux démocrates patriotes qui combattent sur certains points à côté de nous, je désire qu'on montre bien la différence qu'il y a entre leur patriotisme et notre internationalisme. Sur ce point nous sommes séparés, par un malentendu très grave, des républicains patriotes. Je ne parle pas des nationalistes, qui ont seulement l'idolâtrie du sabre et du panache, mais des républicains eux-mêmes, pour qui le patriotisme est une sorte de religion. Ils disent « le sol sacré de la patrie », le drapeau est pour eux une relique devant laquelle ils se découvrent dévotement, quand ils parlent des ancêtres, c'est avec un air plein de mysticisme et de religiosité, leur patriotisme à eux est fait aussi en bonne partie de haine de l'étranger, de cette haine qui s'est développée par suite des guerres monarchiques et napoléoniennes.

« En face de ce patriotisme des républicains, nous ne devons pas hésiter à afficher notre internationalisme. Proclamons bien haut que nous n'avons pas le culte des patries actuelles, à cause des monstrueuses inégalités sociales qu'elles abritent. »

Les patries sont des « marâtres » pour les prolé-

taires, quant aux ancêtres, M. Hervé n'a pour eux aucun culte, il considère qu'il y en a de bons et de mauvais et les guerres ne lui inspirent aucune haine contre l'étranger. « Nous n'en voulons pas au peuple allemand, à qui Napoléon III a cherché ce que nous appelons joliment « une querelle d'Allemand » pour lui voler une province ou deux (1). » C'est sur le seul terrain de la lutte des classes que le prolétaire doit combattre :

« S'il faut détester des hommes, s'il faut découper des patries dans le monde, nos compatriotes, ce ne sont pas les cléricaux qui parlent français, ce ne sont pas les réactionnaires qui parlent français, ce ne sont pas les barons français de la finance, nos vrais compatriotes, ce sont les déshérités de toute la terre, ce sont les anticléricaux qui luttent sur toute la terre contre l'éteignoir. Ce sont les républicains et les socialistes étrangers, qui, dans leur pays, souffrent pour la grande cause de l'émancipation du peuple (Applaudissements). Voilà ce que nous devons affirmer.

En faisant ces déclarations, nous restons d'ailleurs dans la tradition de nos pères les patriotes de 93, qui divisaient, eux aussi, l'humanité en deux patries, la patrie de ceux des châteaux et la patrie de ceux des chaumières. »

En conséquence, le prolétariat ne saurait jamais participer qu'à une guerre défensive. Si on voulait

1. Bien qu'ancien professeur agrégé d'histoire, il semble que M. Hervé prend quelque licence avec l'histoire.

l'entraîner à attaquer aux cris de « à Berlin » il répondrait par ceux de « Vive la commune ». M. Hervé résume ses desiderata en ce qui concerne le programme :

« ... Voici ce que je voudrais voir insérer en tête de notre programme minimum : 1° renonciation formelle à toute guerre coloniale, étant bien entendu que les colonies actuelles passeraient de la tutelle des missionnaires et du gouvernement des militaires à l'administration civile, dont le premier devoir serait de veiller à l'intérêt matériel et moral des peuples indigènes ; 2° renonciation, non pas hypocrite et sournoise, mais formelle, à toute guerre de revanche : c'est à nous d'oser dire tout haut ce que les autres pensent tout bas, même les nationalistes, qui ne veulent pas plus que nous d'une revanche ; 3° solution des conflits qui pourraient survenir par l'arbitrage. Il ne s'agit plus de rejouer la comédie de La Haye : quand un monsieur réunit un congrès en vue du désarmement et qu'au même moment il envoie ses généraux voler la Mandchourie aux Chinois, quelle confiance voulez-vous qu'il m'inspire ? La République Française n'aura rien fait pour la cause du désarmement général et du règlement des conflits par l'arbitrage, elle ne sera pas crue tant qu'elle n'aura pas donné des gages non équivoques de ses intentions pacifiques, et ces gages, c'est la renonciation formelle à toute guerre coloniale et à la revanche par la force. »

Congrès d'unification socialiste

(Paris, 23-25 avril 1905.)

Le premier Congrès d'unification socialiste se tint à Paris du 23 au 25 avril 1905. Il fut entièrement consacré à l'élaboration du règlement du parti : l'article 1^{er} de ce règlement fait appel à l'organisation internationale des travailleurs.

ARTICLE PREMIER. — Le parti socialiste est fondé sur les principes suivants :

« Entente et actions internationales des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat ou parti de classe, pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire, la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste. »

Le parti prend le titre de « Parti socialiste (section française de l'Internationale ouvrière). »

Le deuxième Congrès tenu à Chalons-sur-Marne en novembre 1905, fut presque entièrement rempli par la question de la tactique électorale et parlementaire qui est résolue par une motion très vague laissant à chaque groupement une complète indépendance.

III^e Congrès National

(Limoges, 1-4 novembre 1906.)

L'ordre du jour appelle la discussion sur « les nationalités, le militarisme et la guerre, l'action internationale des travailleurs, le socialisme et la patrie. »

Certains congressistes essayent d'éluder la question et demandent que la discussion soit remise, en raison du manque de temps, au prochain congrès. Mais M. Hervé, qui insiste vivement pour la discussion immédiate, obtient gain de cause

Trois motions sont en présence :

Proposition de la Seine

Le Congrès de la Seine propose :

1^{re} Au Congrès national de Limoges, soit pour l'adoption immédiate, si la question est traitée, soit pour le renvoi, en cas contraire, à l'étude des Fédérations, pour être soumise au Congrès national suivant :

2^o Au Congrès international de Stuttgart :

Première motion :

Le Congrès confirme à nouveau les résolutions des congrès internationaux antérieurs : 1^o Pour l'action contre le militarisme et l'impérialisme qui ne sont autre chose que l'armement organisé de l'État pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ;

2^o Pour rappeler à la classe ouvrière de tous les pays

qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère, sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière et aussi la classe ouvrière internationale; que la nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder l'indépendance et l'autonomie contre cet attentat, et le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les autres pays, que la politique antimilitariste et uniquement défensive du parti socialiste lui commande de poursuivre, à cet effet, le désarmement militaire de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière par l'armement général du peuple.

Deuxième motion :

Le Congrès, confirmant les décisions des précédents congrès internationaux et du bureau international ;

Considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme leur premier devoir ;

Leur rappelle qu'au 1^{er} mai, ils manifestent chaque année pour elle et sa première conséquence nécessaire, le maintien de la paix internationale ;

Et, au moment où, en présence de la révolution russe naissante, du tsarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à le secourir, ou, devant les entreprises et pirateries capitalistes coloniales incessantes, le bureau international et la conférence parlementaire ont dû, avec l'assentiment des partis socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour le prévenir et l'empêcher ;

Il invite à rendre possible l'effet de ces décisions au

moyen de l'organisation ouvrière socialiste nationale et internationale d'une action préparée, ordonnée et combinée, qui **mette** en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, **et** suivant les circonstances en activité, toute l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste par la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection.

Proposition du Nord

Le Congrès rappelle à tous les travailleurs, décidés à ne se prêter à aucune tuerie internationale, qu'ils ont mieux à faire que d'attendre une déclaration de guerre pour lui opposer une insurrection tardive et problématique. Ils ont à ne pas remettre à l'ennemi, à la bourgeoisie capitaliste pour qui la guerre peut être une source de profits, le gouvernement qui dépend d'eux, de leur nombre et de leur force, et à se saisir, pour leurs classes du pouvoir politique devenu entre leurs mains en même temps que la garantie suprême de la paix, l'instrument de leur complet et définitif affranchissement.

Le Congrès décide en outre de s'en référer à Stuttgart, aux résolutions des congrès internationaux (Paris, 1889, Bruxelles 1891, Zurich, 1893) qui portent, en substance, que la guerre et le militarisme sont des effets naturels et nécessaires du régime capitaliste qui ne peuvent disparaître qu'avec le régime lui-même, et que, par conséquent, la seule campagne

pour la paix et contre le militarisme (qui ne se retourne pas au profit du militarisme et de la guerre) est la campagne socialiste qui organise les travailleurs du monde entier pour la destruction du capitalisme, et qu'en attendant c'est dans la réduction du service militaire poursuivie internationalement, dans le refus simultané de tout crédit pour la guerre, la marine et les colonies, et dans l'armement général du peuple, substitué à l'armée permanente que le parti socialiste doit exercer son action internationale.

Proposition de la Fédération de la Creuse (1).

Le congrès déclare :

Sur la question du principe, qu'on ne peut être socialiste et patriote.

Sur la question de propagande, qu'il faut préparer les masses prolétariennes et rurales à une insurrection en cas de guerre.

Proposition de l'Yonne

Le congrès, considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les exploitent, que l'intérêt de classe des travailleurs est sans diversion possible de la lutte contre le capitalisme international, répudie le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une com-

1. La Fédération de la Creuse retire sa motion en faveur de celle de M. Hervé (motion de l'Yonne).

munauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays, affirme que le devoir des socialistes de tous pays est de ne se battre que pour instituer le régime collectiviste ou communiste et le défendre lorsqu'ils auront réussi à l'établir, et en présence des incidents diplomatiques qui, de divers côtés, menacent de troubler la paix européenne, invite tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection.

M. Hervé rappelle que la question est née il y a un an à peine, lors de l'alerte du Maroc. Il a profité du Meeting de Tivoli Vaux Hall, pour déclarer que la Fédération de l'Yonne n'était pas disposée à se faire tuer pour la patrie française, et pour exposer en même temps la doctrine et la tactique antipatriotiques. Il reprend sa théorie pour le congrès au point de vue de la doctrine.

« Nous ne sommes pas, dit-il, des patriotes et nous ne pouvons l'être, étant socialistes. Les patries existent, ce sont des faits comme la pluie de Limoges, mais elles ne sont pas fondées sur les quelques nuances de tempérament qui peuvent se montrer entre les races.

« Les parties ne sont pas des mères, ce sont des marâtres pour les pauvres. Nous ne les aimons pas telles qu'elles sont actuellement. Actuellement le patriotisme est un lien entre les classes bourgeoises de chaque pays. A ce patriotisme-là nous opposons le nôtre; nos compatriotes, ce ne sont pas les bourgeois de France; notre patrie c'est notre classe. Et en

affirmant que nous sommes des antipatriotes, nous avons affirmé que si les patries sont des faits, nous ne pensons pas que ce sont des faits immuables. Nous sommes trop partisans de l'évolution pour croire que la patrie française existera toujours avec ses frontières et ses préjugés nationaux. Dans la Fédération internationale d'Europe qu'il est permis de prévoir, peut-être aurons-nous une autre France. L'évolution qui a créé la patrie française la fera-t-elle subsister avec ses préjugés actuels ?

« Nous avons donc le droit et le devoir, dans ce pays empoisonné de patriotisme, où le patriotisme est enseigné comme une religion dans les écoles, comme support du capitalisme, de nous dresser et de lui dire : « Nous détestons nos patries, nous sommes des antipatriotes. »

Passant à l'étude de la tactique, M. Hervé continue : « Si la guerre éclatait, si nous recevions l'ordre de nous entrégorgier, qu'est-ce que nous allons faire ? Alors, nos petits propriétaires de l'Yonne se sont demandé comment s'y prendre ? on a trouvé deux solutions ». La première solution c'est d'aller à la caserne, de se laisser armer et de se révolter. La deuxième, c'est de répondre à l'appel de mobilisation par la grève militaire. C'est cette dernière solution que semblent préférer les paysans de l'Yonne. On a reproché aux antipatriotes de détourner le prolétariat de la lutte des classes, M. Hervé se défend contre ce reproche : l'antimilitarisme est intimement lié à

la lutte contre le capitalisme : « nous disons que contre le militarisme on n'aura rien fait tant qu'on n'abattra pas le capitalisme ».

On a dit aussi que c'était une doctrine réactionnaire qui livrerait la France à l'Allemagne. C'est inexact ; les Allemands, s'ils le voulaient, pourraient propager les mêmes idées, et les deux pays seraient antipatriotes. Les adversaires de l'antipatriotisme ont aussi essayé de faire une différence entre les guerres offensives et les guerres défensives. M. Hervé estime que la distinction est impossible. Peut-on dire de façon certaine quel était l'agresseur en 1870, dans la guerre du Transwaal, ou dans la guerre russo-japonaise ?..

Et M. Hervé conclut :

« Considérant qu'aucune de ces objections ne détruit la thèse socialiste et internationaliste, je vous dis : abordez franchement la question. Dussiez-vous déplaire aux électeurs, que vous aurez bien vite ramenés, ne biaisez pas. Répondez à la mobilisation par la déclaration de guerre du prolétariat au gouvernement bourgeois. » On ne peut adopter la motion Vaillant (Congrès de la Seine) parce qu'elle est une simple reproduction des motions des congrès internationaux atteints de « la maladie de l'unanimité ».

M. Hervé insiste pour qu'une motion claire, précise et nette soit votée pour être ensuite présentée

au Congrès de Stuttgart : il faut que les Allemands disent à leur « kaiser la même chose que ce que disent les Français à leur gouvernement ».

M. VAILLANT défend la motion de la Seine et rappelle l'œuvre des congrès internationaux.

« La nation est un fait, dit-il. C'est le milieu où évolue la classe ouvrière d'un pays, c'est dans ce cadre que chaque classe ouvrière a pris sa conscience de classe et a senti qu'elle était solidaire avec les classes ouvrières des autres pays, avec la classe ouvrière internationale, dans la défense et dans la lutte contre les gouvernements intérieurs et extérieurs. »

Il ne faut pas se perdre dans l'utopie, déclare M. Vaillant; le résultat serait qu'au début de la guerre quelques révoltés seraient fusillés, puis tout rentrerait dans l'ordre. Conformément à l'Internationale, il faut combattre le militarisme en tant qu'il est une forme de l'action capitaliste. Quand il y a une guerre, il y a un prolétariat, un peuple qui va être sacrifié, et qui doit se défendre tout en comptant sur l'appui du prolétariat international, et c'est pourquoi le socialisme réclame l'armement général du peuple. L'Internationale ouvrière considère la nation comme un fait et entend que ce fait soit sauvegardé. C'est dans cet esprit que le bureau international doit se réunir dès qu'un conflit devient éventuel. Il faut laisser aux socialistes la liberté

d'action, ne rien lui imposer ; d'ailleurs les Allemands moins libres que les Français, seraient trop exposés s'ils adoptaient une résolution par trop précise.

M. CABANNES (Lot-et-Garonne) défend la proposition Vaillant au moyen des mêmes arguments. Il ne faut pas jeter le trouble dans le parti et le milieu national ; c'est dans ce milieu qu'il doit abattre la bourgeoisie et lorsqu'il sera victorieux et que patrie sera synonyme de bien-être, il n'y aura pas besoin de dicter un devoir d'insurrection en cas de guerre.

M. LAPICQUE (Vosges). — Il n'y a pas de patrie, cela ne correspond à aucune réalité, les différences de races sont insignifiantes, néanmoins il y a des nations, non des nationalités. Une certaine communauté existe entre les individus d'une même nation, d'une même section de l'Internationale ouvrière. Le militarisme doit disparaître. Mais est-il aussi simple d'y arriver que le prétend M. Hervé ? M. Hervé ne préconise pas autre chose que l'ancien système des réfractaires. Il faut, au contraire, considérer le mouvement d'ensemble. Or, si on suivait M. Hervé, on désignerait au gouvernement les individus à fusiller le cas échéant. En outre, il y a, on ne peut le nier, une certaine solidarité entre le prolétariat et la bourgeoisie : il ne peut pas être indifférent de voir la bourgeoisie se ruiner puisque c'est le prolétariat qui doit en hériter. Il y aura donc à réfléchir : il faudra « marcher » dans certains cas, dans d'autres, il ne le

faudra pas. C'est bien ce qu'exprime la motion Vailant.

M. SIXTE QUENIN (Bouches-du-Rhône). — La fédération des Bouches-du-Rhône vote la motion Hervé, pour les raisons de M. Hervé et en outre parce que le capitalisme est international.

M. UHRY (Lorraine) fait remarquer que le vainqueur impose toujours des mesures exceptionnelles, terribles aux prolétaires. Après avoir approuvé la propagande antimilitariste dans l'armée, il conclut en ces termes : « La doctrine que M. Hervé propose est en réalité contraire à la lutte des classes. Nous ne sommes ni patriotes, ni antipatriotes, nous sommes et nous restons internationalistes. » Ce n'est pas très clair !...

M. JULES GUESDE invoque les congrès internationaux. L'Internationale a déclaré que la guerre était de l'essence même du capitalisme : il est donc superflu de greffer une campagne antimilitariste sur la lutte contre le capitalisme. Il rappelle que la motion de M. Domela Nieuwenhuis a été repoussée parce qu'elle aboutirait à livrer le pays le plus socialiste au plus réactionnaire. Enfin, la grève, au moment de la guerre, ne serait qu'une duperie et retarderait la révolution :

Lorsque j'entends parler d'insurrection à opposer à une guerre déclarée, moi qui ne recherchant ni votes, ni applau-

dissements, n'ai jamais vu et ne verrai jamais de solution au problème social que dans l'insurrection, je dis que s'il y a un seul moment où elle est impossible, c'est lors d'une déclaration de guerre, lorsque le péril commun fait taire toutes les autres préoccupations. Elle est, en tous cas, bien plus possible en temps de paix. Et cette insurrection que le prolétariat ne fait pas pour la reprise des mines, des machines et autres moyens de production, que vous ne lui demandez pas alors qu'il lui suffirait de vouloir, pour s'affranchir et affranchir l'humanité, vous lui en feriez un devoir seulement pour mettre sa peau à l'abri le jour de l'ouverture des hostilités ? Ce jour-là, il pourra bien y avoir des francs-fleurs, il n'y aura pas de révolutionnaires.

Préconiser l'insurrection, c'est vouer d'avance à l'écrasement certain ceux-là seuls qui la tenteront, c'est-à-dire les meilleurs des prolétaires. Il serait, en outre, dangereux d'aviser le gouvernement de nos intentions : les mesures de répression seraient prêtes à l'avance.

L'antimilitarisme n'a d'autre résultat que de détourner le prolétariat de la lutte des classes. Enfin, la guerre n'a pas pour but de défendre le capitalisme. Les capitalistes ne perdent jamais rien. « Mais depuis quand est-ce la propriété capitaliste qu'on est appelé à défendre dans les guerres modernes ? La propriété, toutes les propriétés, mais elles planent au-dessus de la guerre ; ni la propriété mobilière, ni la propriété

industrielle, ni la propriété terrienne ne sont menacées, le capital a été mis hors des atteintes de la guerre. Si vous dites aux prolétaires que c'est pour le défendre qu'ils vont se faire tuer, vous leur mentez.

» Demandez donc aux patrons, aux propriétaires, aux rentiers de l'Alsace, s'ils ont perdu un seul centime à l'annexion. C'est avec des mensonges de ce calibre qu'on crée une atmosphère d'antimilitarisme contre le socialisme. »

On dit au prolétaire qu'il n'a pas de patrie. C'est un mensonge, car depuis le suffrage universel il en a une, dont il ne jouit pas par sa faute. Tout lui appartient, mines, usines..., mais il ne fait pas l'effort pour entrer en possession. Le prolétaire a le tort d'écouter la bourgeoisie et les anarchistes abstentionnistes et de se refuser à prendre le pouvoir et à rentrer dans sa propriété.

Les nations existent, notre devoir est de faire la révolution chez nous ; le prolétariat français doit agir sur le capitalisme français.

M. J. Guesde lit ensuite la motion du Nord. M. Hervé réplique, il se défend de détourner le prolétariat de la lutte contre le capitalisme. Au contraire, il préconise d'abattre d'abord le « chien de garde » du capitalisme ensuite on ne franc filera pas mais on précipitera l'assaut donné au capitalisme.

M. MARCEL SEMBAT (Seine) est d'accord en prin-

cipe avec M. Guesde sur la lutte contre le capitalisme, mais il ne considère pas la guerre comme un événement à négliger : elle serait épouvantable et amènerait une réaction pour de longues années. C'est pourquoi il faut songer à l'éviter, il préconise un moyen terme : l'insurrection, non au début de la guerre, mais un peu plus tard.

M. RÉVELIN (Marne) interprète le manifeste communiste : « J'ai un souvenir à rappeler et M. Guesde y faisait indirectement allusion tout à l'heure. Dans une enquête du mouvement socialiste, on a beaucoup cité une phrase du *Manifeste communiste* : « Les ouvriers n'ont pas de patrie, on ne peut pas leur ravir ce qu'ils n'ont pas. » Mais personne n'a remarqué ce qui suit, à savoir que les ouvriers ont bien plutôt à conquérir une patrie, et par là le prolétariat est national encore mais pas dans le sens bourgeois. La solidarité de la classe ouvrière, c'est la lutte de l'exploité contre l'exploiteur. Dans la vie nationale elle a à se débarrasser de sa propre bourgeoisie. »

Actuellement la patrie c'est la classe, mais il n'en reste pas moins une patrie à conquérir. En raison du développement du prolétariat, on peut aller un peu plus loin que les congrès internationaux ; l'orateur est partisan de la motion Vaillant.

M. JAURÈS (Tarn) votera la motion Vaillant : De deux choses l'une : la guerre éclate et l'insurrection aussi, il y a alors nécessité pour la France révolu-

tionnaire de se défendre contre l'étranger ; si l'on se résigne, on ajoute la domination étrangère à la domination capitaliste. Si la France est envahie, la bourgeoisie n'a rien à craindre de l'étranger, c'est la classe ouvrière seule qui lui fait peur. La France vaut l'Allemagne, disent les Hervéistes : oui, mais à la condition que la France reste la France et ne devienne pas une sous-nation asservie à l'Allemagne. En outre la motion de l'Yonne n'est pas claire. Elle parle d'un « patriotisme bourgeois et gouvernemental », c'est donc qu'il y en a un autre. Le peuple ne doit se battre que pour le communisme, il n'est pas logique de le laisser écraser avant. M. Jaurès reproche à M. Guesde de n'envisager l'avenir qu'à des moments déterminés et de ne pas le considérer comme une évolution. Mais avant qu'on arrive à user du suffrage universel pour établir la République sociale, il faut faire un effort continu. En attendant l'Internationale, il faut organiser la politique internationale actuelle, il faut agir avant d'être tout à fait les maîtres.

M. Guesde répond brièvement qu'il a seulement voulu ne pas éparpiller l'activité prolétarienne en dehors de la lutte contre le capitalisme.

M. Hervé ajoute que ce n'est pas d'un seul côté qu'il faut prêcher l'insurrection, mais des deux côtés. En outre l'envahisseur trouvera devant lui des communes insurrectionnelles.

On vote : la proposition de la Seine est adoptée par 153 voix contre 98 à celle du Nord et 31 à celle de l'Yonne.

IV^e Congrès national

(Nancy, 11-14 août 1907)

A la séance d'ouverture, M. Schleicher, délégué de Metz et de l'Alsace-Lorraine, apporte au congrès le salut des Alsaciens-Lorrains :

Je suis heureux, dit-il, de me trouver, pour la première fois, délégué par les socialistes de l'Alsace-Lorraine auprès de nos frères de France, délégués socialistes de la mère patrie à qui j'apporte le salut de leurs frères séparés. Le parti socialiste alsacien-lorrain n'a pas oublié, en effet, sa mère patrie, la France, mais nous vivons, en Alsace-Lorraine, sous un tel régime, les lois impériales et d'exception auxquelles nous sommes soumis sont telles, qu'afin de prévenir les conséquences possibles des paroles prononcées au cours d'une improvisation mal rapportée, j'ai pris la précaution d'écrire les termes dans lesquels les socialistes alsaciens-lorrains apportent leur salut à leurs frères de France (1).

1. *Le Temps*, n° du 13 août 1907. Ces paroles ne sont pas reproduites dans le compte rendu sténographique du congrès publié par le Comité national du parti socialiste, pas plus que la déclaration lue ensuite par M. Schleicher.

M. Schleicher donne alors lecture de la déclaration suivante :

Depuis l'annexion de l'Alsace-Lorraine, depuis l'année terrible, c'est la première fois que le prolétariat de l'Alsace-Lorraine vient, dans un élan de fraternité, étreindre les mains de ses frères de l'ancienne mère patrie.

Il a fallu le mouvement socialiste pour amener cette entente de tous les pays. Il a fallu des hommes comme Karl, Marx, Liebknecht, Jaurès, Vaillant, Guesde, pour édifier cette entente de tous les travailleurs du monde.

Trente-sept ans d'annexion, de lois draconiennes, de dictature, n'ont pu avoir raison du sentiment de fraternité des prolétaires d'Alsace-Lorraine, pour leurs frères de l'ancienne mère patrie.

Le parti socialiste allemand a protesté, quoi qu'en dise la presse nationaliste, à l'ouverture du Reichstag, après la guerre, par la voix de Liebknecht, et de Bebel contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Encore aujourd'hui, nous protestons contre toute annexion d'un pays contre sa volonté (M. Hervé crie : Vive le Maroc !).

Délégué spécialement par nos frères de la Lorraine annexée, je viens vous apporter le salut fraternel du prolétariat lorrain.

Les monarchistes ont pu, par la force brutale, à une époque où le peuple travailleur n'était pas encore conscient de son devoir envers ses frères, engager des luttes fratricides et verser sur les champs de bataille le sang de deux peuples.

Mais ces époques, nous l'espérons, ne se renouvelleront plus, car aujourd'hui, devant les monarchies coalisées, il existe un prolétariat international organisé avec lequel il faut compter.

C'est dans ces sentiments que j'apporte notre salut aux frères de France.

A propos des bagarres de Raon-l'Étape, au cours desquelles un ouvrier a été tué, on vote la motion suivante :

Le congrès socialiste de Nancy adresse son salut ému aux victimes de l'assassinat de Raon-l'Étape ;

Considère qu'il ne peut y avoir que partialité dans une enquête qui est faite pas les coupables ou par ceux qui ont intérêt à les innocenter ;

Ajoute que toute la responsabilité remonte au gouvernement qui a creusé un fossé de sang qui le sépare à tout jamais du peuple.

L'ordre du jour appelle la discussion sur l'antimilitarisme, les conflits internationaux. Après avoir péniblement liquidé la question des orateurs, on lit les trois motions contradictoires en présence. Ce sont celles de la Dordogne, de la Seine et de l'Yonne. Les deux dernières reproduisent exactement les termes des résolutions présentées au congrès de Limoges (1).

1. Voir *supra*, p. 74.

La motion de la Dordogne, conçue en termes plus modérés, tend à écarter l'antipatriotisme et l'antimilitarisme de la politique socialiste :

Motion de la Dordogne

Considérant que le militarisme, ainsi que l'ont reconnu et proclamé tous les congrès internationaux, est l'effet naturel et nécessaire du régime capitaliste basé sur l'antagonisme des intérêts et des classes, et qu'il ne saurait disparaître qu'avec sa cause même : le régime capitaliste ;

Considérant, par suite, qu'en concentrant tous les efforts des travailleurs sur la suppression du militarisme dans la société actuelle, on fait, qu'on le veuille ou non, œuvre de conservation sociale en détournant la classe ouvrière de ce qui devrait être son unique préoccupation : la prise du pouvoir politique pour l'expropriation capitaliste et l'appropriation sociale de tous les moyens de production ;

Considérant, d'autre part, que les moyens préconisés par cet antimilitarisme, dupe ou complice, (depuis la désertion, grève militaire jusqu'à l'insurrection) ne font que compliquer et rendre plus difficiles la propagande et le recrutement socialistes, éloignant ainsi le moment où le prolétariat sera suffisamment organisé et fort pour en finir, par la révolution sociale, avec tout militarisme et toute guerre ;

Déclare que la seule campagne contre le militarisme et pour la paix qui ne soit pas une utopie ou un péril est la

campagne socialiste qui organise les travailleurs du monde entier pour la destruction du capitalisme et qu'en attendant, c'est par la réduction du service militaire, poursuivie internationalement, par le refus simultané de tout crédit pour la guerre, la marine et les colonies et par l'armement général du peuple substitué à l'armée permanente, que pourront être conjurés, dans la mesure du possible, les conflits internationaux (1).

La citoyenne PELLETIER, en une courte déclaration, défend la motion de l'Yonne. Elle ne peut pas considérer l'antimilitarisme comme une déviation du socialisme.

M. MICHEL, qui a présenté la motion de la Dordogne, affirme que sa fédération n'a pas obéi à des préoccupations électorales. L'antimilitarisme complique inutilement la tactique socialiste, en désorientant l'ouvrier, bien plus accessible aux arguments de la lutte des classes. Cela n'empêche pas l'orateur d'être antimilitariste et d'approuver le 17^e, cependant M. Michel reste sceptique en ce qui concerne l'attitude préconisée par M. Hervé en cas de conflit international.

M. JULES GUESDE défend aussi la motion de la Dordogne.

1. Deux motions conçues en termes vagues et imprécis furent, en outre, présentées au cours de la discussion par la Fédération du Rhône, mais pour être retirées au moment du vote.

Selon lui, la question a été soulevée, non par le parti socialiste français, mais par l'Internationale. Le bureau international l'a nettement déterminée (1): il ne s'agit pas de l'antimilitarisme. Il est possible que les partis socialistes étrangers apparaissent comme peu avancés, « vieux jeu » même, mais les socialistes de France ne sauraient mériter le même reproche. En ce qui concerne la question du militarisme à l'intérieur, les socialistes sont tous d'accord ; il est évident qu'un ouvrier soldat ne peut tirer sur ses frères. Les Français doivent-ils défendre à Stuttgart la motion de Limoges ? Elle est confuse, disent les partisans de la motion de la Dordogne. M. Guesde le reconnaît volontiers. La première partie est une motion « surpatriotique », elle va au delà du patriotisme ordinaire, elle appelle les prolétaires de tous les pays au secours de la France attaquée. Par contre, dans la seconde partie, on décide de répondre à toute guerre par l'insurrection.

M. Guesde rappelle que l'insurrection doit être destinée à affranchir le travailleur et non à empêcher une guerre.

Lorsque les travailleurs se seront affranchis, il n'y aura plus de guerre, mais il ne faut pas s'insurger pour « sauver sa peau ». Aller à Stuttgart avec la motion de Limoges, ce serait livrer la France, ce

1. *Le Militarisme et les conflits internationaux.*

serait une trahison, d'autant plus que depuis le Congrès de Limoges la social-démocratie a très clairement exprimé sa ferme volonté de défendre l'Allemagne.

M. VAILLANT ne voit aucune contradiction dans la motion de la Seine : la première partie est un résumé des décisions des congrès internationaux, la seconde vise un fait nouveau : la constitution d'une internationale forte, capable d'agir internationalement. En effet, le Bureau International doit maintenant se réunir spontanément en cas de conflit. M. Vaillant insiste sur la force nouvelle de l'Internationale, il faut une action à longue haleine et il ne doute pas que l'Internationale, le cas échéant, interviendra d'une façon unanime. On rappellera au besoin à M. Bebel ce qu'il a dit à Mannheim — les ouvriers allemands se soulèveraient si l'empereur voulait intervenir contre la révolution russe — et on lui demandera d'aller plus loin et de reconnaître que la grève générale est un moyen par excellence, d'une part, contre la guerre, d'autre part, pour le suffrage universel. M. Vaillant conclura ainsi :

« Voilà où la France propose d'aller, voilà l'éducation qu'elle veut donner au prolétariat français, voilà ce qu'elle veut lui demander de faire. Mais nous ajoutons ; nous sommes prêts à aller jusque-là, jusqu'où voulez-vous aller ? »

LAFARGUE reproche tout d'abord à M. Hervé de

faire de l'antimilitarisme métaphysique et d'envisager une guerre économiquement impossible. En effet, l'armée ne semble pas faite pour combattre en Europe. Elle est surtout nécessaire à la bourgeoisie non pour se battre, mais comme débouché. Elle assure des soldes importantes et est une source inépuisable de fournitures. M. Hervé ferait mieux de s'occuper des guerres coloniales dont le seul but est de faire des conquêtes au profit de la bourgeoisie. L'armée sert, en outre, contre les prolétaires. Marx et Engels ont proclamé dans *le Manifeste* que les ouvriers n'avaient pas de patrie, car l'idée de patrie est intimement liée à l'idée de propriété.

L'antipatriotisme des socialistes n'est pas une fantaisie passagère comme l'amour des bourgeois d'avant 1870 pour la paix universelle et pour les États-Unis d'Europe, il est une idée nécessaire, fatale, qui provient des conditions économiques dans lesquelles vit, travaille et souffre la classe ouvrière. Les prolétaires ne possèdent pas une once du territoire, ni un engrenage des machines du pays dans lequel ils sont nés, cependant le mot de patrie porte avec lui l'idée de propriété de terre natale, de patrimoine ; dans les langues allemande et anglaise, l'idée s'affirme clairement, car patrie se dit : *terre de père* : dans les républiques antiques de l'Italie et de la Grèce, il était si nécessaire pour avoir une patrie d'être propriétaire de son sol, qu'on ne confiait pas la défense de la patrie aux prolétaires, mais aux hommes

qui possédaient le sol de la patrie. Les esclaves, les artisans et les boutiquiers, qui n'étaient pas des propriétaires fonciers, n'avaient pas le droit de défendre la patrie : ils n'avaient pas de patrie. Quand, en des moments d'extrême péril, les républiques d'Athènes et de Sparte armèrent les esclaves et les ilotes pour la défense de la patrie, ils commencèrent par les affranchir et par les rendre propriétaires du sol qu'ils devaient défendre. C'est ce que firent les révolutionnaires de 1793, quand ils enrôlèrent les ouvriers en masse sur les places publiques, où se dressait l'autel de la patrie ; avant de les expédier à la frontière, ils les rendirent propriétaires en leur promettant un milliard de biens de la noblesse. C'était une promesse bourgeoise, elle ne fut pas tenue. La bourgeoisie a commencé sa banqueroute politique le jour même de sa prise du pouvoir social.

Il est donc impossible au socialiste d'être patriote et militariste.

En ce qui concerne les conflits internationaux, Lafargue fait cette remarque assez malicieuse qu'il y a moins de danger à être antipatriote en France qu'en Allemagne : M. Hervé a bien été condamné à quatre ans de prison, mais il a été amnistié. Il n'en a pas été de même de MM. Liebknecht et Bebel. Il faut donc admettre que les formules soient moins violentes en Allemagne ; d'ailleurs la guerre est pratiquement et économiquement impossible entre la France et l'Allemagne. Les deux pays arment plus

que jamais : on les calmerait facilement avec le spectre de la révolution. M. Hervé conseille de franc filer, d'autres préconisent l'insurrection : les deux moyens ne valent rien. Lafargue a un autre système : lorsque la guerre éclatera, les ouvriers iront dire aux capitalistes en invoquant les républiques antiques et 1793 : affranchissez-nous, c'est-à-dire, donnez-nous notre part de richesses mobilières et immobilières de la nation avec le contrôle du gouvernement qui aura à diriger la guerre. Et Lafargue demande, s'il y a renvoi à une autre commission, que sa proposition soit examinée.

M. A. VARENNE (Puy-de-Dôme) repousse la motion de l'Yonne pour des raisons de tactique. Elle est dangereuse pour le parti socialiste. Elle sert le gouvernement dans sa lutte contre le socialisme et elle a fait renaître l'idée de revanche oubliée depuis près de deux ans. En outre, la politique de M. Hervé éloigne beaucoup les prolétaires du socialisme. Le prolétariat socialiste est trop peureux pour entrer dans un groupement que M. Varenne qualifie de « Confédération générale des francs-fileurs ». Mais la motion de la Dordogne a le désavantage de nous livrer à une sorte de fatalisme révolutionnaire, politique de bras croisés. Devrait-on alors adopter la motion de Limoges et les moyens qu'elle préconise ? Non, mais on ne peut nier que cette dernière motion a l'avantage d'engager les Allemands à se prononcer

sur la question. Voilà l'utilité d'une motion excessive. « Je veux être aussi antimilitariste que les Allemands, mais pas davantage. » M. Varenne veut bien être soldat, mais uniquement pour préparer son pays à la défense, il ne faut pas détourner l'armée un seul instant de ce but. C'est dans ce sens qu'il est antimilitariste.

M. HERVÉ se défend d'être l'inventeur de l'antimilitarisme. Il invoque la lutte des classes :

Ce jour là (à la déclaration de guerre), vous, les classes exploitées, vous avez d'abord à rechercher votre intérêt de classe, à vous, socialistes, qui dit : Travailleurs de tous les pays unissez-vous ! je crois que vous l'avez inscrit là-haut... (l'orateur désigne le haut de la tribune), à vous, qui propagez ces idées-là, votre intérêt de classe, si vous recevez un ordre de mobilisation, ce n'est pas d'aller canarder les gens avec lesquels vous devez être unis et pour lesquels vous prétendez avoir des sentiments fraternels, quels que soient les préjugés patriotiques qu'on vous a fourrés dans la tête, c'est, s'il faut risquer votre peau, un jour de déclaration de guerre... elle est toujours hypothéquée, votre peau, puisqu'il faut la risquer, c'est de vous jeter à la poursuite de la classe qui vous exploite chez vous et d'essayer, là surtout, dans les centres industriels où vous êtes les plus forts, par des communes insurrectionnelles, de mettre la main sur les instruments de production et d'échange à condition de procéder d'une façon internationale... (*Exclamations*).

M. VARENNE. — Insistez un peu là-dessus.

M. HERVÉ. — Faut-il vous relire ma motion ?

M. VARENNE. — Ce sont les moyens que je vous prie de développer.

M. HERVÉ. — A condition d'agir de tous côtés, de chaque côté de la frontière à la fois, ce jour-là, il n'y a aucune espèce de danger à propager des idées pareilles, et vous avez tout avantage, et si vous ne le faites pas, c'est un recul de vingt, trente, quarante années peut-être, si une guerre éclate, dans le développement du socialisme international...

M. Hervé propose deux moyens pour réaliser ce système : 1^o aller à la caserne et se faire armer ; une fois en possession des armes, imiter en grand le 17^e et s'emparer du pouvoir ; 2^o ne pas aller à la caserne et faire la grève des réservistes. La propagande sera ainsi une menace permanente pour le capital, elle deviendra, pour éviter la guerre, un moyen à la fois préventif et curatif. Cependant, si la motion de l'Yonne ne recueille pas la majorité, M. Hervé se rallierait à la motion de la Seine, dont il n'approuve guère la première partie, mais dont la deuxième partie contient toute la motion de l'Yonne. Quant à celle de la Dordogne, il la repousse énergiquement.

D'ailleurs M. Hervé fait remarquer qu'au point de vue électoral la motion de la Seine ne sera pas dangereuse puisqu'on va le rayer de la commission admi-

nistrative du parti. Si donc on reproche aux socialistes le vote d'une motion antipatriotique, ils ne manqueront pas de répliquer qu'ils ont « sabré Hervé ».

M. DE LA PORTE reproche à M. Hervé de faire du tort à la propagande socialiste, d'écarter les électeurs.

M. DREYFUS (Vosges) demande à M. Hervé ce qu'il fera si les Allemands marchent contre les Français.

M. Hervé. — « Je réponds que je ne ferais pas l'insurrection tout seul, mais je réponds que si on me demande ma peau pour défendre la patrie actuelle, je ne donnerai pas une goutte de mon sang, à moi tout seul je ne ferais pas l'insurrection, mais plutôt que d'aller me faire tuer pour la patrie actuelle, j'aime mieux m'en aller... (*Applaudissements... exclamations*). »

M. JAURÈS prononce un très long discours pour rallier le Congrès à la motion de la Seine : le mérite de l'hervéisme n'est pas d'avoir découvert la nécessité de l'action antimilitariste, mais de l'avoir rappelée avec insistance et « fracas » ce qui n'empêche pas la motion de l'Yonne d'être dangereuse et confuse.

Le parti a refusé de désavouer M. Hervé parce que bien que membre de la commission administrative il n'engage pas le parti et reste libre de ses opinions. Quel que soit le danger de s'engager dans des voies

redoutables, il serait également dangereux d'empêcher les opinions de se manifester; M. Jaurès proteste contre les allégations de M. Hervé de n'obéir qu'à des préoccupations électorales en repoussant l'hervéisme. Ce que M. Jaurès reproche à M. Hervé, ce ne sont pas tant ses théories, que la façon violente dont il les produit, égarant ainsi l'opinion publique et paraissant vouloir dire autre chose que ce qu'il pense. La thèse antimilitariste aurait fait beaucoup moins de bruit si M. Hervé s'était borné à faire de la propagande contre la guerre, d'ailleurs beaucoup de socialistes sont venus à l'hervéisme uniquement pour manifester leur amour de la paix. Enfin, la motion de l'Yonne contient une équivoque. Elle condamne le patriotisme bourgeois : c'est vouloir dire qu'il en existe un autre. Et puis, c'est une mauvaise politique, sous prétexte qu'on n'est pas propriétaire d'une chose de vouloir la détruire.

C'est une erreur d'opposer la patrie à la classe. Les ouvriers n'ont pas de patrie, tant qu'ils ne sont pas une classe, qu'ils sont divisés, dispersés, noyés sans défense dans le milieu capitaliste et bourgeois : ils ne sont plus que des annexes, que des dépendances, des servitudes du capitalisme, mais c'est à mesure qu'ils se groupent pour la lutte, pour la bataille de classe, c'est à mesure que, se groupant pour la lutte, ils prennent conscience de leur force et deviennent une classe, qu'ils conçoivent l'espérance de diriger, et

de s'approprier un jour, dans l'intérêt de tous les travailleurs, cette patrie. Et plus les ouvriers sont une classe, plus ils ont une patrie : ils auront tout à fait la patrie, quand ils seront la classe souveraine.....

Qu'est-ce que la patrie ? C'est le bloc par excellence, c'est, en un sens, la collaboration des classes... (*Très bien !*) Moi, je dis qu'à certains égards, sous certaines formes, et pour permettre d'ailleurs à la classe ouvrière le maximum de son effort révolutionnaire propre, il est nécessaire de défendre le patrimoine commun.

Si les prolétaires de France, appliquant la motion de la Dordogne, se battent du même côté que les bourgeois, cela n'aura pas d'importance, les prolétaires auront toujours conscience de leurs droits, et ils ne pactiseront pas, par la suite, avec la bourgeoisie, mais il importe d'éviter le confusionisme et de ne pas s'écarter de l'action immédiate, or, la motion de la Dordogne s'en écarte, M. Jaurès ne peut donc que la repousser. Il justifie ensuite l'attitude du socialisme parlementaire qui refuse de voter le budget de la guerre, non pour livrer la patrie désarmée par haine de l'armée, mais uniquement pour protester contre l'emploi de l'armée dans les grèves et parce que l'armée est commandée par la bourgeoisie.

Évidemment, cette attitude du socialisme parlementaire peut être considérée comme un infantil-

lage et le refus des crédits comme contraire au programme qui prévoit l'armement du peuple, mais c'est seulement la signification à la bourgeoisie de ce qui est dit plus haut.

Pour l'instant ce serait un crime que de laisser la guerre se faire, sans faire un seul effort pour maintenir la paix. Quant à présent, chaque nation doit s'affirmer elle-même avant d'aller au Congrès de Stuttgart.

M. Hervé réplique et, au milieu des bruits et des interruptions, défend à nouveau ses théories. M. J. Guesde reprend alors, mais sans grande ardeur, la motion de la Dordogne.

On vote : la motion de Limoges est adoptée, la première partie (la plus modérée) à une très forte majorité, la seconde partie avec beaucoup moins d'enthousiasme.

Il n'est pas douteux que si M. J. Guesde avait déployé un peu plus d'énergie, la motion de la Dordogne eut été adoptée.

V^e Congrès National
(Toulouse, 15-18 octobre 1908.)

Les délégués au bureau international font connaître qu'ils ont demandé au secrétariat : 1^o Conformément au mandat qui avait été donné au secrétariat international au congrès de Stuttgart, de veiller et

d'inviter à l'action nationale et internationale concertée pour conjurer les dangers de guerre et 2° d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance du bureau la question : « De l'action combinée des prolétaires et socialistes des pays concernés, pour prévenir les conflits européens et coloniaux dont, par leurs accords et désaccords et par leurs intrigues, les gouvernements les menacent. »

L'ordre du jour ne contient rien sur l'antipatriotisme ou l'antimilitarisme et le congrès est tout entier occupé par la discussion sur l'action parlementaire du parti (1).

Le fossé qui sépare les socialistes officiels des syndicalistes, se creuse plus profondément au cours des discussions. Lafargue, notamment, n'admet pas la politique parlementaire de réformes, mais d'autre part il attaque violemment les syndicalistes, qu'il considère comme de simples anarchistes.

M. Compère-Morel fait le procès des hervéistes : « Dans le socialisme, il y a un ver. On voit ici des hommes qui se modèrent, mais rentrés chez eux, embusqués derrière leurs journaux ils reprendront leur œuvre de dénigrement contre le parti socialiste. » M. Compère-Morel cite à l'appui de ses dires des articles de *la Guerre Sociale*, et du *Travailleur de l'Yonne* où il est dit notamment que l'envoi de

1. De nombreux députés assistent à ce congrès.

députés au Parlement est une chose de « trente sixième ordre ». Conclusion : les hervéistes devraient être chassés et renvoyés avec les anarchistes. « Allez avec les anarchistes. Nous, nous restons avec le socialisme français et international. »

M. Varenne avait proposé une motion claire ; elle est rejetée, et le congrès adopte une motion Jaurès qui affirme tour à tour la nécessité de la lutte des classes, du collectivisme, de l'insurrection et d'une politique de réformes. Tout le parlementarisme est habilement mélangé au Marxisme, mais il n'est pas question de l'Hervéisme. Le parti socialiste est un parti de classe, un parti de révolution et un parti réformateur(!) :

« Trois tendances s'étaient opposées les unes aux autres au cours de ce congrès. Celle des syndicalistes anarchistes ou hervéistes, qui méprisent l'action parlementaire et n'attendent le triomphe de leurs idées que d'une révolution préparée par une série d'insurrections et de grèves plus ou moins générales, celle des réformistes, comme M. Breton, qui condamnent les procédés violents et affirment leur confiance en l'action légale et parlementaire poussée jusqu'à la participation ministérielle et à l'alliance avec les radicaux, enfin la tendance guesdiste, fidèle à la théorie dite « catastrophique » et au principe marxiste de la lutte des classes, adverse de toute déviation, soit vers la gauche anarchiste, soit vers la droite radicale. Il y avait même à Toulouse une

quatrième tendance : celle de M. Jaurès, qui dans ses diverses évolutions politiques a toujours représenté l'équivoque. C'est cette tendance qui a prévalu...

« Il ne faut pas oublier que si le congrès de Toulouse a rejeté la motion anarchisante de la Fédération de la Seine, il a repoussé le texte clair de M. Varenne. » (1).

VI^e Congrès national

(Saint-Étienne, 11-14 avril 1909.)

Le sixième congrès national du parti socialiste, tenu à Saint-Étienne, circonscription électorale de M. Briand, pour protester contre ce « rénégat », n'offre aucun intérêt en ce qui concerne l'antipatriotisme et l'antimilitarisme. La question n'est même pas à l'ordre du jour et M. Hervé emploie sa fougue contre le parlementarisme.

Le congrès est uniquement influencé par les préoccupations électorales : le socialisme agraire, ou plutôt la recherche des électeurs des campagnes conduit M. Compère Morel à distinguer la propriété « travailleuse » de la propriété « parasitaire ».

1. *Le Temps*, N° du 20 octobre 1908.

VII^e Congrès national

(Nîmes, 6-9 février 1910.)

A l'ordre du jour, ni antipatriotisme, ni antimilitarisme. La question importante est celle des retraites ouvrières que le congrès décide d'accepter. C'est un triomphe pour les parlementaires, violemment attaqués par M. Hervé qui, désabusé, s'aperçoit qu'il est le seul socialiste sincère :

« Je suis venu à ce congrès comme à tous les précédents avec la perpétuelle menace d'une exécution sur ma tête. En vérité, c'est moi qui demande si je dois rester plus longtemps au milieu de vous et continuer à vous donner par ma présence un caractère vraiment socialiste, qui vous vaut la sympathie des révoltés ».

Les questions d'ordre international, soumises par le bureau international, n'ayant pu être étudiées, faute de temps, sont renvoyées à un prochain congrès qui se tiendra à Paris.

VIII^e Congrès National

(Paris, 15-16 juillet 1910.)

Le congrès examine, en vue du Congrès international de Copenhague, les questions transmises par

le bureau international et qui n'ont pu être discutées au Congrès de Nîmes. La question de l'antipatriotisme n'est pas posée, ce n'est qu'à propos de la troisième question « l'arbitrage international et le désarmement » qu'on pourrait en parler, mais le problème ainsi énoncé pourrait parfaitement rentrer dans le cadre d'un congrès bourgeois pacifiste.

On adopte la résolution suivante :

En tous cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du Bureau socialiste international, *sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés*, convoquera d'urgence le Bureau socialiste international et la Commission interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout autre lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait le mieux convenir.

C'est sur l'intervention de M. Guesde qu'il a été ajouté, au projet présenté par M. Vaillant, ces mots : « sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés ». De cette façon le bureau n'est pas saisi d'office, il serait en effet, suivant M. Guesde, dangereux d'imposer aux intéressés une solution venue du dehors.

La discussion sur l'arbitrage international n'est pas très vive. M. Sembat fait assez facilement voter

la motion de la majorité de la Seine, motion modérée qui obtient 292 voix, tandis que la motion de la minorité, motion qui proposait de s'en rapporter « uniquement à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière pour empêcher tout conflit international », ne recueille que 34 voix.

Motion de la Seine

Après avoir affirmé une fois de plus que la guerre ne saurait prendre fin qu'avec l'ordre capitaliste, le congrès déclare que l'Internationale ouvrière constitue, en attendant, la meilleure ligue pour la préservation de la paix.

Elle a déjà mené et mènera pour cet objet, une action d'autant plus énergique et efficace qu'elle grandira elle-même en force et en cohésion et pourra d'une façon plus suivie et plus ferme, traduire dans les faits les résolutions de ses congrès et du Congrès de Stuttgart, notamment dans le cas de menace de conflits armés entre nations.

Mais c'est précisément parce que l'Internationale ouvrière est la meilleure ligue pour la préservation de la paix qu'elle ne saurait se désintéresser même des tentatives faites en dehors d'elle pour garantir cette même paix.

Sans s'illusionner sur l'étendue des résultats qui, dès maintenant, peuvent être ainsi acquis, mais persuadée que le progrès total est fait des progrès journaliers, incessants, réalisés, l'Internationale agira donc pour obliger les gouvernements à prendre eux-mêmes au sérieux les tentatives de

plus en plus nombreuses de règlements à l'amiable des conflits entre nations et assurer le fonctionnement le plus régulier et le plus généralisé possible des Cours d'arbitrage que la bourgeoisie capitaliste a été contrainte d'instituer, en grande partie du reste, sous la pression grandissante de l'opinion socialiste.

Elle agira de même pour favoriser dans tous les pays, le développement d'un enseignement à base pacifique, à donner par les instituteurs à l'enfance et à la jeunesse, afin de préparer des générations qui, tout préjugé militariste et chauvin aboli, embrassent dans une commune sympathie tous les membres de la grande famille humaine.

Dans le même esprit encore, elle fera effort incessant pour poursuivre le désarmement simultané des nations et la substitution aux armées permanentes, instruments d'invasion et de conquête, des milices nationales, simples forces de défense.

M. G. Hervé ne figurait pas parmi les délégués.

Le huitième Congrès national tenu à Saint-Quentin du 16 au 19 avril 1911 est tout entier occupé par la politique générale du Parti. C'est du pur parlementarisme où la lutte des classes n'intervient à aucun titre.

Le IX^e congrès se tient à Lyon du 18 au 21 février 1912. Comme aux précédents congrès, l'antipatriotisme et l'antimilitarisme ne figurent pas à l'ordre du jour. Les délégués au bureau international rendent

compte que le bureau s'est réuni à Zurich au sujet du différend franco-allemand, et qu'une protestation contre la guerre a été lancée. Cette dernière est vague. Même protestation a été faite pour la guerre italo-turque : on y approuve les socialistes italiens d'avoir fait tout leur devoir contre la guerre.

Congrès extraordinaire du Parti Socialiste

(Paris, 21 novembre 1912)

En raison de la situation internationale, un congrès extraordinaire fut organisé pour envisager l'éventualité d'une guerre et discuter les moyens de l'éviter.

Le congrès fut terne et ne donna lieu à aucune discussion intéressante.

Plus encore qu'à Stuttgart, M. Hervé aurait pu dire que le Parti est atteint de la « maladie de l'unanimité », on évite, autant que possible, d'énumérer les moyens à employer.

Une commission est chargée de rédiger une motion. C'est M. Jaurès qui la présente à l'Assemblée dans ces termes :

Il est inutile de commenter longuement cette déclaration. Adoptée à l'unanimité par la commission, j'espère qu'elle sera unanimement acceptée par le congrès. De cette force

d'unanimité, vous ferez usage pour développer dans le pays votre propagande contre la guerre. Ce n'est pas par une formule d'un jour, ce n'est pas par une action passagère que nous transformerons les esprits, que nous écarterons de la France et de l'Europe le péril de guerre. Il y faut un effort de propagande continue. Et si, malgré tout, dirigeants et diplomates nous conduisent au bord de l'abîme, nous aurons le droit de dire au pays : le prolétariat a fait tout son devoir. Il a tenté de dissiper les ténèbres. Il a averti la nation. C'est la faute des dirigeants, ce n'est pas sa faute s'il est acculé à l'emploi des moyens révolutionnaires. Il faut qu'il sauve maintenant la civilisation menacée, la nation menacée.

Ce qui fera la force de notre propagande, c'est qu'on ne pourra couvrir la guerre du moindre prétexte national. Quelle raison sérieuse pourra-t-on invoquer, quelle raison d'honneur pourra-t-on invoquer ? Soyons unis, soyons agissants et nous écarterons de l'Europe et de la France, d'accord avec l'Internationale, la menace de l'effroyable catastrophe.

La résolution est mise aux voix. Elle est adoptée à l'unanimité. En voici le texte :

Le Congrès national du Parti socialiste constate avec joie que les prolétaires français, répondant à l'appel de l'Internationale contre la guerre, ont manifesté avec force.

Ils voient dans cette manifestation le prélude d'un effort

d'organisation qui, seul, permettra à la classe ouvrière de notre pays de remplir tout son devoir.

Jamais ne fut plus impérieuse la nécessité de lutter contre toutes les menaces de conflit. Jamais guerre plus monstrueuse, plus antinationale et plus antihumaine, n'aurait éclaté sur l'Europe.

Si les grandes nations européennes y étaient entraînées, ce ne serait ni par le souci de leur indépendance, ni par des raisons vitales, mais par l'aberration la plus folle et les combinaisons les plus artificielles.

Ni les travailleurs, ni les démocrates de France ne permettront que notre pays soit jeté dans le conflit le plus horrible par des traités secrets dont la démocratie ne connaît aucune clause.

C'est pour épargner à la civilisation le plus cruel désastre, à la race humaine la plus douloureuse épreuve, à la raison l'humiliation la plus funeste, que les prolétaires français lutteront à fond contre toute tentative de guerre.

Ils useront, pour la prévenir, de tous les moyens légaux. Dans le Parlement, ils appelleront la lumière sur les traités secrets; ils insisteront pour les procédures d'arbitrage total; ils dénonceront les vues exclusives et étroites de la diplomatie. Dans le pays, ils multiplieront les réunions, les manifestations de masses, pour éveiller les citoyens de leur torpeur et pour les préserver du mensonge.

Et si, malgré leurs efforts, des minorités impudentes déchainent le conflit, si la France est jetée à la guerre par des combinaisons de diplomatie occulte, les travailleurs et

les socialistes de France auront le droit de dire bien haut, avec la pleine conscience de leur responsabilité, que jamais ne fut plus justifié, pour les peuples qu'on tenterait de mettre aux prises, le recours aux moyens révolutionnaires, grèves générales et insurrections, afin de prévenir ou d'arrêter le conflit et d'arracher le pouvoir aux classes dirigeantes qui auraient déchaîné la guerre.

Le Congrès est convaincu que la meilleure garantie de la paix est que tous les gouvernements sachent bien qu'ils ne pourront, sans péril pour eux-mêmes, provoquer les désastres d'un conflit universel.

Il espère que l'effort commun de propagande et d'action des prolétaires de tous les pays préviendra l'explosion de la guerre générale dont le monde est périodiquement menacé.

Il donne mandat à ses délégués au Congrès de Bâle de travailler en plein accord avec l'Internationale et, par une résolution unanime, à intensifier partout la propagande et l'action contre le guerre.

II

LES CONGRÈS NATIONAUX CORPORATIFS

C'est au huitième Congrès national des Bourses du travail, tenu à Paris en 1900, que l'antimilitarisme est pour la première fois à l'ordre du jour d'un congrès ouvrier.

Par la suite, l'antimilitarisme deviendra, notamment à Amiens, l'antipatriotisme le plus complet, la négation la plus absolue de la Patrie.

VIII^e Congrès National des Bourses du Travail

(Paris, 5-8 septembre 1900)

Relations à nouer entre les Bourses du travail et les ouvriers devenus soldats.

La question a été proposée par la Bourse du travail du Havre. Le délégué de Nîmes constate que les jeunes gens soldats oublient facilement au régiment les syndicats où ils n'ont figuré que peu de temps. Il faut donner à ces jeunes syndiqués, d'abord le

moyen de continuer leur éducation professionnelle, et ensuite celui de se défendre contre les sociétés religieuses occultes, qui attirent à elles les jeunes soldats. La propagande doit tendre à les attirer dans les Bourses, au moyen de salles de correspondance, caisses d'assistance, etc. On pourrait créer quelque chose de semblable à l'œuvre religieuse du « sou du soldat ».

Le délégué de Tours déclare qu'il ne faut pas imiter les congrégations, ce serait dangereux : « Il faut même éviter, dans leur propre intérêt, qu'ils viennent dans les bourses du travail en uniforme, en un mot, leur assurer toute la discrétion possible. Contentons nous, et c'est, je crois, la pensée du Havre, d'empêcher par des relations constantes, mais discrètes, que les jeunes soldats oublient leur devoir de militants, et engageons-les à fréquenter plutôt des groupes de jeunesse socialiste. »

On adopte à l'unanimité la proposition suivante de Besançon :

Pour affirmer les sentiments de solidarité ouvrière, pour éviter aux jeunes soldats la souffrance de l'isolement et l'influence démoralisante du régiment,

Le congrès décide :

Les jeunes travailleurs qui ont à subir l'encasernement devront être mis en relations avec les secrétaires des bourses du travail de la ville où ils seront en garnison.

Et à titre additionnel la proposition suivante de Paris :

Si les relations directes entre les bourses et les jeunes soldats sont trop difficiles, le congrès préconise les relations amicales qui peuvent avoir lieu au domicile des militants.

Le délégué de Lyon dépose ensuite l'ordre du jour suivant :

« Le congrès constate que sous le régime actuel, continuent les fusillades, comme sous les régimes déchus, lorsque les travailleurs réclament un peu plus de bien-être matériel et de liberté. »

Un débat s'engage et le caractère antiministériel de cet ordre de jour est critiqué, les travailleurs ne devant pas se soucier plus d'un ministère que d'un autre. Finalement, on adopte la résolution suivante :

« Le congrès constate que, sous le régime actuel comme sous toute forme de gouvernement capitaliste, les ouvriers sont toujours victimes des fusillades. Il engage les associations ouvrières à ne compter que sur elles pour s'émanciper. »

*XI^e Congrès National Corporatif
(V^e de la Confédération Générale du Travail.)*

(Paris, 11-14 septembre 1900)

Le congrès après un court exposé du délégué Briat, adopte à l'unanimité la motion suivante :

*Des relations à établir entre les travailleurs devenus soldats,
et les organisations ouvrières*

Considérant comme indispensable que les travailleurs, que la société capitaliste arme pour sa défense, doivent cesser d'être une menace pour les travailleurs,

Que nos jeunes camarades devenus soldats, exploités de la veille, exploités de demain, doivent comprendre qu'au-dessus de l'obéissance passive, il y a la raison qui leur défend de servir d'auxiliaires à ceux qui les affament, et la conscience humaine qui leur défend d'être les meurtriers de ceux qui les défendent,

Considérant que l'armée, composée de prolétaires enrégimentés pendant des mois ou des années, sous prétexte de patriotisme, ne doit pas intervenir en cas de grève entre patrons et ouvriers,

Le congrès réclame la suppression des armées permanentes et décide :

1° d'organiser dans toute la France des réunions publiques au moment du départ de la classe.

2° l'envoi de subsides qui devront parvenir aux jeunes soldats par l'intermédiaire des Bourses ou des Syndicats.

3° d'inviter les soldats aux fêtes familiales qui seront organisées dans les villes de garnison.

Pour affirmer les sentiments de solidarité ouvrière et éviter aux jeunes soldats la souffrance de l'isolement et l'influence démoralisante du régiment,

Le congrès décide :

Que les jeunes travailleurs qui ont à subir l'encasernement devront être mis en relations avec les secrétaires des Bourses du Travail où ils seront en garnison.

Si les relations directes entre le Bourses et les jeunes soldats étaient trop difficiles, le congrès préconise les relations amicales, celles-ci pouvant avoir lieu au domicile des militants.

Vive l'Internationale des travailleurs !

Vive la grève des conscrits !

Vive la révolution sociale !

IX^e Congrès National des Bourses du Travail de France

(Nice 17-21 septembre 1901.)

A la première séance, on adopte la proposition suivante, à l'unanimité :

Le neuvième congrès national des Bourses du travail de France et des Colonies, profondément pénétré de la nécessité de la diffusion des sentiments internationalistes qui sont aujourd'hui l'honneur et qui feront demain la force du prolétariat conscient, est heureux d'exprimer au début de ses travaux, les sentiments de solidarité ouvrière et de confraternité révolutionnaire qui l'unissent aux travailleurs du monde entier.

Il est indispensable qu'à l'heure même où les exploiters

de toutes les nations font alliance sur le dos de tous producteurs, les exploités de partout se resserrent et préparent par tous les moyens l'alliance plus solide de tous les travailleurs !

A bas l'exploitation de tous les travailleurs !

Vive le travail libre !

L'ordre du jour appelle la discussion sur : l'entente internationale des travailleurs organisés.

Le délégué d'Alger conseille l'entente, en se plaçant au point de vue des salaires dont il faut éviter l'abaissement par la concurrence entre nationalités.

Le délégué d'Orléans voit dans le militarisme l'obstacle à l'affranchissement des travailleurs. Pour le combattre il faut grouper ces derniers :

Tant que les czars et les empereurs régneront en maîtres, tant qu'ils assoieront leur prédominance sur les hécatombes des soldats morts pour satisfaire leur orgueil féroce, tant que le militarisme universel décomposera physiquement et moralement les jeunes gens parqués dans ce lieu de vices et d'idiote discipline que l'on appelle la caserne, tant que les frontières se dresseront pour nous séparer, notre émancipation, nos idées de justice et de fraternité universelle, seront irréalisables. On organisera des comédies grotesques dans le genre de celle de La Haye, et les gouvernements afficheront avec la même impudence le militarisme triomphant et la guerre libératrice.

Le délégué de Rennes abonde dans le même sens

et propose de grouper les fédérations nationales, il ajoute :

L'idée de patrie, fausse dans son principe et dans son interprétation étroite, devient le prétexte aux périodiques tueries d'hommes sans haine les uns pour les autres, car souffrant des mêmes peines, ils doivent se tendre une main fraternelle et unir leurs communes misères pour se débarrasser du joug qui les opprime et les écrase.

Quand les gouvernements déclarent la guerre : c'est un acte révolutionnaire et le prolétariat a le droit, et même le devoir, de répondre par la grève générale. La guerre est une attaque directe à notre vie, à notre liberté, par conséquent nous devons défendre au nom de la civilisation l'humanité contre les canons et les fusils de nos oppresseurs.

On adopte à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

Le Congrès invite la Fédération des Bourses du Travail à manifester de son internationalisme chaque fois que l'occasion se présentera, par l'intermédiaire de son comité fédéral.

Approuve ce qui fut fait déjà sur ce point,

Le Congrès engage en outre le Comité Fédéral à entretenir dès maintenant une union intime entre la Fédération des Bourses du Travail et les Unions et autres groupements semblables existant à l'étranger,

Que cette union soit établie sans rouage nouveau, mais seulement par le canal du secrétariat du Comité Fédéral,

Que celui-ci présente, au prochain Congrès, un rapport sur

les effets produits par cette union et sur les résultats à en obtenir, et fait sien le rapport du délégué d'Alger.

On émet également le vœu qu'une manifestation internationale contre la guerre soit organisée à Berlin en 1902.

X^e Congrès national des Bourses du Travail

(Alger, 15 au 18 septembre 1902).

Bien que la question ne figure pas à l'ordre du jour, on discute les rapports entre syndiqués et soldats. La préoccupation antimilitariste apparaît nettement, mais le compte rendu officiel est très bref à ce sujet. On préconise l'institution du « Sou du soldat », puis les publications antimilitaristes. Enfin on adopte les deux ordres du jour suivants :

Au nom de la liberté qui, en outre des décisions des congrès doit être laissée à la Fédération des bourses elle-même, le congrès laisse au comité fédéral le soin de décider s'il peut et s'il doit éditer une brochure de propagande antimilitariste.

Le congrès engage les bourses à faire de la propagande antimilitariste par tous les moyens et sous toutes les formes en leur laissant leur autonomie.

Le vœu suivant présenté par M. Yvetot, est ensuite voté :

Contre la guerre :

Le Congrès des bourses du travail remercie le congrès des coopératives de Manchester d'avoir songé à lui, et il déclare s'associer à toutes les tentatives, à toutes les initiatives que peuvent dicter les sentiments humains à des personnalités de toutes classes et de tous pays, pour la suppression de la guerre, de toutes les guerres, mais il estime que ce beau rêve ne peut venir que des intéressés, c'est-à-dire, qu'il croit que les guerres cesseront lorsque les individus ne pourront plus être chair à canon et qu'ils opposeront à toute action belliqueuse et antihumaine des gouvernants la grève générale des ouvriers et la grève générale des fusils.

*XIV^e Congrès National Corporatif
(8^e de la Confédération Générale du Travail).*

(Bourges, 12-20 septembre, 1904.)

Le Comité confédéral rend compte de son activité depuis le dernier congrès :

« Dès que parvint en Europe, la nouvelle de la déclaration de guerre entre la Russie et le Japon, la presse manœuvra pour exciter l'opinion publique contre le Japon en vue d'amener la France à intervenir en faveur de la Russie, alliée de notre bourgeoisie française. Et cette intervention eut été uniquement inspirée par le souci de défendre les énormes capitaux

français engagés en Russie. La Confédération générale du Travail a alors lancé un violent appel aux travailleurs les invitant à ne pas permettre une intervention française. »

En ce qui concerne l'antimilitarisme, le Comité confédéral, dans un rapide exposé, rappelle que c'est le congrès d'Alger qui a décidé la publication d'une brochure antimilitariste. A ce dernier congrès fut également traitée la question des caisses du sou du soldat. On envoya ensuite des circulaires, dont l'autorité militaire s'émut. (Circulaire du Général André. *Voix du Peuple*). Quant au Comité fédéral laissé libre par le congrès d'éditer une brochure, il a fait paraître *le Manuel du Soldat*, rédigé par une commission de 5 membres : 20.000 exemplaires en ont été immédiatement épuisés, 100.000 exemplaires furent ensuite placés. Des poursuites furent décidées : 42 membres du comité se déclarèrent auteurs du *Manuel*, mais un seul est poursuivi et acquitté.

La quinzième et dernière question à l'ordre du jour est : « la guerre et l'antimilitarisme ». (Chaudronniers en fer de Roubaix et hommes de peine de Reims).

La discussion en raison du peu de temps est très brève. M. Yvetot rappelle qu'en dehors du syndicat, une association des travailleurs antimilitaristes a été formée. Il invite en conséquence tous les délégués à

faire la plus active propagande en faveur de cette action.

M. Briat estime, le départ de la classe devant avoir lieu sous peu, qu'une propagande doit être faite partout dans le sens indiqué par M. Yvetot, auprès des jeunes conscrits. La proposition suivante, présentée par M. Spirus-Gay des Artistes lyriques, est acclamée :

« La guerre et l'antimilitarisme n'étant pas des questions d'ordre corporatif, mais le principe de l'entente internationale des salariés de toutes professions étant admis par tous nos syndicats nationaux, l'Union syndicale des Artistes lyriques, propose au congrès d'affirmer par un vote unanime sa réprobation contre la guerre, cet ignoble vestige des époques de barbarie, ce moyen lâche et cruel d'asservissement de l'homme par l'homme, et d'affirmer sa volonté irréductible pour sa suppression prompte et définitive et de celle des armées permanentes, donc du militarisme. »

On adopte une résolution de M. Pataud, intitulée :
« Contre la Guerre », ainsi rédigée :

Au moment, où pour le plus grand bien des dirigeants et des exploités qui asservissent le prolétariat du monde entier deux nations s'entrégorgent et rééditent, avec plus d'ampleur, les hécatombes des temps passés,

Le XIV^e congrès tenu à Bourges, tient à affirmer son horreur de la guerre et constatant que toute guerre ne pouvant être que préjudiciable aux travailleurs quels qu'ils soient,

engage ceux-ci à se tenir rigoureusement en dehors de ces conflits, à garder précieusement toute leur énergie pour le vrai combat syndicaliste, c'est-à-dire contre le capitalisme,

Flétrit l'attitude ignoble des gouvernants des deux nations intéressées qui, dans le but de trouver un dérivatif aux réclamations du prolétariat, font appel aux passions chauvines et ne craignent pas d'organiser le meurtre et l'assassinat de milliers de travailleurs pour conserver leur situation privilégiée.

*XV^e Congrès National Corporatif
(IV^e de la Confédération Générale du Travail)
et Conférence des Bourses du Travail*

(Amiens, 8-16 octobre 1906).

Le rapport du Comité confédéral relate les incidents qui se sont élevés à propos de la Conférence internationale d'Amsterdam. Le comité de la Confédération Générale du Travail avait demandé que l'antimilitarisme, la grève générale et la journée de huit heures fussent examinés. Après échange de correspondance, le bureau consulta les organisations des différents pays, mais les résultats de la consultation ne parvinrent pas en temps à la Confédération Générale du Travail qui n'envoya pas de délégué. D'autre part, le secrétaire général a été à Berlin pour organiser une manifestation internationale simultanée à Berlin.

et à Paris. Les Allemands ont refusé en invoquant l'illégalité d'une pareille manifestation pour les syndicats allemands. A la suite de cet incident, le comité a décidé de ne plus avoir de rapports avec le bureau international, tout en continuant à payer les cotisations.

Le rapport moral de la section des Bourses du travail signale que l'antimilitarisme ne semble pas assez développé, les Bourses hésitent à donner les noms de leurs syndiqués devenus soldats. La propagande n'a pas été assez intense au moment du 1^{er} mai. La vente du *Manuel du Soldat* s'est ralentie.

La huitième question à l'ordre du jour est :

8^o a) De l'antimilitarisme (proposé par la Bourse de Saint-Nazaire) ;

b) De l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre (proposé par la Fédération des cuirs et peaux).

Dès l'ouverture de la discussion, M. Gauthier (Saint-Nazaire) dépose l'ordre du jour suivant :

Le congrès,

Considérant l'emploi de plus en plus constant de l'armée dans les grèves comme force oppressive du capital et du patronat contre les travailleurs, confirme les décisions antérieures des congrès de la Confédération générale du travail adoptant l'antimilitarisme comme un moyen de propagande et de lutte économique pour la suppression du salariat.

•

M. YVETOT veut élargir la question. Il déclare qu'il a fallu plus de deux journées pour discuter une seule question, bien qu'il eût été décidé qu'on en discuterait deux chaque jour. Il se demande si ce retard ne dissimule pas un certain embarras à aborder l'antimilitarisme. Il s'agit de savoir si dans un conflit européen, les ouvriers seraient décidés à faire leur devoir et refuseraient de prendre les armes. L'orateur lit l'ordre du jour suivant, nettement antipatriotique :

Le xv^e congrès de la Confédération générale du travail, tenant compte de la majorité significative qui s'est affirmée sur l'adoption des rapports du Comité confédéral, de la section des Bourses et de la Voix du peuple, comprend que les ouvriers organisés de France, ont suffisamment démontré leur approbation de la propagande antimilitariste et antipatriotique,

Cependant le congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et plus audacieuse,

Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou coloniales, la classe ouvrière est dupe ou sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise,

C'est pourquoi le xv^e congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.

D'autres ordres du jour sont déposés : ils sont seulement antimilitaristes et pacifistes et tirent grand argument de l'intervention de l'armée dans les grèves, sauf cependant l'ordre du jour de l'Union des syndicats de Toulouse ainsi conçu :

« Considérant que seule la classe ouvrière paie les frais de la guerre, le congrès d'Amiens engage tous les militants de la Confédération générale du travail à la propagande active la plus étendue, pour qu'en cas de guerre la classe ouvrière ne marche pas ».

La priorité est accordée à l'ordre du jour Yvetot. Il est procédé au vote par mandats ; les résultats sont les suivants :

Pour	488
Contre.....	310
Blancs.....	49
Nuls.....	23

M. DRET, deuxième orateur inscrit sur l'antimilitarisme, auquel on a refusé la parole pour s'expliquer sur le fond, vient déclarer :

« Sur la question antimilitariste, je tiens à faire constater au congrès, qu'après avoir laissé parler et discuter pendant trois jours une question qui a absorbé une grande partie de ce congrès, on refuse de laisser à un délégué le soin de défendre une question que dans son dernier congrès corpò-

ratif, la Fédération des cuirs et peaux avait donné mandat à son bureau fédéral de présenter au congrès d'Amiens.

Je regrette que, après avoir décidé de réserver ces deux questions, une seule ait pu être discutée, et je constate qu'après avoir laissé parler ce que je pourrais appeler les forts ténors de la tribune, on évince trop facilement les modestes délégués ouvriers. Je descends de la tribune en constatant le parti-pris. »

M. LATAPIE déclare qu'une cinquantaine de syndicats de métallurgistes n'ont pas voté parce que la proposition de M. Gauthier était la seule qui puisse l'être, puisqu'elle était conforme aux décisions du congrès de 1900.

Il demande aux congressistes de se prononcer sur cette proposition, parce que celle de M. Yvetot ne répond pas aux vues de tous les camarades syndicalistes qui sont tous antimilitaristes.

M. FALANDRY appuie la proposition du camarade Latapie, parce que celle de M. Yvetot n'a pas obtenu la majorité du congrès. La proposition n'a rallié que 488 voix alors qu'il y a 991 mandats.

M. Luquet parle dans le même sens.

M. Yvetot estime que la majorité qui a voté contre lui est acquise à l'antimilitarisme ; faisant allusion au patriotisme des socialistes allemands, il reproche à la minorité d'être patriote, car les journaux bourgeois ne manqueront pas l'occasion d'opposer

l'antimilitarisme des Français à l'attitude de leurs camarades étrangers.

Le Président donne lecture de la communication suivante :

« Les soussignés, délégués au XV^e Congrès National qui ont voté contre la proposition Yvetot ou se sont abstenus, tiennent à affirmer que les organisations qu'ils représentent, ainsi qu'eux-mêmes, ont le sentiment très net que l'antimilitarisme fait partie intégrante de l'action et de la propagande syndicales et que, ne possédant rien dans la patrie, misérables et exploités dans toutes, conduits à la boucherie au nom des Patries elles-mêmes, les travailleurs de tous les pays ne sauraient se sacrifier pour elles.

» Ils déclarent regretter que la proposition Gauthier, rappelant les votes du congrès de Paris de 1900, n'ait pas été mise aux voix, ce qui aurait permis à l'immense majorité de voter pour. »

M. COUPAT déclare qu'il s'associe, au nom de nombreuses organisations, aux déclarations faites par M. Luquet et M. Latapie. Ceux qui auraient voté les propositions Gauthier n'ont pas tous demandé la subvention. M. Yvetot ne peut pas en dire autant.

M. Yvetot proteste contre cette affirmation, et la discussion sur l'antipatriotisme est close, laissant l'impression que le vote de la proposition Yvetot a été imposé.

Le congrès, avant de se séparer, invite le Comité à

saisir le Bureau international de l'antimilitarisme pour le prochain congrès international, et, en cas de refus, des'entendre directement avec les organisations nationales.

*XVI^e Congrès National Corporatif X^e de la C. G. T.
et VIII^e Congrès des Bourses du Travail*

(Marseille 5-12 octobre 1908).

La discussion sur l'antipatriotisme (1) est longue, mais terne, néanmoins, elle présente quelque intérêt en ce sens qu'elle renseigne sur l'opinion de la classe ouvrière au sujet de l'idée de patrie. Dès le début de la séance, on rejette une motion préjudicielle demandant que l'attitude de la classe ouvrière, en cas de guerre, ne soit pas discutée, la question étant politique. Un simple vote à mains levées rejette ce texte où les auteurs disaient notamment que : « la discussion de la question peut amener des divergences d'appréciations susceptibles de créer des froissements dans les groupes syndicaux qui ont besoin de toute leur vitalité pour l'amélioration du sort de leurs adhérents ».

Trente sept orateurs sont inscrits ; le temps de

1. Quatrième question à l'ordre du jour : « Antimilitarisme ; attitude de la classe ouvrière en cas de guerre ».

parole n'est pas limité au début, mais au bout de quelque temps, cela devient si fastidieux que M. Rivelli, des Inscrits Maritimes, dépose une motion pour inviter les orateurs à « éviter les répétitions ».

Il ne s'agit plus, comme dans les premiers congrès, de l'antimilitarisme, mais bien de l'antipatriotisme. L'argumentation, pour chacun des orateurs, est la même ou à peu près. Elle peut se résumer ainsi : La patrie se ramène à une idée de propriété ; or, l'ouvrier ne possède rien, donc, il ne peut pas avoir de patrie. Ce n'est que dans l'intérêt de la classe capitaliste qu'il « se fera trouer la peau ». La guerre n'a d'autre cause que l'avidité des capitalistes qui veulent sans cesse de nouveaux débouchés à moins « qu'elle ne soit employée par les dirigeants pour briser les organisations de classe du prolétariat, pour détourner les colères ». C'est ce que M. Broutchoux exprime en disant : « Quand Clémenceau parle de la patrie, c'est qu'il est préoccupé de défendre les coffres-forts. Nous qui voulons éventrer les coffres-forts, nous devons avoir tout naturellement un autre langage que lui, combattre ce qu'il défend ».

Les orateurs antipatriotes sont seulement combattus par M. Niel. Selon lui, le syndicalisme, en s'adonnant à la propagande de l'antimilitarisme « va violer ses statuts, déchirer sa charte, vicier toute son

œuvre, exclusivement professionnelle, faire rentrer par la porte de derrière la politique chassée par la porte de devant ».

M. Niel affirme aussi que : « la guerre ne groupe pas les travailleurs, comme le syndicalisme, par intérêts professionnels ; comme la politique, elle les groupe par opinions. Patrons et ouvriers peuvent se réunir sur l'antipatriotisme, comme dans les groupes socialistes ». La conclusion, c'est que ceux qui veulent faire de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme devraient aller en faire dans d'autres groupes que les syndicats dont la tâche, déjà grande, est bien délimitée.

M. Guérard s'attache à démontrer qu'il est faux de prétendre que la guerre n'étant que la défense de la propriété, n'intéresse que les riches. Il cite l'exemple des Allemands qui ont payé à la Compagnie de l'Est les chemins de fer d'Alsace et de Lorraine. Les riches n'ont donc rien perdu, et cependant nous avons été vaincus.

M. Guérard est aussi déconcerté par les divergences tactiques de l'antimilitarisme :

Je me hâte de dire qu'il ne s'y est pas arrêté, car il estime que la désertion, en temps de guerre, ne peut être vraiment un moyen d'empêcher cette guerre. Je regrette que, sur ce point, il soit en contradiction avec la doctrine antimilitariste pure et je me bornerai, pour le démontrer, à lire un passage

d'un auteur dont vous ne nierez pas la compétence, Gustave Hervé, qui, dans *Leur Patrie*, a examiné cette situation. Il envisage l'hypothèse d'une guerre et se demande comment on pourra l'éviter. Voici ce qu'il dit :

« Or, il y a deux tactiques qui s'imposent à l'attention du parti internationaliste. La première est la plus simple, la plus simpliste même : lors de la mobilisation, les réservistes rejoindraient leurs régiments, se laisseraient armer et une fois armés, non seulement refuseraient de marcher, mais s'empareraient des pouvoirs publics et des instruments de travail dont ils remettraient la gestion à la Bourse du Travail du lieu. Cette tactique se heurte à des difficultés presque insurmontables. »

Ainsi, Hervé estime qu'il n'est pas possible de se servir, pour des fins révolutionnaires, des armes que le gouvernement mettrait à notre disposition : il estime que c'est là une conception « simpliste » qui présente des difficultés insurmontables. Et plus loin :

« Une autre tactique s'offre heureusement aux socialistes internationalistes, qui présente moins de difficultés. Elle peut se résumer en deux mots : désertion des camarades sous les drapeaux et grève des réservistes. »

Les antimilitaristes ne sont pas d'accord sur la doctrine de l'antimilitarisme ; et comment voulez-vous que les travailleurs auxquels vous allez faire appel et développer des méthodes absolument contradictoires, s'y reconnaissent ?

Hervé dit encore :

Les fils à l'abri, ce serait aux pères, aux anciens, aux

réservistes, de ne pas aller se mettre dans la gueule du loup et de rester dans leurs foyers.

Ainsi, Hervé a recommandé, en cas de guerre, non pas l'insurrection, non pas la prise de possession des armes, mais purement et simplement la désertion.

Costes dit : nous avons un second moyen : la grève générale ; je l'écarte délibérément ; nous ne pouvons pas l'employer, car ce serait nous priver de toute la production dont nous avons besoin, qui nous est nécessaire pour notre subsistance. Ainsi, Costes condamne la grève générale, le moyen d'action par excellence du syndicalisme, au profit de la doctrine antimilitariste et antipatriotique ; alors que, pendant de longues années, nos congrès ont eu foi dans cet unique moyen d'action révolutionnaire, vous le repoussez aujourd'hui.

Costes ne veut pas entendre parler de la grève générale ; ce qu'il conseille, c'est la solution « simpliste » que repousse Hervé, c'est-à-dire que nous allions à la caserne et, quand nous aurons des fusils, nous en servir pour la révolution. Vous voyez que vous êtes en désaccord profond avec Hervé (protestations).

Quelle que soit la tactique que vous envisagiez, que ce soit la révolution, que ce soit la désertion et l'insoumission, il y a une objection sérieuse à laquelle il n'a jamais été fait de réponse et que je vous demande la permission de reproduire.

J'imagine que, dans notre pays, la propagande antimilitariste ait été ardente, qu'elle ait tellement pénétré dans l'esprit des masses que la grande majorité des travailleurs,

la totalité même, ne veuille plus faire la guerre; j'admets cette hypothèse, qui est évidemment celle désirée par les antimilitaristes. En sera-t il de même dans le pays voisin avec lequel nous serions en conflit ? Je le demande au camarade Merrheim, lorsqu'il dit qu'en Allemagne on ne voulait pas entendre parler de l'antimilitarisme, qu'on refusait d'entrer en rapport avec la C. G. T. à cause de cette question. N'a-t-il pas apporté un argument puissant contre l'antimilitarisme ?

Finalement, l'accord ne pouvant se faire, une commission est chargée de faire un rapport résolvant le débat. Deux ordres du jour restent en présence :

L'un est en faveur de la propagande antipatriotique :

Le Congrès confédéral de Marseille, rappelant et précisant la décision d'Amiens ;

Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller comme à Narbonne, à Raon-l'Étape, à Villeneuve-Saint-Georges ;

Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ;

Le congrès, se tenant sur le terrain purement économique,

préconise l'instruction des jeunes pour que, du jour où ils auront revêtu la livrée militaire, ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs ;

Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste.

Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : les travailleurs n'ont pas de patrie : Qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ;

Le congrès déclare qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.

A cet ordre du jour, on oppose la motion suivante à laquelle se rallient les adversaires de l'antipatriotisme :

Le Congrès confédéral de Marseille adopte la motion votée par le Congrès corporatif d'Amiens, dont voici les conclusions :

Le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes

de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat. les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ;

Confirmant cette résolution, adoptée pour éviter la désunion dans les classes ouvrières, et fidèle à l'article premier des statuts de la C. G. T., le congrès déclare que la question du patriotisme ou de l'antipatriotisme relève uniquement de la conscience individuelle ;

Convaincu que le rattachement des organisations ouvrières par-dessus les frontières de tous les pays constitue une puissante garantie de paix, le congrès déclare qu'il y a lieu de développer et de fortifier sans cesse le syndicalisme international de façon à pouvoir, au premier péril de guerre, organiser dans tous les pays et principalement dans les pays intéressés, une agitation intense pour arriver à empêcher la déclaration de la guerre ;

Si cette déclaration ne peut être évitée malgré les efforts du prolétariat international, l'attitude à prendre n'est plus de la compétence du syndicalisme ;

En ce qui concerne l'antimilitarisme, le congrès affirme à

nouveau la nécessité de poursuivre dans le pays et particulièrement auprès des jeunes travailleurs, la propagande qui a pour objet de combattre l'intervention de l'armée dans les conflits qui peuvent surgir entre ouvriers et patrons.

On vote : la motion antipatriotique est adoptée par 681 voix contre 421 à la seconde et 43 abstentions.

XVII^e Congrès National Corporatif
IX^e De la Confédération Générale du Travail
IV^e Conférence des Bourses du Travail ou
Union des Syndicats

(Toulouse, 3-10 octobre 1910.)

La septième question à l'ordre du jour, la propagande antimilitariste, ne vient qu'à la dernière séance. La discussion sur le fond est repoussée et on vote à une forte majorité un ordre du jour Jouaux avec une adjonction de M. Pericat :

Ordre du jour Jouaux

Le Congrès de Toulouse, confirmant les décisions de Marseille et d'Amiens ;

Considérant que l'armée tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier, le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle que de (*sic*) fusiller comme à Narbonne, Raon-l'Étape et Villeneuve-Saint-Georges ;

Considérant que l'exercice du droit de grève ne sera qu'une

duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs, le congrès, se tenant sur le terrain purement économique, préconise l'instruction des jeunes pour que du jour où ils auront revêtu la livrée militaire ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que dans les conflits entre le capital et le travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs ;

Charge le Comité confédéral de prendre toutes les dispositions nécessaires pour organiser méthodiquement et d'une façon continue cette propagande dans le sens indiqué par l'ordre du jour Pericat.

En conséquence, les syndicats sont engagés à constituer une caisse du sou du soldat, il décide que les syndicats devront dresser une liste des membres au régiment avec toutes les indications utiles, le double de cette liste devra être envoyé au secrétaire de la section des Bourses, à la Confédération Générale du Travail. Le secrétaire de cette section devra à son tour dresser une liste des soldats syndiqués, par centre ou région, et adresser cette liste aux Bourses ou Unions des Syndicats intéressés. Les soldats sont invités à fréquenter les Bourses du Travail. Les secrétaires de Bourse auront à viser les cartes confédérales des soldats.

Les organisations confédérées ont pour devoir d'intensifier la propagande par organisations, réunions, par brochures, journaux, papillons et tous les autres moyens.

Considérant que les frontières géographiques sont modi-

fiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : « Les travailleurs n'ont pas de patrie. » Qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.

Le congrès déclare qu'il faut, au point de vue international faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale et révolutionnaire.

Adjonction Pericat

Le congrès, constatant que de plus en plus le gouvernement met l'armée au service du patronat ;

Constatant que l'intervention des soldats dans les conflits ouvriers, soit comme jaunes ou comme assassins, est nuisible à notre intérêt de classe, est une monstruosité, qu'en conséquence nous avons pour devoir de nous opposer par tous les moyens en notre pouvoir à l'intervention de l'armée dans nos conflits ;

Le congrès décide que nous ne saurions nous arrêter à adopter un ordre du jour platonique, mais qu'il est indispensable d'organiser la propagande antimilitariste pratiquement et méthodiquement ;

Le Congrès engage les syndicats à organiser une « caisse du sou du soldat », il décide que les syndicats devront

dresser une liste de leurs membres aux régiments avec toutes les indications utiles, le double de cette liste devra être envoyé au secrétariat de la Section des Bourses à la Confédération Générale du Travail.

Le secrétaire de cette section devra à son tour dresser une liste des soldats syndiqués par centre ou par région et adresser cette liste aux Bourses ou Unions de Syndicats intéressés.

Les soldats sont invités à fréquenter les Bourses du Travail.

Les secrétaires des Bourses auront à viser les cartes confédérales des soldats.

Les organisations confédérales ont pour devoir d'intensifier la propagande par l'organisation de réunions, par la brochure, les journaux, les papillons et tous autres moyens.

XVIII^e Congrès national corporatif (XII^e de la C. G. T.)

(Le Havre, 16-22 septembre 1912)

On retrouve au sujet de l'antimilitarisme les mêmes discours que dans les précédents Congrès dont les résolutions sont confirmées à l'unanimité. On proteste, en outre, contre la loi Berry-Millerand envoyant aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique les jeunes gens ayant encouru certaines condamnations, pour coups et blessures, et rébellion notamment. Le Congrès voit dans ces délits des délits politiques, mais, bien

que la question ait été posée, il ne se déclare pas partisan de l'insoumission dans la résolution votée à l'unanimité et laisse aux organisations ouvrières le soin de prendre telles mesures qu'elles jugeront nécessaires.

Congrès confédéral extraordinaire

(Paris, 24-25 novembre 1912)

Pour manifester contre la guerre, la Confédération Générale du Travail tint, les 24 et 25 novembre 1912, à Paris, un congrès extraordinaire.

La C. G. T. aurait souhaité la réunion d'un congrès corporatif international, mais les groupements ouvriers étrangers ont préféré s'abstenir en faisant connaître qu'il appartenait surtout au parti socialiste international d'organiser une telle manifestation.

Deux questions seulement figurent à l'ordre du jour : l'action à faire avant la guerre et l'attitude à prendre après que sera faite une déclaration de guerre.

La première question est résolue par le vote d'une grève générale de vingt-quatre heures fixée au 16 décembre (1), la seconde par l'adoption à la

1. Cette grève ne réussit pas.

presque unanimité d'un manifeste invitant le prolétariat à ne pas répondre à l'ordre de mobilisation : «... si par folie ou par calcul le pays au sein duquel nous sommes placés se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition et de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes. »

III

LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

Deux congrès internationaux, l'un organisé par les possibilistes, l'autre par les guesdistes, se tiennent en 1889 à Paris. Les programmes de ces deux congrès sont identiques, l'antipatriotisme et l'antimilitarisme n'y font pas la moindre apparition.

Par la suite, la question est étudiée aux congrès de Bruxelles en 1891 et à Zurich en 1893. Ces congrès, ainsi d'ailleurs que celui de Londres (1896), sont composés de politiciens et d'ouvriers. Ce dernier élément disparaît à dater du Congrès de Paris en 1900.

Congrès international ouvrier socialiste

(Bruxelles, 16-23 août 1891.)

Le Congrès de Bruxelles est le premier congrès socialiste réellement important, depuis la fin de l'Internationale. C'est la première fois, en effet, que se réunissent des délégués d'Europe, d'Amérique et d'Australie.

La question de l'admission des anarchistes est ainsi réglée après une discussion assez laborieuse : pour siéger à un Congrès de la démocratie internationale il faut être socialiste, c'est-à-dire partisan de l'organisation ouvrière, admettre l'action politique et l'intervention de l'État, donc pas de confusion entre l'anarchisme et le socialisme.

Les deux congrès de Paris (1889) avaient été purement politiques; le congrès de Bruxelles, au contraire, essaya d'avoir une apparence corporative. Il n'y réussit qu'à moitié, et l'état-major marxiste disséminé dans tous les pays se trouva au complet à Bruxelles. C'est d'ailleurs son habitude d'agir ainsi dans tous les congrès où, grâce à sa parfaite cohésion, il arrive généralement à prendre la direction, des forces nombreuses mais divisées lui étant seules opposées. Parmi les congressistes marquants, il faut citer : MM. Bebel, W. Liebknecht, Singer, Aveling (gendre de Karl Marx), le D^r Adler, MM. Anseele, Vandervelde, Allemane, Dejeante, Gabriel Deville, Guesde, Lafargue, Rouanet, Thivrier, Vaillant, Domela Nieuwenhuis... Il y a de nombreux membres des Parlements européens, notamment 15 Allemands, un Danois, 8 Français, un Roumain, 3 Anglais, un ex-parlementaire hollandais, et un ex-parlementaire belge.

M. E. Vaillant, élu président de la première séance, signale le caractère d'internationalisme de

la nomination d'un ancien membre de la Commune de Paris et d'un député du Reichstag allemand comme présidents de la séance inaugurale. Il déclare que c'est là une affirmation éclatante en faveur de la paix internationale des peuples : tandis que les souverains cherchent à diviser les nations et à préparer la guerre, les socialistes, représentants de la classe ouvrière, travaillent à une œuvre de concorde pour assurer la liberté des peuples.

La quatrième question à l'ordre du jour est : le militarisme, de la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme.

Le président, M. Mille, délégué roumain, flétrit le militarisme qui pèse d'un poids très lourd sur l'Europe et amène la bourgeoisie française à incliner la République française devant le tsar blanc, rouge du sang des nihilistes. On applaudit. L'orateur ajoute, en ce qui concerne la Roumanie, que la moitié du budget est consacrée aux dépenses militaires. Les paysans, eux, plus malheureux que ceux d'Italie, arrivent à ne gagner que 5 centimes par jour et habitent des huttes pires que les demeures des troglodytes.

Deux rapporteurs sont nommés, MM. Liebknecht et Vaillant, qui tous deux s'exprimeront sans qu'il y ait de traduction. L'accord existe sur la manière d'envisager la question du militarisme.

M. LIEBKNECHT constate la presque unanimité au

sujet du militarisme au sein de la commission, entre Français et Allemands.

Il n'a pas été question de revanche, d'ailleurs « la question de l'Alsace-Lorraine n'est pas une question socialiste.

» Il y a eu, dit-il, des propositions de provoquer, en cas de guerre, la grève et l'insurrection des soldats. Elles sont faites par des délégués dont les pays ne subissent pas le poids écrasant du militarisme des nations ayant un régime militaire absolu, on les a écartées.

» Un projet a été soumis afin que, dans tous les pays, la fête du 1^{er} mai fut, non seulement celle du travail, mais aussi celle de la fraternité des peuples. Un congrès socialiste ne peut prendre à ce sujet l'attitude d'un congrès de philanthropes bourgeois. Il y a une guerre qui se poursuit toujours, c'est la guerre des classes, la guerre entre les peuples n'en est qu'un aspect. *L'ennemi du travailleur allemand n'est pas le citoyen français, c'est la bourgeoisie allemande.* Au contraire, le prolétaire français est son allié. La bourgeoisie allemande voudrait bien le désarmement, mais elle a besoin de son énorme armée permanente pour résister au prolétariat allemand.

» Une guerre auprès de laquelle celle de 1870 ne sera qu'un jeu d'enfants, menace et pourra faire reculer la civilisation d'un siècle. Le prolétariat doit

l'empêcher par une propagande incessante afin d'épargner au monde cette épouvantable catastrophe en assurant le triomphe du socialisme. La seule garantie contre les désastres du militarisme réside dans l'organisation socialiste ».

M. VAILLANT parle en termes, sinon identiques, tout au moins aussi modérés. Selon lui, il faut arriver à la suppression des armées permanentes. Il énumère les maux du militarisme : imptôts écrasants, « encasernement », démoralisation. Le militarisme, toujours selon l'orateur, sert à la bourgeoisie chauvine de dérivatif à la question sociale. Certes, la triple alliance est condamnable, mais les chauvins qui ont jeté la France au pied du tsar, « pendeur de nihilistes », sont tout aussi condamnables.

Il termine ainsi : « En 1870, on acclamait la paix à Paris, tandis qu'au Reichstag, les socialistes allemands protestaient contre l'écrasement de la France. Le socialisme depuis a grandi, il ne doit pas y avoir de moyens devant lesquels on devrait reculer pour empêcher la guerre ; il faudrait au besoin montrer par des actes, que les socialistes iraient jusqu'au bout. On ne peut prescrire aux socialistes de chaque pays l'attitude à prendre ».

M. Liebknecht et M. Vaillant n'ont donc pas été très révolutionnaires, leurs discours ne semblent pouvoir effaroucher le plus pointilleux des gouvernements. La résolution proposée par la section,

conçue en termes imprécis, semble devoir réunir l'unanimité. La voici :

Le Congrès :

Déclare que le militarisme, qui pèse en ce moment sur l'Europe, est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente, imposé à la société par le régime de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la lutte des classes qui en est la conséquence ;

Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples quelque généreuses qu'en soient les intentions, ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal ;

Que seule, la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ;

Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre, est d'entrer dans le Parti socialiste international qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX.

En conséquence, le Congrès :

En présence de la situation chaque jour plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes des différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent et, pour hâter par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme ;

Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une guerre générale, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais ;

Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui peut survenir.

La grande majorité des congressistes se prononce pour la clôture immédiate de la discussion, heureux probablement de voir liquider le sujet épineux du militarisme, mais des protestations se font entendre, notamment de la part des délégués hollandais.

M. DOMELA NIEUWENHUIS, au nom de la Hollande, déclare qu'on ne peut étouffer le débat et que les socialistes hollandais ont à présenter et à défendre une résolution contenant des idées qu'on doit laisser librement émettre. L'assemblée se partage : les uns veulent la lecture de cette proposition, les autres la clôture de la discussion. Finalement la proposition hollandaise est lue :

Le congrès considérant que les divergences nationales ne sont jamais dans l'intérêt du prolétariat, mais dans celui de ses oppresseurs ;

Considérant que toutes les guerres modernes, exclusivement suscitées par la classe capitaliste dans son intérêt, sont un moyen, dans ses mains, pour briser la force du mouvement révolutionnaire et consolider la suprématie bourgeoise par la continuation de l'exploitation la plus honteuse ;

Considérant qu'aucun gouvernement ne saurait invoquer comme excuse qu'il a été provoqué, attendu que la guerre est le résultat de la volonté internationale du capitalisme ;

Le congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles déclare que les socialistes de tous pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple pour proclamer la grève générale.

Après cette lecture, l'assemblée rejette la clôture et la première grande discussion sur l'antimilitarisme commence.

M. Domela Nieuwenhuis ouvre le débat en critiquant la résolution proposée par la section. « Il est facile, dit-il, d'obtenir l'unanimité dans une assemblée ; pour cela il suffit de présenter une proposition rédigée en termes très vagues et n'ayant guère de signification. La proposition de la section est faite dans ces conditions. Le Pape pourrait l'accepter, si on y changeait un seul mot, celui de socialisme en celui de christianisme. La fin de l'ordre du jour rejette sur la classe dirigeante, devant l'humanité et l'histoire, la responsabilité des guerres futures. Elle ne peut s'émouvoir de pareille protestation platonique. Elle rejette sur la classe laborieuse cette même responsabilité. On croirait voir deux gamins se querellant et se rejetant réciproquement une faute, faisant rire à leurs dépens. »

Il faut bien reconnaître que M. Domela Nieu-

wenhuis fait preuve de beaucoup de bon sens. La résolution discutée est bien une de ces discussions de congrès faites pour contenter tout le monde, y compris les gouvernements. Il n'est guère dangereux d'être traduit devant l'histoire ou l'humanité, et les appels à la postérité, s'ils sont d'un certain effet littéraire, manquent totalement de sanction pratique. M. Domela Nieuwenhuis reproche aux socialistes allemands de n'avoir pas de sentiments internationaux très prononcés. Il faut repousser tout autant les guerres offensives que les guerres défensives. Ce qui importe, c'est d'opposer à la guerre une résistance passive, c'est ainsi que « toute l'énergie de Napoléon ne parvint pas à avoir raison de la résistance des Polsbrooker, qui refusaient de servir dans l'armée. Quand on leur mettait un fusil dans les mains, ils le laissaient tomber. On dut finir par les reléguer dans les ambulances. »

Les gouvernements ont tous contre les socialistes une même haine plus forte que les dissentiments qu'ils peuvent avoir entre eux. Le prolétariat doit préférer la guerre civile à la guerre entre nations. Le militarisme actuellement est le soutien du capitalisme et dès que les baïonnettes deviennent conscientes, l'ordre bourgeois est perdu. « Le triomphe du prolétariat sera la paix universelle. En ayant du courage, de l'énergie, de la persévérance, la guerre n'éclatera plus. Les gouvernements, en déclarant la

guerre, commettent un acte révolutionnaire, les peuples ont le droit et même le devoir d'y répondre par la révolution. »

M. Vaillant reconnaît que la rédaction de la proposition a été assez laborieuse et qu'il a fallu s'en tenir à un texte « très net, mais qui convienne à tout le monde. » Certes, tous sont ennemis de la guerre, mais on s'y opposera, non par des paroles, mais par des actes. Or la proposition soumise au congrès laisse à chacun toute liberté d'action. C'est ce qu'il faut, mais ce qu'il faut aussi, c'est constater l'entente de tous les socialistes sur la question, or la proposition satisfait à ce double rôle puisque tout en laissant les délégués libres d'agir elle leur permet cependant une commune adhésion.

M. Liebnecht, à son tour, répond à M. Domela Nieuwenhuis et commence par faire remarquer que quand bien même on remplacerait socialisme par christianisme, ce n'est que difficilement que le Pape pourrait adhérer à la proposition de la commission, puisqu'il ne s'est pas encore rallié à la lutte des classes. Mais le délégué allemand invoque un argument plus sérieux : quand on veut réellement la révolution, on ne l'annonce pas, on la fait. Ceux qui engageraient au moment de la déclaration de guerre les peuples à faire la grève militaire seraient immédiatement fusillés : leur propagande serait donc inefficace.

D'un autre côté, c'est à tort qu'on reproche aux socialistes allemands d'être chauvins : n'ont-ils pas en 1870, aux prix de leur liberté, combattu la guerre ? Enfin les Hollandais peuvent parler de la question avec une liberté que n'ont pas les autres nationalités, il est en effet très peu probable que la Hollande ait jamais la guerre, dans ces conditions, la propagande antimilitariste peut ne pas paraître dangereuse au gouvernement. Il n'en est pas de même en France et en Allemagne. Et puis en 1870, un journal hollandais, dirigé par M. Domela Nieuwenhuis, n'a-t-il pas attaqué les socialistes démocrates allemands ? Cela c'est du chauvinisme. En résumé la résolution de la délégation hollandaise est inacceptable.

M. DOMELA NIEUWENHUIS proteste alors et affirme n'avoir pas généralisé en parlant de certains chauvins allemands, puis ils déclare se rallier à l'amendement proposé par la délégation anglaise qui consiste à ajouter au texte de la section l'annexe suivante :

Le Congrès,

Recommande aux travailleurs des différents pays d'opposer à la déclaration de guerre un appel au peuple en faveur d'une grève générale, en attendant que l'on obtienne le règlement des guerres par un arbitrage international, et invite les membres des Parlements à déposer des propositions réduisant le budget de la guerre.

M. JEAN VOLDERS renouvelle les explications des deux rapporteurs Liebknecht et Vaillant, et insiste sur la possibilité pour tous les délégués d'accepter les résolutions de la section chacun gardant sa liberté d'action. « Il est possible à la Hollande, par exemple, comme à d'autres pays favorables au système de M. Domela Nieuwenhuis d'employer les moyens préconisés par l'orateur hollandais. Chaque nationalité conserve la liberté et la responsabilité de ses agissements. »

Un amendement proposé par la France où les guerres sont représentées comme ayant à côté des causes économiques des causes dynastiques, n'obtient pas de succès.

Finalement, le texte de la section, sans amendement, est voté par toutes les nationalités, seule la Hollande s'abstient, 13 États votent le texte à l'unanimité de leurs délégués.

M. Domela Nieuwenhuis se console en constatant que la résolution de la section n'a pas réuni l'unanimité (1).

1. Des rapports avaient été présentés par des délégués des nations. Nous extrayons du rapport de la commission du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français (union fédérative du centre) ce qui suit : *De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme.*

« Le parti est convaincu que la destruction du militarisme et de toutes les armées, doit être l'objectif principal de tous les travailleurs socialistes, car l'existence de ces agglomérations d'hommes toujours prêts à se faire les bourreaux de leurs semblables, cons-

IV^e Congrès socialiste international

(Zurich, 6-12 août 1893.)

Le Congrès de Zurich est caractérisé par l'expulsion radicale des éléments anarchistes, qui, encore plus qu'à Bruxelles, tentèrent d'accaparer le congrès. Niant toute organisation quelle qu'elle soit, ils se présentèrent en grand nombre avec des mandats émanant de vagues syndicats, de journaux quasi inexistants ou de cercles d'études mal définis. Pour ne citer qu'un exemple, le congrès eut à prononcer l'exclusion de M^{lle} Kryzinska, journaliste en Pologne, n'ayant publié qu'un numéro de son journal et s'étant signé son mandat à elle-même. Mais ce ne fut pas sans de violentes et longues discussions que le congrès parvint à opérer cette épuration. Dans ces discussions préparatoires qui durèrent trois jours et qui ne cessèrent que sur la menace de la délégation anglaise de quitter le congrès, l'esprit de parti, de nationalité, l'esprit

titue un danger permanent pour la liberté et les vies humaines, en outre, que ces armées, nous devrions dire ces gendarmeries, sont l'obstacle le plus grand à l'émancipation de la classe ouvrière car, du jour où, devenu matérialiste, le peuple cessera d'être dominé par les prêtres, ces gendarmes intellectuels, il ne demeurera plus au capitalisme que l'armée pour sauvegarder ses privilèges et sa domination. C'est dire que nous devons nous appliquer à faire disparaître les armées, afin d'en finir avec les tyrannies, les guerres et l'exploitation de l'homme par l'homme. »

d'intransigeance personnelle, se donnèrent libre cours et les débats furent d'une violence extrême. Un besoin de domination se manifesta vivement et d'ironiques réflexions pourraient être facilement faites sur les âpres rivalités des adeptes de la concorde internationale. On alla même jusqu'à échanger des coups.

L'ordre du jour était très chargé et chacune des questions aurait suffi à remplir toutes les séances du congrès. Or après l'interminable liquidation de la question de la présence des anarchistes, il ne restait plus que deux jours et demi. La question la plus approfondie parmi les cinq questions que le congrès eut seulement le temps de discuter (1) et ceci nous intéresse particulièrement, fut celle de l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre. En raison même de l'importance de la question, et contrairement au règlement, le temps de parole ne fut pas limité.

La discussion est ouverte par un Russe, le citoyen Plekanoff, qui dans un rapport déclamatoire et vide, souhaite l'écrasement de son pays barbare et despotique par l'Allemagne socialiste.

Deux propositions sont en présence : les Hollandais, d'une part, proposent « d'inviter le parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre de la part des

1. Questions discutées par le congrès : journée de huit heures, attitude de la classe ouvrière en cas de guerre, premier mai, travail des femmes, tactique du parti socialiste.

gouvernements par une grève générale partout où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la guerre et, dans les pays en question, par la grève militaire. » C'est la reproduction de la proposition hollandaise rejetée deux ans plus tôt par le Congrès de Bruxelles. D'autre part, la majorité de la commission déclare cette proposition irréalisable et antirévolutionnaire, car ce serait livrer le pays le plus riche en socialistes au plus despotique et « le Cosaque régnerait sur l'Europe », et à la résolution de la Hollande oppose la proposition allemande qui flétrit le chauvinisme des classes dominantes et déclare que la chute du militarisme équivalant à la paix universelle, la meilleure manière de supprimer la guerre, c'est de supprimer la domination des classes, de vaincre le capitalisme en resserrant de plus en plus les liens de solidarité entre ouvriers de tous pays.

C'est sur ces deux propositions que s'engage la discussion.

M. DOMELA NIEUWENHUIS (1) soutient la proposition hollandaise en un long et impressionnant discours et après avoir déploré que le chauvinisme

1. « M. Domela Nieuwenhuis est une physionomie bien caractéristique dans le congrès : une tête fine d'apôtre, doucement énergique dans l'inébranlable conviction de l'idée sincère, un enthousiaste encore égaré parmi ces habiles, et qui souffre de se voir isolé dans une armée disciplinée, obéissant au doigt et à l'œil, aux mouvements commandés par les tacticiens allemands. » De Seilhac, *les Congrès ouvriers*.

règne encore parmi les socialistes, il affirme que la menace d'une grève militaire et générale ferait hésiter les princes à déclarer la guerre :

On m'a traité d'imbécile, dit-il, de révolutionnaire et de fou. Je partage cette honte avec le Congrès de Paris en 1871 (?) qui émettait les vœux que je formule aujourd'hui. Notre proposition hollandaise peut être mauvaise, qu'on la discute ! La proposition, elle, ne dit rien, ne signifie rien. C'est une de ces déclarations platoniques, une de ces phrases que la Ligue de la Paix prend pour des résolutions.

Elle est si évidente par elle-même qu'il est superflu de la voter, tandis que nous, Hollandais, nous présentons un moyen efficace, direct et pratique, de mettre un terme à la guerre.

Vous parlez des appétits chauvins de la bourgeoisie, mais les appétits chauvins existent chez les socialistes, hélas ! comme chez les bourgeois. Grattez l'internationaliste, et vous trouverez au fond de son cœur le patriotisme et le sentiment national.

C'est ainsi que nous voyons un Bebel déclarer en plein Reichstag la guerre à la Russie, l'ennemie héréditaire ! Ah ! combien il y a cinquante ans, Henri Heine était moins chauvin que Bebel prêchant le massacre des Russes ! On joue devant vous du Cosaque, comme on menace les enfants du diable ou du gendarme : on aurait cru entendre Bismarck effrayant son Reichstag.

Vous dites que la Russie est la barbarie. Qui empêchera

les Français républicains de dire que l'Allemagne est la barbarie, et qu'il faut marcher contre elle ? Revenons aux principes du socialisme, à la fraternité des peuples. D'ailleurs, pourquoi nous menacer de l'invasion des barbares ? L'invasion des barbares n'est pas toujours un mal, et le peu de civilisation que nous avons n'existerait pas, si les barbares n'avaient mêlé leur sang nouveau au sang appauvri et vicié du monde gréco-romain agonisant. En réalité, les chefs allemands font des concessions au militarisme. Où est le temps où Bebel disait : « Nous ne donnerons ni un homme ni un groschen ? » Prenez garde que l'habitude du parlementarisme ne vous fasse perdre de vue le but ? Quand nous parlons de la grève militaire, nous ne parlons pas des hommes au service actif, qui seraient immédiatement écrasés, mais des soldats de la réserve qui resteraient paisiblement chez eux. Comment le gouvernement aurait-il le temps et la force de les arrêter, ou la place de les loger dans ses prisons ?

L'exemple ainsi donné par quelques-uns serait suivi par tout le peuple, qui a l'horreur du service militaire : la mobilisation serait ainsi rendue impossible. Mais alors ce sera la guerre civile ? Soit ! nous préférons la guerre civile, qui nous permettra d'écraser le capitalisme qui est le véritable ennemi au lieu de lutter contre nos frères, les prolétaires étrangers.

Et puis la seule crainte de cette guerre civile suffira à retenir les gouvernements tentés de déchaîner la guerre contre un autre pays. Quant à la grève générale que nous préconisons, à côté de la grève militaire, elle doit s'étendre en première ligne aux employés de chemins de fer et du télé-

graphe. Arrière les déclarations nuageuses, indiquez un moyen meilleur que le nôtre ! Sinon, votez unanimes le moyen proposé, et les princes trembleront sur leurs trônes et réfléchiront à deux fois à parler encore de la guerre (les Hollandais applaudissent frénétiquement leur chef et les Allemands poussent des grognements furieux)(1).

M. MENDELSONN, délégué poléonais, se félicite du chauvinisme de Bebel qui amènera l'Allemagne à combattre la Russie et provoquera ainsi la résurrection politique de la Pologne, où le meilleur fondement du socialisme est encore le sentiment national.

M. ZAKAI (Hongrois) déclare que dans son pays le sentiment des nationalités est encore trop fort et le socialisme international trop mal organisé pour que la proposition hollandaise puisse avoir quelque chance de succès.

M. Liebknecht répond ensuite à M. Domela Nieuwenhuis au nom de l'Allemagne. Son discours, éloquent, produit une grande impression :

Je croirais avilir notre cause en apportant ici de mesquines questions personnelles. Mais je ne saurais laisser passer sans y répondre les paroles de M. Domela Nieuwenhuis.

Dire que la démocratie socialiste allemande a passé à la cause du militarisme et du chauvinisme, c'est dire une contre-vérité, que nous avons réfutée d'avance par nos paroles et

1. Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers*.

par nos actes. Contre le militarisme, nous n'avons pas reculé de l'épaisseur d'un cheveu. L'annexion de l'Alsace-Lorraine ? Nous l'avons condamnée comme une faute, nous l'avons flétrie comme un crime (*Applaudissements enthousiastes*). Je l'ai dit au Reichstag devant l'Allemagne militaire, je l'ai répété devant le peuple, je le confirme solennellement ici devant le prolétariat universel rassemblé. Cette opinion, nous l'avons payée, mes compagnons et moi, par des années de prison, dont le nombre, si on en fait le total, s'élèverait à un millier ! Pas un homme, pas un sou ! tel était notre programme. Depuis qu'elle existe, nous n'avons accordé à l'armée allemande ni un homme ni un sou (*Enthousiastes acclamations de la délégation allemande*). Et quand dernièrement on a demandé au peuple allemand s'il voulait continuer dans la voie du militarisme, c'est grâce à nous que la question s'est posée, c'est grâce à nous que la majorité du peuple allemand a répondu négativement à cette question. Et maintenant laissons les questions personnelles et venons au principe.

Oui, si la proposition hollandaise était réalisable, nous la voterions des deux mains. Elle n'est qu'un vœu pie, elle est irréalisable.

Si elle était réalisable, c'est que nous serions les maîtres dans le domaine économique et politique, et alors il n'y aurait plus de guerre. Mais nous n'en sommes pas là : dans la Hollande neutre, une proposition semblable pouvait se produire. Elle ne peut prendre pied en Allemagne militariste. On dit que notre proposition est une phrase, je crains

que ce ne soit le cas pour la vôtre. Non, vous ne lutterez pas contre le Moloch du militarisme, en gagnant quelques individus isolés, en provoquant de puériles émeutes de casernes : vous livreriez au Moloch quelques malheureux, vous lui donneriez quelques victimes de plus. C'est la propagande infatigable qu'il faut, c'est notre esprit qu'il faut implanter dans l'armée. Quand la masse sera socialiste, le militarisme aura vécu (Applaudissements de la délégation allemande). C'est à cela que nous autres Allemands, nous avons travaillé, que nous travaillons, que nous travaillerons sans relâche. C'est ici devant les représentants du prolétariat international, que j'en prends l'engagement solennel (1).

L'impression produite par ce remarquable discours est profonde et la cause de la proposition allemande est gagnée.

Le Dr ADLER, de Vienne, vient donner les mêmes conseils de sagesse : « Nous sommes aussi révolutionnaires que les Hollandais, dit-il en substance, et tout autant qu'eux nous voulons que les classes dominantes sachent qu'ici est réunie une armée pour délivrer le monde de l'oppression capitaliste. Mais n'exagérons pas notre force, et ne compromettons pas notre cause. M. Domela Nieuwenhuis a soutenu que les princes trembleront si nous adoptons la proposition hollandaise. Ils ne trembleront pas : ils riront ! (vifs applaudissements). Comment les

1. Léon de Seilhac, *loc. cit.*

Hollandais pourraient-ils déclarer la guerre au militarisme ? Ils n'en ont pas. Les Suisses pourraient suivre les mêmes errements, mais ils sont trop raisonnables ».

A la séance suivante les divergences d'opinion s'accroissent encore plus.

M. DE LÉON, délégué américain, déclare tout d'abord que la question n'intéresse pas les États-Unis. Pour lui, la grève militaire ne serait pas autre chose que la révolution et il faudrait alors que les idées socialistes soient bien entrées dans le peuple. Mais les ouvriers américains ne veulent pas être liés par la proposition hollandaise si elle est adoptée par le congrès.

Le Dr AVELING (représentant anglais) gendre de Karl Marx, soutient la proposition allemande et affirme que les travailleurs ne doivent connaître qu'une seule guerre : la lutte des classes.

M. HÉRITIER (génévois) se rallie à la résolution allemande parce que la proposition hollandaise ne peut donner de résultats positifs.

M. VOLDERS (délégué belge) trouve aussi que la proposition hollandaise n'aboutirait à rien, mais il propose un moyen pratique dans un amendement ainsi conçu :

« A côté de la propagande active dans l'armée, il faut qu'en tous pays les représentants socialistes dans les parlements s'engagent : 1° à refuser le bud-

get militaire, 2^o à proposer, sans se lasser, le désarmement ».

M. TURATI (italien) s'oppose à la grève générale qui n'aurait d'autre résultat que de faire fusiller les meilleurs des socialistes ; il votera donc la proposition allemande, mais il tient à affirmer qu'il ne le fera pas par amour de la triple alliance, et que le prolétariat italien continuera la lutte anti-chauvine et antipatriotique.

M. DEJEANTE, ouvrier chapelier et délégué français, déclare que s'il n'y avait pas au congrès une majorité de politiciens, la voix n'en serait pas la même.

M. RAKOWSKY, au nom de la délégation bulgare, fait une courte déclaration dénuée d'intérêt et rejette, comme utopique la grève générale et militaire.

M. SCEUSA (australien) dit qu'il est d'un pays où la diplomatie et le militarisme sont ignorés, il n'est donc pas compétent en la matière, cependant, si on lui commandait un meurtre, il commencerait par tuer son chef. Dans ces conditions, il est partisan de la proposition hollandaise.

M. PLEKANOFF conclut en déplorant la proposition allemande qui n'est autre que la déclaration germano-française du congrès de Bruxelles il y a deux ans. Il se livre ensuite à une violente diatribe contre la France qui a proclamé, il y a plus de cent ans, la déclaration des Droits de l'homme et est main-

tenant aux pieds du tsar. Il appelle sur son pays l'invasion allemande. Quant à M. Domela Nieuwenhuis, M. Plekanoff prétend qu'il a seulement voulu exciter le chauvinisme français contre l'Allemagne. Ce discours incohérent et violent est accueilli bruyamment et de vives protestations se font entendre.

On vote : la proposition allemande complétée par l'amendement belge, déposé par M. Volders est adoptée, la proposition hollandaise est rejetée (1).

IV^e Congrès socialiste international

(Londres, 27 juillet-1^{er} août 1896).

Le congrès de Londres est particulièrement intéressant à étudier en ce qui concerne la tentative des politiciens de prendre la direction du congrès, comme à Zurich, et d'en exclure sous l'inculpation, pourrait-on dire, d'anarchisme tous les délégués syndicaux qui ne sont pas partisans de l'action politique. Les politiciens furent bien près de la victoire et ce n'est qu'à une voix de majorité que les anarchistes, ou soi-disant tels, durent de prendre part aux tra-

1. Les anarchistes expulsés les premiers jours tinrent un congrès en même temps que le congrès international, mais ce congrès étant purement anarchiste, nous n'avons pas à nous en occuper.

vaux du congrès. On discuta aussi beaucoup, et même âprement, la question de savoir si un député était obligé d'être muni d'un mandat, ou si sa qualité de député suffisait pour lui donner accès au congrès. Tout le congrès fut marqué par de violentes discussions de sectes, au cours desquelles les Marxistes se montrèrent plus despotiques que jamais.

On trouvera dans l'ouvrage de M. Léon de Seilhac *Les Congrès ouvriers*, une relation des incidents, des querelles qui caractérisent le congrès de Londres où on pourrait puiser, pour une large part, les éléments d'une étude sur la psychologie socialiste. On y voit, notamment, que telle secte socialiste n'a pas de plus grand ennemi que telle autre secte ; la classe capitaliste, la bourgeoisie, est délaissée et disparaît derrière les rivalités intestines. Mais, à regret, nous ne devons pas nous occuper de cette partie historique, très curieuse et qui marque d'un trait tout particulier la tolérance (!) du socialisme. Après des luttes ardentes entre sectes, les résolutions votées ne pouvaient qu'être quelconques. Elles le furent, et il semble même qu'elles marquent un recul sur les congrès internationaux précédents. Plus de luttes oratoires sur le militarisme : si M. Domela Nieuwenhuis prend à partie M. Liebknecht, c'est au sujet de la tactique et la discussion est bien plus âpre qu'à Zurich.

Faut-il admettre les délégués qui repoussent la

conquête des pouvoirs ? La question est beaucoup plus violemment discutée que celle de l'attitude des prolétaires en cas de guerre. Les résolutions passèrent donc inaperçues et ne donnèrent lieu à aucun débat général. Ce n'est que dans le sein des commissions qu'elles furent discutées. Bien que ces discussions n'aient pas été livrées à la publicité, tout fait supposer qu'elles furent anodines, car après les violentes attaques des premiers jours l'assemblée devait avoir hâte d'en finir.

Le congrès fut précédé d'une manifestation, fâcheusement interrompue par une pluie diluvienne ; quelques intrépides seuls écoutèrent les discours. La manifestation était organisée en faveur de la paix, les disciples de K. Marx en profitèrent pour rédiger une déclaration purement marxiste qu'on considéra comme votée :

Les membres du meeting international tenu à Hyde Park, le 28 juillet 1896,

Considérant que la paix entre les nations du monde est la base essentielle de la fraternité internationale et du progrès humain, que les guerres ne sont pas désirées par les peuples, mais causées par l'avidité et l'égoïsme des gouvernants et des classes privilégiées, dans l'unique but de s'assurer un contrôle sur tous les marchés du monde pour leur seul intérêt et contre les intérêts des travailleurs.

Déclare :

Qu'il n'existe aucun dissentiment entre les travailleurs

des différentes nations, leur seul ennemi à tous étant la classe capitaliste et propriétaire, que, par conséquent, le seul moyen d'empêcher les guerres futures et d'assurer la paix, consiste dans le renversement du système capitaliste et propriétaire où la guerre a ses racines, et dans son remplacement par la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange,

Que jusqu'à la réalisation de cette réforme, il est nécessaire que tous conflits entre nations soient dénoués par un arbitrage et non plus par la force brutale des armes,

Que l'établissement international de la journée de travail, réduite à huit heures pour tous les travailleurs, est le premier pas à franchir pour arriver à l'émancipation complète, qu'ils doivent donc agir sur leurs gouvernements respectifs pour obtenir partout, par une loi, la fixation de la journée de travail à huit heures.

Enfin, que le prolétariat, ne pouvant assurer son émancipation sociale et économique que par la conquête du pouvoir politique aujourd'hui entre les mains de la classe capitaliste, que dans plusieurs pays beaucoup de travailleurs et toutes les femmes sont privés du droit de vote,

Le meeting s'engage à employer tous les moyens pour conquérir partout le suffrage universel.

L'ordre du jour comportait 91 propositions que l'on classa sous huit rubriques principales (1). Pour

1. Citons les seules propositions à l'ordre du jour, intéressant l'internationalisme... 4° La réduction simultanée et graduelle du service militaire dans les armées européennes par voie de con-

les étudier, en raison du temps perdu en discussions intestines, il ne restait plus que deux jours et demi. C'est donc sans débat que furent votées les résolutions. Seul le rapport sur l'action politique fut jugé digne d'un certain intérêt puisqu'à lui seul il fit les frais de toute une après-midi.

Le rapport de la commission, concernant la première question à l'ordre du jour : « guerre et arbitrage », déclare que les principales causes de la guerre ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les antagonismes économiques auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production. La classe ouvrière a seule le pouvoir de réaliser la paix du monde. La commission propose comme conclusion la suppression des armées permanentes et l'organisation de la nation armée, l'institution de tribunaux internationaux, chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations et de laisser la décision définitive sur la question de la guerre ou de la paix au peuple lui-même.

vention internationale (Parti ouvrier français)... 7° Le congrès décide d'inviter le Parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la proclamation d'une guerre de la part des gouvernements, par une grève générale dans toutes les branches d'industrie, de commerce et de communication où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la guerre et dans tous les pays en question, par la grève militaire (Parti socialiste hollandais (socialistenbund). Fédération des coupeurs de bouchons. Amsterdam).

Au sein de la commission, un délégué français avait proposé la grève militaire, mais cette proposition ne fut pas maintenue. Un autre délégué, également Français, s'était déclaré partisan, non seulement des mesures législatives, mais aussi des moyens révolutionnaires.

Après une courte discussion, à laquelle prirent surtout part les délégués anglais et américains, et où l'un de ces derniers déclara notamment, que l'arbitrage entre nations était une « blague bourgeoise » (*Middle class molasses*), on adopte les résolutions suivantes présentées par M. Wurm, rapporteur.

En période capitaliste, les causes principales des guerres ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les antagonismes économiques auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production.

De même qu'elles sacrifient sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du travail, elles n'éprouvent aucun scrupule à faire couler leur sang, en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre l'oppression militaire au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

Dans ce but, elle DOIT CONQUÉRIR LA PUISSANCE POLITIQUE pour abolir le mode de production capitaliste, et refuser,

simultanément dans tous les pays, au gouvernements, instruments de la classe capitaliste. LES MOYENS DE MAINTENIR l'ordre de choses actuel.

Les armées permanentes, dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations, et favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale de la classe ouvrière de chaque pays. C'est pourquoi le cri de : « Bas les armes », n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires des classes capitalistes.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde, elle réclame :

1° La suppression simultanée des armées permanentes et l'armement général du peuple (1).

1. M. Allemane avait proposé : « L'armement général du peuple » au lieu de : « L'organisation de la nation armée » qui était proposé par la commission. En acceptant l'amendement Allemane, le congrès modifia aussi le commencement du paragraphe, en ajoutant le mot : « Simultanée. » Le citoyen Boiscervoise avait demandé, purement et simplement au nom de la ligue intransigeante socialiste, l'abolition des armées permanentes, mais sans qu'elles soient remplacées par des milices nationales qu'il considère comme aussi brutales contre les travailleurs que les armées dites nationales :

« J'avais demandé que l'on s'en tint à la suppression des armées permanentes sans adjonction d'autres phrases, faisant observer qu'aussi le cri : « à bas les armées ! », il est illogique de parler d'armée nationale, laissant aux citoyens de divers pays le choix du mode d'armement qui leur conviendrait le mieux pour défendre leur liberté, j'avais proposé d'adjoindre dans le rapport l'emploi de la grève générale, en cas de décision en face de la guerre, et après épuisement de tous les moyens conciliateurs, j'avais aussi

2° L'institution d'un tribunal arbitral chargé de régler pacifiquement et sans appel les conflits entre nations ;

3° La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au peuple pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la sentence arbitrale ;

4° Et elle proteste contre le système des traités secrets.

Mais la classe prolétarienne ne pourra en cette matière, comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière, arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples.

Un amendement proposé par le citoyen Gros fut repoussé sans discussion. Il demandait que le chauvinisme inconscient, exalté par la bourgeoisie pour semer la haine entre les travailleurs de tous les pays, fût combattu par des conférences et des brochures.

V^e Congrès international

(Paris, 23-27 sept. 1900).

Le Congrès international de Londres avait décidé que le prochain congrès socialiste international

demandé que l'emploi de l'action révolutionnaire fut inscrit dans le rapport. Je défendis tous ces amendements à la tribune du Congrès, mais je fus battu, ainsi que tous nos amis révolutionnaires, par la majorité modérée » (Compte rendu publié par la Ligue intransigeante socialiste. M. Boiscervoise).

aurait lieu dans une ville d'Allemagne. Mais MM. Liebknecht et P. Singer ont, entre temps, fait connaître qu'il était impossible de tenir le congrès en Allemagne, et ce sont « les frères de France » qui deviennent organisateurs. Le Congrès de Londres a aussi décidé que seuls feraient partie du congrès ceux qui reconnaissent la nécessité de la conquête des pouvoirs publics et du parlementarisme.

Le congrès est purement politique : l'élimination des anarchistes est complète.

Le congrès, paralysé par les discussions intestines des français, s'occupe presque uniquement du cas Millerand. Les résolutions présentées par les commissions sont votées sans discussions. Ce n'est qu'à la neuvième séance, le dernier jour, qu'on aborde la quatrième question à l'ordre du jour :

« Paix internationale, militarisme, suppression des armées permanentes. »

La citoyenne Luxembourg, rapporteur, prononce un réquisitoire contre le militarisme et l'impérialisme. Elle lit la résolution suivante qui est votée par acclamations :

Le Congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur dans la lutte quotidienne contre le militarisme, qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'alliance de la bourgeoisie et des gouvernements impériaux l'alliance des prolétaires de tous les pays.

Le Congrès indique comme moyens d'action :

1° Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin l'éducation et l'organisation de la jeunesse en vue de combattre le militarisme.

M^{lle} Clara Zetkin donne ensuite lecture d'une résolution flétrissant les atrocités du militarisme. Cette résolution est adoptée sans discussion :

Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter contre toute dépense militaire et toute dépense pour la flotte et les expéditions militaires et coloniales.

La Commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler, dans tous les cas d'importance internationale, un mouvement de protestation et d'action antimilitariste uniforme et commun dans tous les pays.

Le Congrès proteste contre les soi-disant Conférence de la paix comme celle de La Haye qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à de fâcheuses déceptions comme l'a démontré dernièrement la guerre du Transvaal.

Puis M. Volkaert, délégué des Jeunes Gardes Belges, recommande aux socialistes la propagande dans les régiments. C'est grâce à cette propagande organisée qu'en Belgique, les officiers sont obligés de déclarer au gouvernement qu'ils ne peuvent répondre de leurs hommes. Pour combattre le militarisme, il faut former des groupes de jeunesse.

Congrès socialiste international d'Amsterdam

(14-20 août 1904)

Le congrès est entièrement occupé par la discussion sur la tactique du parti. La question vient à propos de l'appui que donne M. Jaurès au ministère Combes. Avec M. Jaurès, les principes et la doctrine disparaissent derrière les préoccupations électorales. Le congrès ne le suit pas et M. Jules Guesde triomphe ainsi que les marxistes.

Le patriotisme et le militarisme ne sont pas discutés.

VII^e Congrès Socialiste International

(Stuttgart, 16-24 août 1907)

L'antimilitarisme, première question à l'ordre du jour, est d'autant plus sérieusement étudié que le congrès de Nancy, tenu quelques jours plus tôt (1), a lui-même approfondi la question et préparé les délégués français aux débats dont le résumé va suivre.

Chacune des questions à l'ordre du jour est étudiée par une commission spéciale. La première commission, celle qui va s'occuper de l'antimilita-

1. Voir *supra*, p.

risme, est composée de délégués de chaque pays représenté au congrès. Les Français siégeant à la commission sont : MM. J. Guesde, Jaurès, Vaillant et Gustave Hervé.

Les débats les plus intéressants sont ceux qui eurent lieu au sein de la commission. Quatre résolutions sont en présence. Elles sont présentées par : 1^o M. Hervé ; 2^o J. Guesde ; 3^o MM. Vaillant et Jaurès ; 4^o M. Bebel.

Les résolutions Hervé et Guesde constituent des extrêmes : M. Hervé réclame la grève militaire, M. Jules Guesde considère qu'il n'y a pas lieu de s'occuper du militarisme. Entre ces extrêmes figurent les résolutions Vaillant-Jaurès et Bebel. En raison des divergences accusées, il est intéressant de reproduire en entier ces résolutions qui vont soulever un long débat au sein de la commission :

Résolution Hervé

Le congrès considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les exploitent, que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans discussion possible, la lutte contre le capitalisme international, répudie le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme nécessairement l'existence d'une communauté d'intérêts entre les habitants d'un même pays : affirme que le

devoir des socialistes de tous pays est de ne se battre que pour instituer le régime collectiviste ou communiste et le défendre lorsqu'ils auront réussi à l'établir, et, en présence des incidents diplomatiques qui, de divers côtés, menacent la paix de l'Europe, invite tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection.

Résolution Guesde

Considérant que le militarisme, ainsi que l'ont reconnu les congrès internationaux, est l'effet naturel et nécessaire du régime capitaliste basé sur l'antagonisme des intérêts et des classes et qu'il ne saurait disparaître qu'avec sa cause même : le régime capitaliste.

Considérant, par suite, qu'en concentrant tous les efforts des travailleurs sur la suppression du militarisme de la société actuelle, on fait, qu'on le veuille ou non, œuvre de conservation sociale en détournant la classe ouvrière de ce qui devrait être son unique préoccupation : la prise du pouvoir politique par l'expropriation capitaliste et l'appropriation sociale des moyens de production.

Considérant, d'autre part, que les moyens préconisés par cet antimilitarisme dupe ou complice (depuis la désertion et la grève militaire jusqu'à l'insurrection) ne font que compliquer et rendre plus difficiles la propagande et le recrutement socialistes, éloignant ainsi le moment où le prolétariat sera suffisamment organisé et fort pour en finir par

la révolution sociale avec tout militarisme et toute guerre.

Déclare que la seule campagne contre le militarisme et pour la paix qui ne soit pas une utopie ou un péril, est une campagne socialiste qu'organisent les travailleurs du monde entier pour la destruction du capitalisme et qu'en attendant, c'est par la réduction du service militaire poursuivie internationalement, par le refus simultané de tout crédit pour la guerre, la marine et les colonies et par l'armement général du peuple substitué à l'armée permanente que pourront être conjurés, dans la mesure du possible, les conflits internationaux, restant entendu que, dès que les événements pourraient faire craindre un conflit, le Bureau international aurait à se réunir et à faire le nécessaire.

Résolution Vaillant-Jaurès

I. — Le Congrès confirme à nouveau les résolutions des congrès internationaux antérieurs.

1° Pour l'action contre le militarisme et l'impérialisme qui ne sont autre chose que l'armement organisé de l'État pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ;

2° Pour rappeler à la classe ouvrière de tous les pays qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière, et aussi contre la classe ouvrière internationale ; que la nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et leur auto-

nomie contre cet attentat, et le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les autres pays ; que la politique antimilitariste uniquement défensive du parti socialiste lui commande de poursuivre, à cet effet, le désarmement militaire de la bourgeoisie et l'armement de la classe ouvrière par l'armement général du peuple.

II. — Le Congrès, confirmant les décisions des précédents congrès internationaux et du Bureau international ;

Considère la solidarité internationale des prolétaires et des socialistes de toutes les nations comme leur premier devoir ;

Leur rappelle qu'au 1^{er} mai, ils manifestent chaque année pour elle et sa première conséquence nécessaire : le maintien de la paix internationale ;

Et les invite, au moment où, en présence de la révolution russe naissante, du tzarisme aux abois et des impérialismes voisins songeant à les secourir : où, devant les entreprises et pirateries capitalistes et coloniales incessantes, le Bureau international et la Conférence interparlementaire ont dû, avec l'assentiment des partis socialistes de tous les pays, prendre les dispositions nécessaires pour réunir les délégués, les mettre à même, en cas de conflit international menaçant, de décider les mesures pour le prévenir et l'empêcher ;

Les invite à rendre possible l'effet de ces décisions au moyen de l'organisation ouvrière socialiste nationale et internationale, d'une action préparée, ordonnée et combinée qui mette en chaque pays, tout d'abord dans les pays concernés, et suivant les circonstances en activité, toute

l'énergie et tout l'effort de la classe ouvrière et du parti socialiste pour la prévention et l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et l'insurrection.

Résolution Bebel

Les guerres entre les États, basées sur l'ordre économique capitaliste, sont généralement des conséquences de leur concurrence rivale sur le marché mondial, car chaque État ne tend pas seulement à s'assurer l'usage de ses débouchés, mais encore à en acquérir de nouveaux, politique dans laquelle l'asservissement des peuples étrangers et la confiscation de leurs terres jouent un rôle principal.

Les guerres sont favorisées par les préjugés d'un peuple contre un autre, préjugés que l'on cultive systématiquement chez les nations civilisées dans l'intérêt des classes dominantes.

Les guerres sont donc de l'essence du capitalisme ; elles ne cesseront que lorsque l'ordre capitaliste sera supprimé ou lorsque la grandeur des sacrifices en hommes et en argent, exigés par le développement de la technique militaire, et la révolte provoquée par les armements, auront poussé les peuples à renoncer à ce système.

La classe ouvrière particulièrement, chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui, principalement, doit en faire les sacrifices matériels, est l'adversaire naturel

des guerres, parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit : la création d'un nouvel ordre économique, basé sur la conception socialiste et destiné à traduire en réalité la solidarité des peuples.

C'est pourquoi le congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et spécialement de leurs représentants dans les parlements, de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux et de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique.

Le congrès voit, dans l'organisation démocratique du système de défense, comprenant tous citoyens en état de porter les armes, une garantie réelle rendant impossible les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux.

Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs et leurs représentants parlementaires sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces, et dans le cas où elle éclaterait quand même, de faire en sorte qu'elle prenne fin rapidement.

Il y a, en outre, deux amendements.

Le premier, présenté par le parti ouvrier belge, est destiné à compléter la résolution Vaillant-Jaurès :

Par là, le congrès de Stuttgart n'entend pas limiter le choix de tous les moyens à employer éventuellement. Les

circonstance de temps et de lieu, et surtout la puissance positive du prolétariat au moment décisif peuvent, seuls, trancher la question de la possibilité d'une intervention et donner des indications sérieuses sur le choix des moyens à employer.

Le deuxième amendement, émanant de la Social Démocratie fédération de Grande-Bretagne, est ainsi conçu :

Le congrès rédigera, sur la base des principes généraux, une déclaration relative à la politique socialiste internationale, et donnera mandat au Bureau de publier des recommandations indiquant les lignes particulières à suivre, dans le cas où surviendrait une crise menaçant de compromettre la paix internationale.

M. BEBEL parle le premier. Il s'étonne, tout d'abord, de ce que la question soit posée ; il l'estime résolue par les congrès antérieurs. Ce n'est que sur les instances de la France qu'elle est de nouveau discutée. Il remarque que M. Hervé n'a rien inventé : « Ce que M. Hervé dit sur le militarisme et le patriotisme dans son livre *Leur Patrie*, n'est guère nouveau. Domela Nieuwenhuis a été hervéiste avant la lettre et a défendu des idées identiques, au congrès de Bruxelles notamment ». Les congrès ont rejeté cette manière de voir. Pourquoi y revenir ? M. Hervé dit que la Patrie n'intéresse pas le prolétariat. On

trouve la même idée dans le manifeste où il est dit : « le prolétaire n'a pas de patrie ». Mais les élèves de Marx et Engels ont abandonné cette conception. « Nous ne combattons pas la patrie en elle-même. La patrie appartient plus au prolétariat qu'aux classes dominantes. Nous luttons contre les situations qui existent dans cette patrie et qui ont été créées dans l'intérêt de ces classes dominantes ». Il en est de même des parlements qui sont une institution de la bourgeoisie : or, les socialistes y entrent non seulement pour combattre la bourgeoisie, mais pour améliorer leur propre existence. Enfin, un peuple ne peut se développer sans liberté, sans indépendance et sans l'aide de la langue maternelle. C'est l'éternelle question des nationalités, Pologne, Autriche... L'Alsace-Lorraine s'est révoltée lorsqu'elle a été arrachée de la France parce que, pendant des siècles, elle avait participé à la vie intellectuelle, politique de la France. « Elle était alliée intimement à l'idée, à la tradition, à l'âme française, L'opinion de M. Hervé, que le prolétariat doit rester indifférent à la question de savoir si la France appartient à l'Alsace ou l'Alsace à la France, est absurde ». En Allemagne, notamment, il fut aisé de constater l'existence du sentiment national en 1870, où tous les Allemands virent spontanément dans l'Empereur des français, l'adversaire de la paix.

M. Bebel conteste aussi l'affirmation hervéiste

qu'on ne peut pas distinguer la guerre d'attaque de la guerre de défense. La politique n'est plus secrète. Si l'on raisonne pratiquement, l'antimilitarisme apparaît comme impossible. La France ferait une bien douloureuse expérience le jour où seraient appliqués les moyens préconisés par M. Hervé : grève générale, désertion, insurrection. Quant à l'Allemagne, ces moyens y sont inapplicables et « leur inefficacité n'est pas même discutable ».

« Voyez le cas Karl Liebknecht : on l'accuse de haute trahison, bien qu'il se sépare très nettement de Hervé et qu'il déclare la tactique de ce dernier comme impossible. Je ne crois pas non plus que la propagande antimilitariste, telle que la conseille Hervé, puisse être approuvée, même en partant de son point de vue. On suit de très près cette agitation dans les cercles militaires allemands et à l'état-major de Berlin, et le parti de la guerre, qui est encore faible et n'est pas influent dans les cercles gouvernementaux, salue avec plaisir une tendance qui affaiblit l'adversaire éventuel. » En réalité, on ne veut pas la guerre en Allemagne, en raison de l'importance de l'enjeu ; en outre, on est trop préoccupé par les progrès du socialisme.

Pour les mêmes raisons, M. Bebel, bien qu'ennemi du militarisme et de la guerre, ne peut se rallier à la motion Jaurès-Vaillant, qui se rapproche par trop de la motion Hervé. On le représente, en France,

comme un patriote prêt à approuver toute guerre, même offensive : ce n'est pas exact, son attitude pendant l'affaire du Maroc dément cette opinion. « Cependant, il faut une armée pour défendre éventuellement le pays. »

« Mais si l'on admet que les social-démocrates eux-mêmes ne pourraient se passer de défense militaire, aussi longtemps que les conjonctures des différents états et les rapports qu'ils ont entre eux ne se sont pas complètement changés, il est bien entendu que ces armements ne peuvent servir qu'à défendre le pays, et doivent être basés sur une idée démocratique très large, empêchant tout abus des forces militaires. »

Malgré les profondes divergences qui le séparent des Français, et pour ne pas se laisser imposer des méthodes de combat dangereuses pour son parti, M. Bebel garde l'espoir d'une entente dans une sous-commission.

M. HERVÉ est tout désappointé :

« Je ne sais si l'état-major suit, avec satisfaction le progrès des idées antimilitaristes en France. Mais ce que je sais, c'est que le socialisme et la République de France attendaient avec anxiété le discours de Bebel, et ce discours va produire un sentiment de stupeur et de tristesse » (*Protestations*).

M. GUESDE. — « Je proteste ».

M. Hervé retrace alors l'origine de sa campagne antipatriotique. Il rappelle les bruits d'envahisse-

ment de la Russie par l'Allemagne au cas où la révolution russe aurait triomphé. A cet envahissement, la social-démocratie n'aurait opposé que la puissance morale des « trois millions de votards de Bebel ». Même inertie des Allemands au moment de l'alerte du Maroc. Alors, puisque les trois millions d'Allemands socialistes ne faisaient rien, il a fallu enfler la voix en France pour crier qu'on ne marcherait pas pour défendre les capitalistes.

Il existe bien des « différenciations politiques et des autonomies nationales, mais au fond, une patrie n'est pas autre chose que l'exploitation d'une majorité ouvrière par une minorité bourgeoise. » M. Hervé est au-dessus de ces délimitations : sa patrie, c'est sa classe. Et il ne cessera de le crier, d'où que viennent les attaques, qu'il s'agisse d'une guerre offensive ou qu'il s'agisse d'une guerre défensive. D'ailleurs, la presse capitaliste empêche de distinguer le caractère des guerres. Enfin, ces idées ne sont combattues que mollement : « En toutes nos villes de France, j'ai pu, même devant des bourgeois, défendre mon idéal antimilitariste, et cela, sans être mis en pièces. N'est-ce pas prodigieux ? La septième partie du Congrès de Nancy m'a donné raison : C'est nous qui avons fait l'appoint de la motion Jaurès. Il a fallu que Jaurès transige avec Hervé pour sauvegarder sa légitime popularité en France » (*Rire et mouvements*). La propagande a été suivie de résultats :

les mutineries des régiments du Midi n'auraient pu avoir lieu dix ans plus tôt, et le gouvernement est désarmé. M. Hervé comptait sur l'appui des Allemands, il mettait « Clemenceau et le Kaiser dans le même sac » ; il lui importait peu d'être parmi les vaincus d'hier. Mais il ne s'attendait pas à ce que les socialistes allemands mettent un texte de K. Marx à la « sauce réformiste ». Le peuple allemand est une admirable machine à voter et à cotiser, mais pas plus ; il craint le pouvoir et a peur de la prison. M. Bebel joue en Allemagne le rôle que joue en France le « Pape Jules Guesde ».

Après une interruption de M. Vandervelde, M. Hervé termine son discours en avisant les Belges qu'au jour de la guerre, s'ils marchent pour le Kaiser, ils marcheront contre des « communes révolutionnaires debout au signal de la guerre ».

M. TROCLER, délégué belge, fait remarquer à M. Hervé qu'il aboutit à un patriotisme plus large : « Les États-Unis d'Europe ». L'antipatriotisme ne serait-il plus qu'une question d'extension de frontières ? Non, cela ne peut être et il importe de laisser les prolétaires continuer la lutte de classes sur leur terrain historique. Il est plus facile de prêcher contre la guerre que de songer à l'appropriation collective. Peut-être serait-il plus utile de faire du collectivisme dans l'Yonne ?... C'est cela qui ferait bien plus peur aux bourgeois. M. Hervé n'a pas le sens des réalités, il

rêve. En outre, avec son système, le pays le plus socialiste devrait se laisser battre.

M. VAILLANT dit, en substance : les événements actuels montrent l'importance du socialisme ; n'y a-t-il donc pas pour lui un devoir d'intervenir ? Le socialisme ne peut se désintéresser des conflits internationaux. Cependant, les moyens proposés par M. Hervé sont trop dangereux : l'insurrection et la grève militaire seraient des sacrifices inutiles. C'est pourquoi la motion Vaillant-Jaurès synthétise un effort vers la paix ; elle vise à désarmer l'État qui use de ses forces contre le prolétariat. Il faut arriver à la nation armée. « Les nations sont un fait et elles sont aussi un élément nécessaire au développement de l'Internationale. Laisser toucher à une nation, c'est laisser atteindre l'Internationale. » Il faut maintenir l'intégrité morale et physique de chaque nation, sans négliger l'intégrité morale et physique de l'Internationale. « Nous sommes des patriotes de l'Internationale. Je suis patriote pour chaque nationalité dans l'Internationale. » Mais le meilleur moyen de garantir les nationalités, c'est d'empêcher la guerre. Et, pour y parvenir, il faut qu'en cas de conflit entre nations le Bureau de l'Internationale avise. Mais il est nécessaire de connaître les forces dont on disposera. L'Internationale choisira tel ou tel moyen. Le texte de la motion présente-t-il des inconvénients ?

Qu'importe, on le modifiera, « mais il faut dire quelque chose, ne pas rester les bras ballants ».

M. JAURÈS appuie la motion, en disant qu'il n'a pas d'autres arguments à fournir que ceux de M. Vailant. La section française l'a chargé de défendre cette motion pour qu'elle ait l'appui de deux hommes réconciliés dans la lutte. Il ajoute que, « sous sa forme rudimentaire, l'héroïsme est en baisse ». Ce que les prolétaires demandent, après les alertes de Fachoda et du Maroc, c'est une résistance contre la guerre. Il faut se grouper contre le capitalisme belliqueux. La guerre est un produit du capitalisme. Tant que les nations n'étaient pas constituées, on pouvait parler d'unité nationale, mais maintenant, les guerres sont purement capitalistes. Il faut atteindre le capitalisme dans toutes ses manifestations. Or, la guerre en est une contre laquelle doit se dresser la force politique et parlementaire du prolétariat, mais puisque l'action parlementaire ne suffit plus au prolétariat, quel que soit le but visé, qu'on le laisse appliquer ses moyens de lutte contre la guerre. Cependant, l'objection de M. Bebel est sérieuse : il y a des représailles à craindre. C'est pourquoi M. Jaurès n'est pas opposé à une transaction. Les socialistes allemands, M. Bebel notamment, ont prononcé des paroles d'une grande violence à propos du suffrage universel et de la Révolution russe. Pourquoi n'emploierait-on pas le même langage contre la

guerre ? Il faut, en outre, considérer que le gouvernement hésiterait s'il fallait frapper des milliers d'hommes.

Cependant, les socialistes feront leur devoir, s'il y a lieu.

« Non, si la guerre éclatait, nous ne désarmerions aucune haine, aucune colomnie, et le plus prudent comme le plus noble, c'est encore de faire notre devoir et de dire que nous ne permettrons pas que les gouvernements de proie violent la liberté d'une seule nation. Nous sauverions ainsi et le socialisme et l'humanité même, dont le socialisme sera le conducteur et le chef. »

Il faut prendre les gouvernements au mot : ils font une concession en parlant d'arbitrage, insistons et forçons-les à faire de l'arbitrage la loi de la paix.

« Nos adversaires sont épouvantés devant les forces incalculables du prolétariat. Nous qui avons si orgueilleusement proclamé la faillite de la bourgeoisie, nous ne permettons pas que la bourgeoisie puisse parler, dans cette question vitale du maintien de la paix, de l'avortement de l'Internationale. »

M. VOLLMAR vante la patience des délégués qui ont écouté les discours de M. Hervé et admis sans protester ses vantardises sur le courage d'aller en prison. Il se défend de prendre le citoyen Hervé pour le porte-parole des Français, mais il croit devoir faire remarquer le danger qu'il y a à être trop condescen-

dant à son égard. Malgré eux, MM. Vaillant et Jaurès, dans un langage plus élégant, arrivent aux mêmes conclusions que M. Hervé. Les socialistes français se défendent de partager les idées d'Hervé, mais ils feraient mieux de se détacher complètement de lui au lieu d'adopter, comme ils le font, presque complètement ses conclusions. Quant aux Allemands, ils sont bien contents d'avoir fait la connaissance du « redoutable » antimilitariste cela leur permet de ne plus s'étonner de ce qui se passe dans le parti socialiste de France.

En ce qui concerne la motion Jaurès-Vaillant, M. Vollmar prévient son auditoire qu'il n'essaiera pas de suivre les « hautes volées oratoires de M. Jaurès ». Il n'y a pas de parti où le militarisme ait été plus combattu que dans la social-démocratie allemande. Mais il ne faut confondre *international* avec *anti-national* : « Il n'est pas vrai que nous n'ayons pas de *patrie* et je nomme ici le mot *patrie* sans vouloir l'interpréter d'une manière spéciale. Le socialisme doit être international, mais cela n'empêche pas le socialiste d'aimer son pays, et la condamnation du chauvinisme n'implique pas la pression des nations en une vague et informe purée d'agglomérations humaines. »

MM. Jaurès et Vaillant ont dit de belles choses sur l'indépendance nationale, d'autres membres du congrès également, mais M. Hervé a dit le contraire

et les socialistes français ne pourront décliner toute responsabilité à ce sujet tant que M. Hervé sera dans le parti socialiste français. M. Vollmar rappelle que Liebknecht a dit que le militarisme sera affaibli par l'esprit de socialisme et non par des conspirations enfantines dans les casernes. MM. Vaillant et Jaurès ont affirmé à Nancy leur volonté d'être d'accord avec les Allemands qu'ils le prouvent en retirant leur motion, mais quant à lui, M. Vollmar ne veut faire aucune concession à propos de l'antimilitarisme. La motion Jaurès-Vaillant est inacceptable; elle ne préconise, pour la lutte contre le militarisme, aucun moyen nouveau, c'est une réédition des propositions plusieurs fois rejetées de M. Domela Nieuwenhuis. M. Bebel n'a pas exagéré en montrant les dangers de la proposition Jaurès-Vaillant, résultat d'une méconnaissance de la politique socialiste, qui ne considère que les phénomènes apparents de la question sociale. « L'idée de supprimer la guerre par la grève militaire ou par une mesure semblable me semble aussi folle que l'idée de supprimer le capitalisme par la grève générale ». Il n'y a donc qu'à renouveler les déclarations de Bruxelles et de Zurich, mais, ajoute ironiquement M. Vollmar, « puisqu'on a discuté, peut-être pourrait-on voter, mais en d'autres termes. »

M. VANDERVELDE proteste contre l'affirmation de M. Hervé que la Belgique n'est qu'à moitié inté-

ressée dans le débat. La Belgique a le même intérêt que les autres nations au maintien de la paix. M. Vandervelde, tout en affirmant ses sentiments antihervéistes, regrette que Vollmar ait cru devoir suggérer à la section française l'exclusion de M. Hervé. Il ne faut d'exclusion ni à droite ni à gauche. L'hervéisme n'en est pas moins inadmissible. Il est évidemment difficile de distinguer une guerre offensive d'une guerre défensive; néanmoins, les socialistes doivent discerner : les fusils tombaient des mains, ce serait le triomphe de la réaction. Quant à la résolution Guesde, M. Vandervelde admet parfaitement le principe de la légitime défense, mais se refuse à considérer l'antimilitarisme comme une diversion.

Français, M. Vandervelde n'eût pas hésité à voter la résolution Vaillant, mais il ne faut pas oublier les résolutions des Allemands : il n'est pas nécessaire d'énumérer les moyens ; ce qu'il importe, c'est que l'Internationale soit unanime pour empêcher la guerre. La Social Démocratie allemande ne doit pas non plus se confiner dans une attitude prudente. « J'aime mieux Jaurès donnant des espérances à l'état-major allemand que Bebel donnant des inquiétudes à l'état-major français. » Et M. Vandervelde engage la commission à trouver une formule transactionnelle. « Ce qu'il faut, c'est dégager la pensée antimilitarisme du socialisme international. Après l'hypocrisie du Congrès bourgeois international de la

Haye, ne donnons pas le spectacle de la faiblesse et de la pusillanimité socialistes.

M. ADLER (Autriche) prend la parole :

Les Autrichiens sont presque entièrement d'accord avec M. Vandervelde. Mais M. Vandervelde a reconnu l'utilité « de pétards hervéistes » qui font contrepoids au chauvinisme. M. Adler estime qu'ils sont inutiles. MM. Guesde et Vaillant, entre 1880 à 1890, ont protesté contre la politique de revanche et c'était bien plus dangereux à cette époque. Les excès genre Hervé ne manquent nulle part ; il y en a partout et ils ne servent à rien. La discussion n'est pas entre M. Hervé et les Autrichiens, mais entre la manière française et la manière allemande d'exprimer l'attitude du socialisme en face du militarisme.

« L'antimilitarisme socialiste procède de notre compréhension du procès politique et économique, et ensuite, de la solidarité internationale du prolétariat lui-même. Il ne se limite pas à un acte déterminé, mais il constitue une partie intégrante du grand mouvement prolétarien. Nous n'avons pas besoin d'attendre l'heure de la déclaration de guerre pour travailler contre la guerre. Toutes nos actions, tout notre travail de parti concourent à empêcher la guerre, et c'est là la véritable action antimilitariste. Nous n'avons pas besoin pour cela de mots spéciaux. Peut-être nos paroles ne sont-elles pas aussi violentes. A ce point de vue, nous ne pouvons pas faire la concurrence à certains de nos camarades

étrangers, mais nous vous déclarons ceci : que notre manière d'agir en Autrichè, comme en Allemagne, n'est pas seulement socialiste internationale, mais encore antinilitariste et dirigée contre la guerre. Bebel n'a pas besoin de se laisser donner des leçons par Hervé ou par Autrin. Il est quelque peu le seul ici qui, dans un moment critique, a dû payer de sa personne pour une protestation antimilitariste. »

M. Adler ne doute pas, en outre, de l'efficacité de l'action parlementaire. Il ne faut pas s'attacher à déterminer ce que l'on fera dans un cas dont les circonstances ne sont pas encore déterminées, mais bien ce que nous devons faire aujourd'hui. D'ailleurs, le militarisme porte en lui-même un gage de paix :

« Le mot : *Si vis pacem, para bellum*, a reçu aujourd'hui une autre signification que celle des classes dominantes. En préparant la guerre, elles préparent en réalité la paix, car le militarisme capitaliste possède sa propre dialectique. Dans la mesure où le militarisme s'étend et où l'armement se complète par toutes sortes de moyens techniques que l'on ne peut enlever à la connaissance de la rue et que les prolétaires maintiennent dans la mesure où ils s'introduisent dans l'armée, le militarisme développe des choses dont ces messieurs n'ont aucune ou que peu d'idée. Jaurès a dit très justement que les délégués représentant les gouvernements à La Haye, semblent dominés par la crainte. Nous ne pouvons pas les considérer comme tellement aveugles que la grande leçon historique, donnée par la révolution de Russie, leur

ait échappé. Ils ne sont pas tellement aveugles pour ne pas voir que la guerre russo-japonaise, si elle n'est pas la cause de la révolution, l'a néanmoins provoquée.

Je ne crois pas que les révolutionnaires aient résolu, dans un congrès, de recourir à l'insurrection. Nous faisons donc une chose bonne que de ne pas dire ce que nous ne savons pas, mais de déclarer tout ce que nous savons. »

Il faudrait que la résolution montre bien aux prolétaires les dangers de la guerre, mais M. Adler comprend les observations des Allemands, sans cependant adopter sans réserve le point de vue de M. Vollmar.

« Nous ne pouvons, dans cette formule, nous lier ni à une formule positive, ni à une formule négative. Il faut concentrer toutes les forces du prolétariat dans une motion qui pourra être utilisée à un moment déterminé. C'est ce qu'exprime la résolution Bebel, mais il n'est pas nécessaire de la lire à la manière Vollmar. »

M. Adler comprend que les Français, éprouvant la difficulté de la propagande antimilitariste, aient besoin de sentir les Allemands derrière eux, mais il ne faut pas faire grief aux Allemands de leur attitude, d'autant plus qu'ils ont souffert plus que tout autre peuple des persécutions politiques. Ils ne craignent pas les rigueurs, mais beaucoup parler et agir peu.

est une mauvaise méthode. « Nous n'avons pas le sens de la politique décorative ».

Il ne faut d'ailleurs pas s'attacher à des formules. M. Adler cite l'exemple de l'Autriche et de l'Italie. Chaque fois que les deux peuples se menacent de leurs canons, les socialistes des deux pays s'unissent pour protester fraternellement contre le chauvinisme. En résumé, l'éducation du prolétariat doit être conduite de telle façon que la guerre devienne impossible, plutôt que de l'arrêter quand elle aura éclaté : il faut que la résolution se borne à dire ce que le prolétariat veut faire aujourd'hui et ce qu'il peut faire. « Il faut une résolution unanime du prolétariat international concentrant toute sa force dans le sens de la solidarité des peuples. »

M^{me} ROSA LUXEMBOURG (Pologne) se déclare marxiste, mais trouve dangereux de donner au marxisme une forme rigide et fataliste dont le résultat est d'engendrer l'hervéisme. Il faut se tenir entre le patriotisme de Vollmar et les excès d'Hervé.

M. RUSSEL SMART (Angleterre). — La résolution Hervé est inutile en Angleterre où la guerre ne peut être faite sans l'assentiment des ouvriers. Mais quand l'opinion est devenue nationaliste, la grève militaire est une « pure folie ». Seule, l'action parlementaire est utile. Quant aux résolutions allemandes et françaises, les Anglais ne peuvent les accepter, puisqu'elles préconisent l'armement général. Il faut

transformer les résolutions en évitant l'armement général.

M. Bebel se défend ensuite contre les reproches de tiédeur qui lui ont été faits par M. Hervé. Il revendique les palmes du martyr pour les social-démocrates allemands. « En ce moment même, trois rédacteurs de la *Leipziger Volkszeitung* sont en prison. Voilà pour un seul journal, citoyen Hervé. » En Allemagne, on n'amnistie pas au bout de « deux mois comme en France ». Quant à la non-intervention de la social-démocratie, lorsque l'armée allemande mobilisa au moment de la révolution russe sur la frontière orientale, elle se justifie par ce fait que la mobilisation n'était pas tant faite pour intervenir en Russie que pour éviter que la révolution n'éclate aussi dans la Pologne prussienne.

D'autres délégués de moindre importance interviennent, mais leurs discours sont sans intérêt après les discussions qui viennent d'être relatées.

L'accord n'ayant pu se faire, une sous-commission est chargée d'élaborer une formule transactionnelle ; on adopte les paragraphes de la résolution Bebel auxquels on ajoute divers amendements sur la proposition de M. Jaurès.

La sous-commission présente la résolution qui suit. Le congrès l'adopte à l'unanimité. M. Hervé prétend que c'est un étranglement et il voudrait une discus-

sion générale ; néanmoins il se déclare satisfait et vote avec enthousiasme.

Résolution de la sous-commission :

Le congrès confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut pas être séparé de l'ensemble de l'action contre le capitalisme.

Les guerres entre états capitalistes sont en général les conséquences de leur concurrence sur le marché du monde, car chaque état ne tend pas seulement à s'assurer des débouchés, mais à en acquérir de nouveaux, principalement par l'asservissement des peuples étrangers et la confiscation de leurs terres.

Ces guerres résultent de la concurrence incessante provoquée par les armements du militarisme, qui est l'un des instruments principaux de la domination de la bourgeoisie et de l'asservissement économique et politique de la classe ouvrière.

Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes que l'on cultive systématiquement dans l'intérêt des classes dominantes afin de détourner la masse prolétarienne de ses devoirs de classe et de ses devoirs de solidarité internationale.

Elles sont donc de l'essence du capitalisme et ne cesseront que par la suppression du système capitaliste, ou bien, quand la grandeur des sacrifices en hommes et en argent

exigée par le développement de la technique militaire et la révolte provoquée par les armements, auront poussé les peuples à renoncer à ce système.

La classe ouvrière chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui principalement doit en supporter les sacrifices matériels, est l'adversaire naturelle des guerres parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit : la création d'un nouvel ordre économique, basé sur la conception socialiste destinée à traduire en réalité la solidarité des peuples.

C'est pourquoi le congrès considère qu'il est du devoir de tous les travailleurs et de leurs mandataires dans les parlements de combattre de toutes leurs forces les armements de terre et de mer, en signalant le caractère de classe de la société bourgeoise et les mobiles qui poussent au maintien des antagonismes nationaux, de refuser tout soutien pécuniaire à cette politique et aussi de s'appliquer à ce que la jeunesse prolétarienne soit élevée dans les idées socialistes de la fraternité des peuples et éveillée systématiquement à la conscience de classe.

Le congrès voit dans l'organisation démocratique d'un système de milice, destiné à remplacer les armées permanentes, une garantie réelle rendant impossibles les guerres agressives et facilitant la disparition des antagonismes nationaux.

L'internationale ne peut pas enfermer d'avance dans des formules rigides l'action nécessairement diverse, selon les temps et les milieux, des divers partis nationaux mais elle a

le devoir d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre.

En fait, depuis le congrès international de Bruxelles, le prolétariat, tout en poursuivant sa lutte incessante contre le militarisme par le refus des dépenses militaires et navales, par l'effort de démocratisation de l'armée, a recouru avec une vigueur et une efficacité croissantes aux moyens les plus variés pour prévenir les guerres ou pour y mettre un terme, ou pour faire servir à l'affranchissement de la classe ouvrière l'ébranlement communiqué par la guerre à toutes les couches sociales : ainsi, notamment l'entente des trade-unions anglaises et des syndicats ouvriers français après la crise de Fochoda pour assurer la paix et rétablir les bons rapports entre la France et l'Angleterre ; l'action du parti socialiste au Parlement français et au Parlement allemand dans la crise du Maroc ; les manifestations populaires organisées à cet effet par les socialistes de France et d'Allemagne ; l'action concertée des socialistes autrichiens et des socialistes italiens réunis à Trieste pour prévenir un conflit entre les deux États ; l'intervention vigoureuse de la classe ouvrière de Suède pour empêcher une attaque contre la Norvège ; enfin, les héroïques sacrifices et combats de masse des socialistes, des ouvriers et des paysans de Russie et de Pologne pour empêcher la guerre déchaînée par le tsarisme, pour y mettre un terme et pour faire jaillir de la crise la liberté des peuples de Russie et du prolétariat ; tous ces efforts donc attestent la puissance croissante de la classe ouvrière et son

souci croissant de maintenir la paix par d'énergiques interventions.

L'action de la classe ouvrière sera d'autant plus efficace qu'une propagande incessante aura préparé les esprits à un vigoureux effort et que l'action des divers partis nationaux sera plus fortement stimulée et coordonnée par l'Internationale.

Le congrès est convaincu, en outre, que sous la pression du prolétariat, la pratique sérieuse de l'arbitrage international se substituera, pour tous les litiges, aux pitoyables tentatives des gouvernements bourgeois, et qu'ainsi pourra être assuré au peuple le bienfait du désarmement général qui permettra d'appliquer aux progrès de la civilisation les immenses ressources d'énergie et d'argent dévorées par les armements et par les guerres.

Le Congrès déclare :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les

plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

VIII^e Congrès socialiste international

(Copenhague, 28 août-3 septembre 1910)

A l'ordre du jour : « l'arbitrage et le désarmement »,

Traité très longuement et âprement au congrès de Stuttgart en 1907, le problème est envisagé à Copenhague dans le calme. D'ailleurs, M. Hervé n'est pas là et les congrès socialistes français ont abandonné l'antipatriotisme. La discussion a lieu au sein de la commission, les Français par l'organe de MM. Vaillant et Jaurès présentent une motion qui rappelle celle de Stuttgart ; l'Allemagne représentée par M. Ledebour, se refuse à admettre la grève générale, faisant remarquer que, seuls, les syndicats sont compétents pour décider, puisqu'il s'agit d'une question de grève. En outre, les Allemands allèguent que l'affirmation de moyens extrêmes pourrait donner lieu à des poursuites judiciaires.

MM. Vaillant et Keir-Hardie protestent, mais sans ardeur. Ils proposent un texte assez imprécis qui ne recueille pas la majorité (1). Néanmoins, Français et

1. « Parmi les moyens auxquels il peut être recouru pour empêcher la guerre, le congrès attribue une particulière efficacité à la grève générale — et ce, spécialement dans les industries de la

Anglais, à la suite de l'intervention de M. Vander-velde, se déclarent satisfaits lorsque le congrès décide que la motion sera renvoyée au Bureau international pour être discutée à fond au congrès de 1913.

Le texte de la commission, présenté par M. Ledebour est alors adopté purement et simplement. Le voici :

Le congrès constate que, dans ces dernières années, malgré les congrès de la paix et les déclarations pacifistes des gouvernements, les armements ont été augmentés d'une façon considérable. En particulier, la concurrence des armements maritimes, dont la dernière phase est la construction des dreadnoughts, entraîne non seulement un gaspillage insensé des deniers publics pour des buts stériles, et elle est cause, par conséquent, du manque de ressources et de l'absence de fonds pour la réalisation de réformes sociales et pour la législation protectrice du travail : elle menace aussi d'épuiser matériellement toutes les nations par des charges intolérables d'impôts indirects et tous les états par la ruine des finances publiques. En même temps, ce sont ces armements, précisément, qui ont menacé dernièrement encore la paix du monde, comme ils en seront forcément la menace perpétuelle.

fabrication des armes et munitions et dans les transports ; — le congrès admet, en outre, au nombre de ces moyens, la propagande et l'action publique sous leurs formes les plus efficaces ».

En face de cette évolution qui est un danger, à la fois pour la civilisation humaine, pour la prospérité des peuples et l'existence des masses, le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et, en particulier, celles du congrès de Stuttgart et rappelle :

Que les travailleurs de tous les pays n'ont entre eux ni démêlé ni désaccord de nature à provoquer une guerre ;

Que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des états capitalistes sur le marché du monde et par le militarisme qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique et politique du prolétariat ;

Les guerres ne cesseront complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste. La classe ouvrière, qui supporte les charges les plus lourdes de la guerre et qui en souffre le plus, est donc la plus intéressée à la disparition de celle-ci. Le prolétariat socialiste organisé de tous les pays est donc le seul et sûr garant de la paix du monde. C'est pourquoi le congrès engage à nouveau les partis ouvriers à mettre en lumière les causes des guerres parmi tout le prolétariat, en particulier parmi la jeunesse et à éduquer celle-ci dans l'esprit de la fraternité des peuples.

Le congrès, en maintenant, pour les représentants socialistes dans les parlements, l'obligation, plusieurs fois répétée déjà, de combattre de toutes leurs forces les armements et d'en refuser les ressources financières, attend de ces représentants :

a) Qu'ils réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre les États par des cours d'arbitrage internationales ;

b) Qu'ils renouvellent constamment les propositions tendant au désarmement général et, d'abord et avant tout, les propositions de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de la prise maritime ;

c) Qu'ils réclament l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités existants et futurs entre gouvernements ;

d) Qu'ils réclament avec insistance l'autonomie de tous les peuples et les défendent contre toute attaque belliqueuse et contre toute oppression.

Le Bureau socialiste international aidera tous les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme, notamment par l'envoi de documents et tendra à amener une action commune de ces groupes.

Pour le cas de provocations guerrières, le Congrès confirme la motion antimilitariste du Congrès de Stuttgart qui dit :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.

Afin d'assurer l'exécution de ces mesures, le congrès invite le Bureau socialiste international, pour le cas de conflits internationaux, à faire l'entente, pour une action commune, entre les partis ouvriers des pays intéressés, afin d'empêcher la guerre.

Congrès socialiste international de Bâle
24 et 25 novembre 1912

Le Bureau socialiste international organisa les 24 et 25 novembre, à Bâle, avec le concours du gouvernement bâlois, un Congrès international extraordinaire pour protester contre une déflagration internationale que les événements des Balkans pouvaient laisser envisager.

Le Congrès, accompagné d'importantes, mais calmes manifestations, se termine par le vote, sans discussion, mais après de nombreux discours, d'un long manifeste, véritable exposé de politique européenne. Après avoir rappelé les résolutions des Congrès de Stuttgart et de Copenhague et constaté la presque unanimité des partis socialistes, le manifeste trace le

devoir international de chaque parti socialiste : Balkans, Albanie, Allemagne, France, Angleterre, Autriche et Russie font tour à tour l'objet des conseils du Congrès. La question de la patrie et du militarisme n'est pas abordée.

Le Congrès vote en outre le principe d'une grève générale de *vingt-quatre heures pour le 16 décembre*.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons, au début de cette étude, exposé les principes du matérialisme historique et expliqué, au moyen de ces principes, l'antagonisme du capitalisme et du prolétariat. C'est la doctrine marxiste ; mais, poussant plus loin nos investigations, nous avons soumis à l'examen du matérialisme un sentiment qui semble commun aux prolétaires et aux bourgeois : le patriotisme.

Le patriotisme nous est alors apparu, ainsi, d'ailleurs, que toutes les idées morales de la bourgeoisie, comme un simple moyen de gouvernement. Scrupuleusement et impartialement examinée, l'idée de patrie, si l'on admet pour vrai le principe même du matérialisme historique, se réduit à néant ou, plutôt, doit être considérée, par les prolétaires, non seulement comme une idée ne correspondant à aucune réalité, mais comme une idée dangereuse et tendant à les éloigner de la lutte des classes. Mais, telle n'est pas l'opinion unanime des congrès qui révèlent de grandes divergences en ce qui concerne l'antipatriotisme.

Les socialistes, guesdistes, possibilistes, allemands, n'ont abordé l'antipatriotisme que sous la poussée de l'opinion syndicaliste et lorsque l'unification du parti fut un fait accompli. La question de l'antipatriotisme, qui apparaît comme une question de doctrine au premier chef, n'a été discutée par les théoriciens socialistes que lorsque les congrès syndicalistes s'en furent occupés.

Dans les premiers congrès, l'armement général du peuple apparaît comme un cliché qu'on vote machinalement, jusqu'à l'apparition de l'antipatriotisme. Au Congrès de Marseille, les politiciens commencent à usurper la place des ouvriers. C'est dès ce moment que surgit le collectivisme avec toutes ses violences de langage. A Marseille et au Havre, nous sommes déjà bien loin du Congrès de Paris, en 1876, où un congressiste soulève de violentes protestations pour avoir dit qu'il lui importait peu que la France fût plus ou moins grande (1). Dès que les politiciens apparaissent, apportant l'idée marxiste, les congrès prennent un caractère nettement collectiviste et révolutionnaire. Néanmoins, à côté de l'évangile collectiviste, se glissent bien des propositions d'un caractère plus conservateur. Les congrès politiques sont d'ailleurs dirigés par des gens habiles qui ne dépassent

1. V. le compte-rendu de ce congrès dans *la Tribune*, n° du 3 octobre et suivants.

pas les limites que le gouvernement doit savoir tolérer. Et l'antipatriotisme n'est même pas discuté. Ce n'est pas qu'on sente l'idée de patrie indiscutable : on ne veut pas discuter. Ainsi, au VII^e Congrès national de la Fédération des Travailleurs socialistes de France, on relève cet attendu parmi les « questions de doctrine » :

« ...Attendu que l'idée de patrie est une idée bourgeoise et surannée ;

» Que loin d'être des adversaires naturels, les travailleurs des différents pays ont les mêmes intérêts et sont en lutte pour les défendre contre leurs exploiters internationaux... »

C'est là de l'antipatriotisme très pur, mais la phrase passe inaperçue, elle est votée sans débat. En effet, la Fédération des Travailleurs socialistes, en dépit de son titre, est un groupement essentiellement politique, parlant, tenu, quels que soient ses principes de doctrine, à adopter une ligne de conduite politique. Or, le but essentiel de la politique, c'est d'attirer les électeurs. Ceux-ci, dont l'éducation socialiste n'est pas encore faite, ne vont alors pas à un parti dont les idées sont absolument contraires à l'ordre social et dont le caractère subversif pourrait peut-être quelque jour amener des poursuites.

Nous avons, plus haut, rapidement esquissé les divisions qui se sont produites au sein du socialisme politique. Ces divisions forment la majeure partie de

l'activité des partis qui sont bien plus hypnotisés par la lutte contre la secte voisine que contre le capitalisme. Les ordres du jour sont partout les mêmes, et dans toutes les organisations, on n'aperçoit guère le rôle des ouvriers. Ce rôle est bien simple, il est purement négatif. Les quelques ouvriers qui se sont glissés dans les partis sont complètement annihilés par les Jules Guesde, les Paul Brousse, Allemane, l'intellectualisme règne en maître dans le socialisme et pour le plus grand bien du gouvernement. Une scission se produit en 1882, au Congrès de Saint-Étienne, et le parti dit ouvrier se scinde en guesdistes et possibilistes. Les dissentiments qui amènent la séparation sont purement personnels. Les marxistes, Jules Guesde notamment, reprochent aux broussistes leur « possibilisme », c'est-à dire les infidélités qu'ils font au programme approuvé par K. Marx. Les possibilistes répliquent en protestant contre l'autoritarisme des marxistes. Si l'on examine impartialement les arguments invoqués de part et d'autre, on s'aperçoit clairement qu'il s'agit d'une simple question de personnes (1). Les possibilistes se sont écartés, oh ! bien peu, du programme que M. Jules Guesde avait été chargé de faire avaler au parti « jusqu'à la garde », et, pour cela, ils sont excommuniés. Leur péché n'est pas bien grave, mais, dès cette époque, M. Jules

1. V. Léon de Seilhac, *les Congrès ouvriers*.

Guesde aimait à se poser en prophète, il voulait déjà être le chef non discuté du parti. Les guesdistes se séparent donc des broussistes en les accusant de ne chercher que des succès électoraux.

M. Jules Guesde commente ainsi la scission dans son journal *l'Égalité* (1).

La coupure qui vient de se produire, entre l'élément *parlementaire* et l'élément révolutionnaire de notre prolétariat en travail d'organisation, ne peut qu'être inscrite à l'actif de la transformation sociale, que nous poursuivons et qui s'imposera d'autant plus vite et d'autant plus sûrement, que nous aurons laissé sur la route tous ceux qui, dans l'affranchissement général, n'avaient en vue que leur avènement particulier.

Grâce au Congrès de Roanne qui l'a confirmé et perfectionné, le programme expropriateur de Marseille et du Havre reste le drapeau unique de tout ce que notre prolétariat compte de soldats acquis à la socialisation des moyens de production obtenue de haute lutte.

Après s'être ainsi félicité de la scission, il raille l'embourgeoisement parlementaire des possibilistes :

Rien de plus gênant qu'un programme unique, qui, s'il permettait de grouper, au fur et à mesure de leur recrutement, les forces ouvrières pour l'assaut à donner à l'ordre capitaliste, éloignait des candidats les voix bourgeoises ou

1. *L'Égalité*, n° du 15 octobre 1882.

embourgeoisées, seules en mesure aujourd'hui de faire des élus.

Enfermé dans son objectif d'appropriation collective et dans son moyen révolutionnaire, le parti ouvrier, tel que l'avaient constitué nos congrès de Marseille et du Havre, et tel que l'a maintenu le congrès de Roanne, ne menait à rien qu'aux barricades, tandis qu'avec la faculté une fois décrétée de couvrir du pavillon de la classe prolétarienne toute espèce de marchandise radicale ou opportuniste au gré des localités, voici l'ère des succès électoraux ouverte toute grande (*Foire aux Candidats*).

Par la suite, M. Jules Guesde, qui réservait les sièges aux « hémorroïdes des bourgeois (1) », devait changer sa manière de voir. Il n'était alors, tout marxiste qu'il était, guère éloigné des anarchistes.

Ce n'est pas sur la question de la dynamite que nous nous séparons des anarchistes, prêts que nous sommes à employer, comme ces derniers, toutes les ressources que nous fournit la science pour notre œuvre d'affranchissement de l'humanité.

Tous les moyens nous paraîtront bons, qui iront au but, c'est-à-dire à l'expropriation gouvernementale de la bourgeoisie, en vue de son expropriation économique.

1. *Programme du parti ouvrier 1883*. — « Le parti ouvrier entre dans les élections, non pas pour s'y tailler des sièges de conseillers ou de députés qu'il abandonne aux hémorroïdes des bourgeois de tout acabit, mais parce que les périodes électorales livrent à notre action éducatrice la partie de la masse la plus indifférente et la plus réfractaire aux réunions dans les temps ordinaires. »

Nous ne sommes pas pour rien les successeurs et les vengeurs des pétroleurs de 1871.

La meilleure preuve que la querelle était purement personnelle, c'est que M. Jules Guesde, après avoir, au nom des grands principes de la doctrine marxiste, si énergiquement flétri la politique électorale et prêché l'éloignement des socialistes du Parlement, ne craignait pas, à son tour, d'y entrer, puis de la tribune de la Chambre, alors qu'il était député de Roubaix, d'affirmer qu'à l'exclusion de tout autre moyen révolutionnaire, « rien que par l'arme légale du suffrage universel, l'armée collectiviste deviendra fatalement et avant peu maîtresse du pouvoir (1). »

Deux nouvelles séries de congrès sont donc apparues : possibilistes et guesdistes. Chaque année, ces congrès vont se tenir régulièrement avec des programmes à peu près identiques. L'antipatriotisme n'y figure toujours pas et l'antimilitarisme y fait une régulière apparition sous la forme de la traditionnelle résolution en faveur de la suppression des armées permanentes ; aucune discussion intéressante n'accompagne le vote de cette résolution, qui n'est que la simple reproduction des vœux pacifistes des républicains et des franc-maçons de l'Empire. La guerre y est traitée de boucherie, les

1. Chambre des députés, Séance du 25 juin 1896.

hommes de frères, mais on ne saurait y relever la moindre influence marxiste.

En 1890, au congrès de Châtellerault, une nouvelle désagrégation se produit. Du parti possibiliste se détache un fort groupe de dissidents : les allemandistes, du nom de leur chef, le citoyen Allemane. Le motif de la querelle est encore une question toute personnelle : le citoyen Allemane semble avoir montré trop d'indépendance et il y a toute une histoire assez ténébreuse de subvention faite au journal *Le Parti Ouvrier* qu'il avait fondé pour supplanter l'organe possibiliste *le Prolétaire*.

L'évolution du socialisme se continue ainsi sous l'influence prépondérante des questions de personnes ; on y greffe bien de vagues principes de doctrine, mais l'examen de l'ensemble des congrès laisse cette impression que chacun veut dominer.

Péniblement arrivé à l'unification, le Parti ne voit pas les violentes oppositions cesser. Et ces oppositions apparaissent notamment sur la question de l'antipatriotisme. Bien qu'ayant constamment proclamé la nécessité de l'armement général du peuple, le Parti n'avait pas, jusqu'au Congrès de Limoges (1), cru devoir préconiser la grève militaire en présence d'une déclaration de guerre ; le socialisme, tout en

1. V. *supra*, p. 74.

professant un large internationalisme, n'avait, jusque-là, pas encore discuté la patrie.

Soas l'influence de M. Hervé, pour ne pas s'opposer par trop au syndicalisme, le Parti se vit obligé d'aborder l'antipatriotisme et même de porter la question aux Congrès internationaux. Influencé par la logique de la conception purement matérialiste de l'antipatriotisme, le Parti n'a pu s'empêcher de suivre la voie que lui traçait le syndicalisme. Il l'a suivie timidement, en hésitant, en rechignant. M. Hervé veut la grève militaire et l'insurrection ; M. Jules Guesde dit que la question n'est pas du domaine de la lutte des classes, que l'antipatriotisme livrerait la France socialiste à l'étranger. M. Jaurès concilie les opinions et tout en admettant l'idée de Patrie, reconnaît qu'il serait bon d'aller jusqu'à la grève générale et l'insurrection. Usant de l'équivoque, des motions, affirmant d'abord l'existence de la Patrie, puis la nécessité de répondre à la guerre par la grève générale ou l'insurrection, ont groupé tous les membres du Parti (1). M. Jaurès, qui défendait ces motions, oubliait sans doute les lignes qu'il écrivait, le 3 janvier 1893, dans *la Dépêche de Toulouse* :

Si nous, socialistes français, nous étions indifférents à l'honneur, à la sécurité, à la prospérité de la France, ce n'est

1. V. *supra*. Congrès de Limoges et de Nancy, p. 74 et p. 88.

pas seulement un crime contre la patrie que nous commettrions, mais un crime contre l'humanité, car la France, et une France libre, grande et forte, est nécessaire à l'humanité. C'est en France que la démocratie est parvenue à sa forme la plus logique, la République ; et si la France baissait, la réaction monterait dans le monde... Si notre pays était menacé par une coalition de despotes ou par l'emportement brutal d'un peuple cupide, nous serions des premiers à courir à la frontière pour défendre la France dont le sang coule dans nos veines et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous.

Les Congrès internationaux, après avoir répudié, à Bruxelles, à Zurich, la grève générale en cas de guerre, arrivent peu à peu à émettre des résolutions moins catégoriques (Paris, 1900, et surtout Stuttgart, 1907) ; la question est discutée à regret et, uniquement sous l'influence des Français ; à Copenhague, une motion antimilitariste est rejetée.

Quant aux congrès politiques nationaux, depuis cinq ans, ils ne discutent plus la question et l'antipatriotisme semble être maintenant volontairement abandonné par les politiciens.

Les congrès syndicaux sont, à partir du Congrès d'Alger (1), franchement antipatriotes et les résolutions contre la patrie, contre l'armée, sont nettes. Elles ne soulèvent que peu de discussions : elles

1. V. *supra*, p. 122.

vont droit au but. A côté des conceptions théoriques figure l'exposé des moyens pratiques : propagande auprès des conscrits, dans les casernes, caisse du sou du soldat, brochures, etc. Nous sommes en face d'une conception claire et précise : la patrie est un mythe, l'antipatriotisme et l'antimilitarisme sont des devoirs stricts pour le prolétaire. Les moyens sont envisagés, abstraction faite de toute préoccupation politique : il n'y a pas d'électeurs à ménager.

Nous ne pouvons nous défendre de constater que la conception syndicaliste se rapproche singulièrement de la conception marxiste. Les syndicalistes, ne voulant rien emprunter à la bourgeoisie, sont nettement antiétatistes. La conséquence en est qu'ils sont également antipatriotes. Reprenant la maxime de Karl Marx : « les prolétaires n'ont pas de patrie », ils affirment que l'ouvrier n'a pas et ne pourra jamais avoir d'autre ennemi que la classe bourgeoise tout entière. Ils établissent que le prolétaire ne participe en aucune façon au patrimoine national et purement bourgeois. Au devoir patriotique, ils substituent le devoir de classe. Le prolétaire n'est pas antipatriote par lâcheté, il l'est par devoir : il saura manier un fusil à l'occasion, mais ce ne sera pas contre ses frères, les travailleurs, qu'on lui dit ses ennemis, mais bien contre ses oppresseurs, les bourgeois. Les syndicalistes envisagent l'armée comme liée à l'idée de patrie. Le bourgeois, au fond, n'est patriote

que par nécessité. L'armée a pour rôle immédiat de défendre les propriétés patronales et la forme gouvernementale d'oppression. Elle a, en outre, un rôle éventuel, la conquête, soit dans les pays neufs, soit même en Europe. Le prolétariat doit être antimilitariste comme il est antipatriote. L'« encasernement » asservit l'ouvrier pendant une partie de sa jeunesse et tend à l'embourgeoiser, à lui faire oublier le syndicat. Puisque, actuellement, l'ouvrier ne peut éviter la caserne, il faut rendre ce séjour forcé aussi profitable que possible à la classe prolétarienne. Pour cela, il faut simplement que l'ouvrier-soldat n'oublie pas ses frères et sache qu'au jour où on lui demandera de marcher contre des ouvriers nés d'un autre côté de la frontière, il doit refuser nettement, et profiter de sa force pour mettre ses armes et peut-être son existence au service de sa classe. Et, puisque tous les jours, il est appelé, dans les grèves à assurer la garde de la propriété capitaliste, il devrait, refusant d'assurer ce service, faire cause commune avec les ouvriers et renverser l'ordre bourgeois. Les prolétaires qui ont quitté la caserne, à l'appel de la bourgeoisie, à l'ordre de mobilisation, répondront ou par la grève générale et laisseront les bourgeois se battre seuls et en profiteront pour assurer le triomphe du prolétariat, ou bien encore, ils s'insurgeront et se serviront de leurs armes, non contre l'étranger, mais contre leurs oppresseurs. Entre ces deux moyens,

dont le but est le même, le choix sera décidé par une simple question de fait, mais pour assurer la réussite de la propagande, il faut tenir le prolétariat en haleine et, par une éducation continuelle, ne pas cesser de lui montrer la voie qu'il doit suivre.

Telle est la conception de la patrie que révèle l'étude des congrès syndicalistes. Cette conception s'identifie complètement avec les déductions que nous avons tirées du matérialisme historique.

Si Marx n'a pas tiré toutes ces conséquences, c'est qu'il s'en est empêché lui-même en constituant un parti (1). Voulant renforcer son « école », il a présidé à la naissance de groupements politiques dans tous les pays. Maintenant, dans chacun des grands États parlementaires, en face des partis bourgeois, il se dresse un parti ouvrier qui défend, dans les Parlements, le programme élaboré par les congrès. Ainsi les préoccupations tactiques se greffent sur les études doctrinales. La doctrine s'en ressent : elle est forcément affaiblie, et certaines de ses conclusions qui nuisent au recrutement électoral sont négligées.

Si l'on s'en tient aux grands principes du *Manifeste* on peut affirmer que Marx n'a pas posé comme

1. La constitution d'un parti apparaît comme le propre aveu de la faiblesse du matérialisme historique : si le mouvement est fatal, à quoi bon prétendre diriger ce mouvement et vouloir le subordonner aux directions de quelques individualités ?

nécessité absolue la constitution d'un parti. Évidemment, il a déclaré qu'il fallait conquérir les pouvoirs publics. Mais, comme il a été dit au début de cette étude (1), conquête est synonyme de victoire et il ne s'agit pas d'une victoire lorsque l'on considère l'attitude de la majeure partie des socialistes dans les divers Parlements. D'ailleurs, Marx s'est lui-même défendu d'avoir indiqué des règles immuables :

« Malgré les changements qui se sont passés dans les vingt-cinq dernières années, les principes généraux que développe ce *Manifeste* demeurent, tout compte fait, d'une justesse parfaite, même de nos jours. *Il y aurait lieu d'amender quelques détails. L'application pratique des principes, au dire du Manifeste lui-même, dépendra, toujours et partout, des circonstances historiquement données* (2). »

Il a eu aussi, pour les partis, des paroles cruelles qui pourraient être appliquées à la constitution actuelle du socialisme parlementaire. C'était en 1872, alors que l'Internationale portait dans son sein un ferment de désagrégation, une association se crée, à la tête de laquelle était Bakounine. Marx, alors, vit le danger que présentait, pour un mouvement prolétarien, la mainmise des politiques et dans *l'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association*

1. V. *supra*, p. 34.

2. K. Marx et F. Engels. Préface à l'édition de 1872 du *Manifeste communiste*.

Internationale des Travailleurs les visées ambitieuses des politiciens sont vigoureusement stigmatisées (1). Malheureusement, si Marx lui-même n'était pas un ambitieux comme ses adversaires, ses propres disciples, fascinés par les Parlements, allaient être éloignés du socialisme scientifique par les préoccupations parlementaires.

« Aujourd'hui, les socialistes parlementaires ne songent plus à l'insurrection ; s'ils en parlent encore parfois, c'est pour se donner un air d'importance ; ils enseignent que le bulletin de vote a remplacé le fusil ; mais le moyen de conquérir le pouvoir peut avoir changé sans que les sentiments soient modifiés. La littérature électorale semble inspirée des plus pures doctrines démagogiques : le socialisme s'adresse à tous les mécontents sans se préoccuper de savoir quelle place ils occupent dans le monde de la production ; dans une société aussi complexe que la nôtre et aussi sujette aux bouleversements d'ordre économique, il y a un nombre énorme de mécontents dans toutes les classes, aussi, trouve-t-on souvent des socialistes là où on s'attendrait le moins à en rencontrer. Le socialisme parlementaire parle autant de langages qu'il a d'espèces de clientèles. Ils s'adresse aux ouvriers, aux petits patrons, aux paysans ; en

1. *L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs*, p. 14.

dépit d'Engels, il s'occupe des fermiers (1) ; tantôt il est patriote, tantôt il déclame contre l'armée. Aucune contradiction ne l'arrête, l'expérience ayant démontré que l'on peut, au cours d'une campagne électorale, grouper des forces qui devraient être normalement antagonistes d'après les conceptions marxistes. D'ailleurs, un député ne peut-il pas rendre des services à des électeurs de toute situation économique (2) ? »

Les congrès internationaux ne peuvent prétendre suivre la pure tradition marxiste et l'ostracisme qu'ils réservent aux syndicalistes ne se justifie pas. Même remarque en ce qui concerne les congrès politiques où cependant la préoccupation électorale nationale oblige les parlementaires à faire des concessions aux syndicalistes sans trop négliger cependant les autres électeurs.

Si l'on rapproche les congrès ouvriers des congrès politiques, on constate que c'est sous la poussée syndicaliste que l'antipatriotisme est venu en discussion. Il a fallu toute l'ardeur de M. Hervé pour obtenir des votes antipatriotiques, non pas des votes catégoriques, mais des votes où chacun peut trouver

1. Engels, *la Question agricole et le socialisme*. Critique du programme du Parti ouvrier français traduit dans *le Mouvement social*, 15 octobre 1908, p. 453. — On a signalé maintes fois des candidats socialistes ayant des affiches particulières pour la ville et d'autres pour la campagne.

2. G. Sorel, *Réflexions sur la violence*.

son compte. D'ailleurs, la grande préoccupation, lorsqu'il s'agit d'affirmer l'antipatriotisme est de savoir quelle sera l'attitude du gouvernement : l'insurrection sera-t-elle écrasée ? conserverons-nous encore des électeurs ?

Au contraire, les congrès syndicalistes se présentent sous un aspect bien moins hésitant. D'abord antimilitaristes, ils deviennent antipatriotes. Le matérialisme, logiquement appliqué, aboutit à la lutte des classes, et la lutte des classes poussée dans ses dernières conclusions, aboutit à la négation de la patrie. Les syndicalistes l'ont bien compris. Du matérialisme historique, ils ne connaissent pas grand chose en dehors de cet argument simpliste que toute l'organisation sociale est une question de « ventre » et de « coffre-fort ». De la lutte des classes, ils savent que le prolétariat s'oppose irréductiblement au capitalisme et que l'ouvrier ne peut avoir aucun intérêt commun avec le bourgeois. De là à l'antipatriotisme, il n'y a qu'une nuance. Mais le prolétariat, ardent et généreux, avait le culte de la Patrie ; l'antipatriotisme ne pouvait se développer spontanément. Il était en germe dans les principes théoriques donnés au syndicalisme, mais la conscience ouvrière se serait refusée à l'admettre sans la poussée des événements.

C'est l'affaire Dreyfus qui a donné un essor particulier à l'antimilitarisme. La politique de gauche entraîna la majorité à un commerce étroit avec l'ex-

trême gauche et l'antimilitarisme ne tarda pas à se confondre avec le dreyfusisme. Ce ne fut plus seulement les antidreyfusards qu'on attaqua, mais l'institution elle-même, l'armée. D'un autre côté, les partis conservateurs voulaient faire du patriotisme un monopole à leur profit et l'antipatriotisme devint peu à peu une protestation de l'extrême-gauche. D'autre part, à cette même époque, des conflits mirent en présence les prolétaires et l'armée gardienne du capital. La propagande antimilitariste apparut d'abord comme un moyen de s'assurer la sympathie des soldats (Congrès d'Alger notamment). L'antimilitarisme n'était pas encore bien développé, il fallut l'intervention de M. Hervé pour lui donner son plein développement (1). M. Hervé adjura le socialisme de renoncer à son attitude par trop sage et il s'attaqua à l'idée même de la patrie. Les socialistes accueillirent différemment l'hervéisme : les uns n'osèrent pas le désavouer hautement, les autres le répudièrent franchement. Quant au syndicalisme, il écouta avec bienveillance le messie antipatriote et adopta, sans

1. M. Hervé se défend d'être l'inventeur de l'antipatriotisme ; nous le reconnaissons volontiers et nous ne voulons lui accorder que le titre de vulgarisateur. D'autres avant lui ont dit les mêmes choses. Voir notamment dans *le Prolétaire, Guerre et Patrie* (Léonie Rouzade), n° du 11 mars 1882, *Aux Conscrits* (Kremer), 8 avril 1882, *Patrie et Chair à Canon* (S. Deynour), n° du 12 juillet 1883, et dans *le Prolétariat, Halte-là, chauvins* (Allemane), n° du 19 juil. 1884.

grande difficulté, son évangile. Les protestations furent timides et, en tous cas, elles n'allèrent pas jusqu'à créer une scission entre patriotes et antipatriotes dans les syndicats. Réformistes et révolutionnaires ont d'autres sujets de discussion que le patriotisme et les réformistes sont si tièdes partisans de la patrie que, par leur attitude, ils encouragent l'antipatriotisme de leurs adversaires. Ils n'affirment ni ne nient l'existence de la patrie et se contentent de dire que la question ne doit pas être débattue dans le syndicalisme.

Le syndicalisme, dans son ensemble, se présente ainsi :

Poussant jusqu'en ses extrêmes limites la lutte des classes, il nie l'État et la Patrie, instruments de la bourgeoisie, pour asservir le prolétariat. La patrie est affaire de propriété et le syndicaliste, qui ne possède rien, la combattra de toutes ses forces : en conséquence, il sera antimilitariste; il assurera ainsi le triomphe des grèves et évitera les tueries internationales dont il ne tire aucun profit. Le prolétariat doit employer tous les moyens en son pouvoir pour abattre l'institution capitaliste, seule capable de retarder le triomphe de sa classe.

C'est la théorie des congrès de la C. G. T. Le Congrès d'Amiens (1) « approuve et préconise toute

1. V. *supra*, p. 126.

action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui peut, seule, compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques ». Le Congrès de Marseille (1), après avoir rappelé que « les travailleurs n'ont pas de patrie », déclare que les travailleurs doivent répondre à l'appel de mobilisation par la grève générale. Enfin, le Congrès de Toulouse (2) fait l'énumération des moyens de propagande à employer auprès des soldats.

On a fait appel à Marx en faveur de l'idée de patrie. C'est vouloir lui faire dire ce qu'il n'a pas dit. On a même été jusqu'à prétendre que la phrase lapidaire « les ouvriers n'ont pas de patrie » était une simple boutade, et, à l'appui de cette assertion, on a voulu invoquer la suite du *Manifeste*. Marx s'est pourtant bien clairement exprimé : « On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu, conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe maîtresse de la nation, il est par là encore national lui-même, quoique nullement dans le sens bourgeois. » Un peu plus haut, toujours dans le *Manifeste*, il disait : « La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, au fond, une lutte nationale, en

1. V. *supra*, p. 132.

2. V. *supra*, p. 140.

revêt, cependant, tout d'abord la forme. Il va sans dire que le Prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

La lutte du prolétariat revêt un caractère national, en ce sens qu'elle est fractionnée dans les cadres actuels qu'on ne peut briser immédiatement. La nation, pour le prolétariat, est une section de l'Internationale ; de même qu'une grande compagnie divise le territoire en régions à la tête desquelles elle place un agent pour faciliter ses opérations, de même le prolétariat lutte dans le cadre national, mais il ne doit pas un seul instant perdre de vue qu'il ne saurait y avoir de frontières dans la lutte contre la bourgeoisie.

Postérieurement au *Manifeste*, Marx s'est expliqué à ce sujet dans sa *Critique du programme de Gotha* :

5° La classe ouvrière travaille à s'affranchir tout d'abord dans les cadres de l'État national actuel, sachant bien que le résultat nécessaire des efforts qui lui sont communs avec les travailleurs de tous les pays civilisés, sera la fraternité internationale.

Contrairement au manifeste et en opposition au développement antérieur du socialisme tout entier, Lassalle avait conçu le mouvement ouvrier au point de vue le plus strictement national. On le suit sur ce terrain, et cela après l'action de l'Internationale.

Il va de soi que, pour pouvoir combattre, la classe des travailleurs doit tout d'abord s'organiser *comme classe* chez elle et que l'intérieur du pays est pour elle le théâtre immédiat de la lutte. C'est de ces limites que le combat de classe est, non pas « quant à son contenu » mais, comme le dit le *Manifeste communiste*, « quant à sa forme », — « national ».

Mais le « cadre national actuel », c'est-à-dire, de l'empire allemand, figure lui-même à son nouveau point de vue économique dans le « cadre du marché universel », au point de vue politique dans le « cadre du système international ». Le premier venu, parmi les commerçants, sait que le commerce allemand est en même temps extérieur et la grandeur de M. de Bismarck consiste justement dans une « sorte de politique *internationale* ».

Et à quoi le parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort sera la « fraternité internationale des peuples ». Une phrase, empruntée à la ligue bourgeoise pour la liberté et la paix, qui doit tenir lieu de la véritable fraternité internationale des classes ouvrières dans le combat contre les classes dominantes et les gouvernements (1).

L'attitude syndicale nous semble seule conforme aux principes du Marxisme. Nous avons vu que les partis, quels qu'ils soient, influencés par des contingences extra-doctrinales, ne peuvent prétendre

1. K. Marx. Lettre sur le programme de Gotha. *Revue d'Economie politique*, 1894.

suivre exactement les principes du maître. Les partis ont donné au syndicalisme la notion de lutte des classes et ce dernier seul a continué Marx. Le rôle des politiciens a été de propager cette notion et le prolétariat a suivi sa mission historique.

Mais, devons-nous, comme les syndicalistes, admettre comme pures vérités les principes du matérialisme ? La lutte des classes correspond-elle aux réalités économiques ?

Nous ne saurions adopter sans réserves les principes mêmes sur lesquels nous avons fondé la doctrine antipatriotique. Certes, les conditions matérielles de l'existence déterminent, dans une certaine mesure, nos sentiments et nos idées, mais, en revanche, nos idées et nos sentiments déterminent, pour une grande part, nos manières de vivre. L'individu, s'il subit l'action des nécessités économiques, répond à cette action avec ses propres forces intellectuelles et il arrive généralement à modifier les conditions qui ont provoqué sa réponse. L'homme n'est pas un être aussi simple que Marx veut bien le décrire : si, dans une certaine mesure, il est dominé par la situation économique, il est aussi un être social et cet être social est essentiellement gouverné par sa propre volonté. Les changements économiques, parfois, inspirent à l'homme des directions absolument contraires au froid égoïsme que lui attribue le matérialisme historique.

D'ailleurs, les individus ne ressentent pas de la même manière les conséquences des faits économiques, et, notons en passant que ces faits peuvent parfaitement être eux-mêmes la résultante d'une volonté libre et intelligente. Il est chimérique de vouloir expliquer l'activité politique des hommes par des considérations purement économiques. Bien souvent, à des périodes politiques extrêmement troublées correspondent des situations économiques très stables. L'antagonisme des partis n'a pas pour seule cause telle ou telle forme de propriété, mais bien aussi des oppositions irréductibles religieuses, morales ou intellectuelles. Pour reprendre un exemple de Marx, qu'il y ait ou non un rapport entre la liberté de conscience et l'individualisme économique, un homme peut être partisan de la première de ces libertés et adversaire intransigeant de la seconde. Tel grand libéral, au point de vue politique, peut parfaitement être un protectionniste au point de vue économique ou inversement. Il est certainement des individus qui aiment le libéralisme de nos institutions en lui-même, abstraction faite de la situation économique qui y correspond.

Marx prétend que légitimistes et orléanistes combattaient les uns et les autres pour une forme déterminée de propriété : n'était-ce pas plutôt la théorie du droit divin qui était opposé à la conscience renaissante d'une souveraineté nationale ?

Des hommes, au début du siècle dernier, ont conservé le culte d'un régime déchu, non pour satisfaire à leurs besoins, mais bien par patriotisme et parce qu'ils avaient la conviction que, seul, ce régime rendrait à la France la glorieuse place qu'elle avait occupée en Europe.

Le matérialisme historique n'explique qu'un côté des faits, pourrait-on dire. Il n'envisage que quelques-unes des causes susceptibles de déterminer l'activité intellectuelle. Ces seules causes qu'il étudie ne sont pas indispensables à l'accomplissement des phénomènes.

Marx, par sa manière de penser et d'agir, porte en lui la propre négation du matérialisme historique. Il prétend que les deux classes sont en opposition de par la nature même de la structure économique de la société. Mais au temps où il écrivait, l'antagonisme qu'il a si magistralement dépeint n'était guère apparent. C'est plutôt le Marxisme qui a formé la conscience révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, avant l'introduction du Marxisme en France, les ouvriers ressentaient le besoin d'un mieux-être, mais ils n'aspiraient pas à une transformation radicale de la société.

Les marxistes sont essentiellement autoritaires ; à quoi bon cette attitude intransigeante si le triomphe du prolétariat est fatal ? Et leurs divergences ? Ne s'expliquent-elles pas plutôt par des conceptions

particulières que par l'influence de la situation économique. Marx aurait-il eu besoin de fonder un parti pour secouer le prolétariat et crier à ce dernier son existence, si cette existence dépendait du seul fatalisme économique ? Marx a imprimé aux aspirations des ouvriers les idées conçues par lui et le socialisme suit, non pas la poussée économique, mais le développement de la pensée marxiste.

Ainsi, sans nier l'influence des réalités économiques, nous croyons pouvoir affirmer que l'histoire humaine ne s'explique pas uniquement par une évolution matérielle et que les conditions économiques ne sont ni les causes uniques, ni les causes déterminantes de la vie sociale qui dépend bien plus de la puissance intellectuelle, individuelle et collective que du fatalisme socialiste.

Le sort de la lutte des classes est lié à celui du matérialisme ; si nous nions ce dernier, nous ne saurions adopter la lutte des classes. Mais nous ne voulons pas nous contenter de simples raisonnements, et nous croyons utile d'examiner si les réalités économiques que Marx croyait pouvoir prédire se sont réalisées. Nous voulons examiner le matérialisme, non en lui-même, mais dans ses conséquences déductives. Correspondent-elles aux principes ?

La lutte des classes a pour base la concentration des capitaux, la grande industrie. Les Marxistes eux-mêmes reconnaissent maintenant que cette base ne

correspond pas aux réalités. En ce qui concerne spécialement la concentration, Bernstein dit (1) : « Malgré les changements continuels dans le groupement et les conditions intérieures des industries, la situation se représente comme suit : la grande industrie n'absorbe pas continuellement les petites et moyennes entreprises, mais elle s'affirme et grandit à côté d'elles. Seules, les entreprises minuscules diminuent absolument et relativement, mais quant aux entreprises petites et moyennes, leur nombre s'accroît. »

Pour le commerce, il en est de même, le grand magasin ne semble guère devoir absorber les petits et moyens boutiquiers. Le grand magasin capitaliste qui se développe de nos jours, est bien plus la conséquence de l'accroissement des denrées et des besoins que l'instrument qui anéantira tous les petits commerçants.

Quant à l'agriculture, il est à peine besoin d'indiquer que le petit propriétaire est plus que jamais attaché à sa situation : les socialistes les plus notoires réservent à l'agriculture une situation spéciale dans la société future, mais il faut cependant reconnaître que les préoccupations électorales ne sont pas étrangères au régime de faveur promis à la « propriété travailleuse. »

1. Bernstein, *Socialisme théorique et social démocratie pratique*, p. 103.

Cependant, certains socialistes aiment à dépeindre la petite propriété paysanne comme accablée sous le poids d'une dette hypothécaire qui ne laisserait au paysan qu'une illusion de propriété. Rien n'est plus inexact et, en fait, la dette hypothécaire, de la France en particulier, pèse plus lourdement sur les grandes exploitations agricoles que sur les petites. D'autre part, la propriété urbaine entre aussi pour une très large proportion dans cette dette. D'ailleurs, les statistiques prouvent que la petite propriété agricole est en progression.

En réalité, il n'y a guère que pour certaines branches de la production manufacturière que la concentration s'est opérée. Et encore, cette concentration n'est pas absolue : les grosses entreprises provoquent la naissance ou le maintien de petites entreprises qu'elles font vivre. C'est le phénomène d'intégration. Marx ne l'avait pas prévu.

Le socialisme scientifique affirmait, en outre, que la masse prolétarienne, inéluctablement, s'accroîtrait et que la lutte des classes se simplifierait en ne mettant plus que quelques très gros capitalistes en présence de la masse des prolétaires.

Le simple examen des faits prouve que c'est exactement le contraire qui s'est réalisé (1) : les faits

1. Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* : « L'affirmation est absolument erronée que l'évolution économique actuelle tende à une diminution relative, même absolue, du

qui viennent d'être exposés le prouvent. D'autre part, le nombre des représentants des classes moyennes va en augmentant. Ces classes moyennes, c'est la petite bourgeoisie, ce sont tous ces individus que le marxisme vouait à une prolétarianisation fatale. Loin d'obéir à l'invitation marxiste à se joindre au prolétariat, petits commerçants et petits boutiquiers se concurrencent à l'envi. Ils ne luttent pas tant contre le grand magasin que contre leurs confrères. En tout cas, ils ne réclament guère la socialisation et réservent plutôt leurs anathèmes pour les coopératives de consommation que pour les grands magasins.

En outre, revenant à la question du nombre des possédants, on constate qu'il s'est fondé une classe moyenne capitaliste nouvelle que K. Marx n'avait pas prévue. Le marxisme a représenté comme devant fatalement tomber dans le prolétariat un grand nombre de producteurs et de petits producteurs. En l'espèce, l'expression est équivoque, c'est dans le salariat qu'il aurait fallu dire. Prolétariat et salariat se différencient très nettement : il y a toute une catégorie de salariés dont les ressources sont supérieures à celles d'un grand nombre de patrons.

nombre des possédants. Absolument et relativement, le nombre des possédants augmente. Si l'action et les perspectives de la social-démocratie dépendaient du fait de la diminution du nombre des possédants, alors la social-démocratie pourrait « aller se coucher », p. 8.

Ce sont des directeurs, ingénieurs, chimistes, gérants, etc... Peut-on dire qu'ils sont des prolétaires? Le prolétaire, c'est l'individu dont le salaire est si maigre qu'il lui permet à peine de vivre, lui et les siens. Tel n'est pas le cas de ces salariés dont le gain annuel va de 3.000 à 100.000 francs.

Voilà toute une classe moyenne qu'un Marxiste intégral serait bien embarrassé d'opposer théoriquement au capitalisme. Et la lutte des classes, la lutte ardente sans compromission, la lutte de tous les jours, l'implacable combat devient singulièrement compliqué. Cette complication est d'autant plus grande que la classe moyenne à son sort lié à celui du capitalisme, Et, confusion nouvelle, cette classe moyenne, née du capitalisme, s'oppose à la classe moyenne historique, celle des boutiquiers et des commerçants. Travaillant au développement de la grande industrie, de la grande entreprise, elle y est aussi attachée en ce sens qu'elle participe à son développement, non seulement parce qu'elle en tient son salaire, mais encore parce qu'elle est elle-même capitaliste grâce au développement de la forme sociétaire du capitalisme. Elle est directement intéressée au profit de la grande entreprise, ainsi, d'ailleurs, que le commerçant ou le boutiquier dont la fortune éparpillée en actions et en obligations fait cause commune avec la grande industrie. Le prolétaire lui-même, l'ouvrier d'art, l'ouvrier économe, le

« skilled labourer » bien souvent aussi est actionnaire...

Grâce au développement de la grande entreprise qui a besoin d'énormes capitaux, l'épargne, même modeste, est transformée en source de revenus. Il y a bien une concentration, c'est celle des capitaux, mais à cette concentration, la concentration des fortunes ne correspond pas, bien au contraire. Mais n'insistons pas... On voit que la simplification extrême de la lutte des classes prévue par Marx est bien loin de s'être réalisée, et que si, en dépit de la faiblesse théorique du matérialisme historique, provenant de la lutte des classes, on était encore séduit par cette dernière au point de la prendre pour exacte en raison de sa simplicité et de son apparence logiques, il faudrait, après avoir considéré les réalités, l'abandonner complètement.

Voilà ce que valent les assises doctrinales de l'anti-patriotisme.

CONCLUSION

Une étude purement descriptive comme celle-ci comporte-t-elle une conclusion ?

Nous avons après un exposé rapide de la doctrine antipatriotique, résumé l'accueil fait à cette doctrine dans les divers congrès et nous avons vu qu'elle est loin d'être adoptée intégralement par tout le monde socialiste.

L'antipatriotisme doctrinal porte en lui sa faiblesse. Ses prémisses sont plus que discutables. Néanmoins on ne peut nier que la doctrine a eu un certain succès qui, d'ailleurs, s'explique assez facilement. Les éléments syndicalistes ont été séduits parce que l'antipatriotisme répondait à plusieurs de leurs aspirations : antipathie pour l'armée considérée comme chose bourgeoise, surtout en raison de son rôle dans les grèves, sympathie pour les prolétariats étrangers, vieil idéal pacifiste... En outre, l'antipatriotisme répondait admirablement aux besoins de la tactique syndicaliste : inquiéter la bourgeoisie et préparer le prolétariat au « grand soir » en occupant continuel-

lement son activité par des propagandes : antipatriotisme, huit heures, retraites ouvrières... Ainsi l'antipatriotisme ouvrier a un double caractère : c'est d'abord une doctrine et c'est ensuite un moyen d'« intensifier » l'action prolétarienne.

Il serait intéressant pour compléter l'étude théorique de connaître les résultats que peut donner l'antipatriotisme. Les antipatriotes sont-ils nombreux ? C'est une question de statistique que nous ne saurions résoudre. Ce n'est que par approximation que l'on peut connaître le nombre des syndiqués. D'autre part, il est, croyons-nous, beaucoup de syndiqués par persuasion qui se désintéressent de l'action syndicale. Enfin le système électoral adopté dans la C. G. T. ne permet pas d'affirmer que les dirigeants représentent bien l'opinion de la majorité. Et même parmi les réformistes il y aurait sans doute bien des distinctions à faire. Cette enquête exigerait des moyens d'investigation qui ne sont pas en notre pouvoir et la vérité serait encore bien difficile à déterminer.

Si, en dernière analyse, on se demande quelle serait l'attitude du prolétariat le jour où la patrie serait menacée, la réponse est impossible à formuler. Évidemment, les docteurs de l'antipatriotisme affirment que la classe ouvrière ne « marchera » pas. Qu'en savent-ils ? Nous pensons, au contraire, que les considérations humanitaires seront délaissées

ce jour-là, et que syndicalistes, révolutionnaires et réformistes « marcheront » en maudissant le prolétariat allemand inconscient avec lequel ils entretiennent actuellement des rapports assez froids (1). Ces temps derniers, le prolétariat italien, — qui est pourtant farouchement antimilitariste, — n'a pas fait entendre sa voix en faveur des Arabes, et actuellement les prolétariats serbes et bulgares, — il y a aussi des socialistes dans ces pays, — ont « marché ». Pourquoi les Français n'en feraient-ils pas autant ?

La vérité, c'est que l'antipatriotisme, dégagé de sa parure scientifique, le matérialisme, apparaît comme un simple et nébuleux humanitarisme mélangé de peur. S'il avait été présenté sous cet aspect, et abstraction faite des contingences qui ont favorisé son éclosion, il n'aurait eu aucun succès.

On constate maintenant un déclin de l'antipatriotisme : le socialisme prendrait-il conscience des réalités ? Les socialistes parlementaires, se mêlant de plus en plus à la vie politique, se trouvent obligés d'abandonner la « lutte des classes ». On s'occupe maintenant dans le socialisme presque uniquement de l'action du Parti.

Quant au syndicalisme, son antipatriotisme

1. A ce propos, signalons qu'il existe un secrétariat international des organisations syndicales aux conférences duquel nos syndicalistes ne veulent pas participer, trouvant ce groupement trop tiède.

semble devenu machinal. On paraît oublier la propagande hervéiste. D'ailleurs, M. Hervé lui-même n'a-t-il pas pris une sorte de retraite.

En tout cas, rien n'empêchera l'antipatriotisme de subsister tant que l'éternel antagoniste du pauvre contre le riche aura pour guide la formule marxiste de la lutte des classes ?

La patrie est une réalité qui ne peut se nier, et dont nous n'avons pas à prouver l'existence ici, mais il nous faut bien reconnaître que les syndicalistes, nantis de la stricte notion de la lutte des classes qu'ils n'avaient pas à vérifier, n'étant que des tacticiens, ont été parfaitement logiques en faisant de l'antipatriotisme.

Vu : le Président de la thèse

TRUCHY

Vu : le Doyen.

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLEMANE. — Notre programme. Paris, Allemane, 1895.
- ANDLER (Ch.). — Introduction historique et commentaire du Manifeste du Parti communiste (Bibliothèque socialiste. Paris, Bellais, 1903).
- BERNSTEIN (E.). — Socialisme théorique et social-démocratie pratique, trad. A. Cohen. Paris, Stock, 1900.
- BONNAMOUR (George). — Enquête sur l'antimilitarisme. Paris, La Renaissance française, 1911.
- BLUM. — Les Congrès ouvriers et socialistes français, 1876-1885 et 1886-1900 (Bibliothèque socialiste. Paris, Bellais, 1903).
- CHALLAYE (Félicien). — Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste. Paris, Alcan, 1909.
- DEVILLE (Gabriel). — Le Capital de Karl Marx, résumé et accompagné d'un aperçu sur le Socialisme scientifique. Paris, Flammarion, 1897.
- ENGELS (Frédéric). — Philosophie, économie politique, socialisme (Contre Eugène Dühring), trad. Ed. Laskine. Paris, Giard et Brière, 1911.
- GOYAU (Georges). — L'Idée de patrie et l'humanitarisme. Essai d'histoire française (1866-1901). Paris, Perrin, 1902.
- GRIFFUELHES (Victor). — L'Action syndicaliste. Marcel Rivière et C^{ie}, 1908.

- GUESDE (Jules) et LAFARGUE (P.). — Le Programme du parti ouvrier. Son histoire, ses considérants, ses articles. Paris, Oriol, 1883.
- HAMON (A.). — Psychologie du militaire professionnel. Paris, Savine, 1895.
- HERVÉ (Gustave). — Leur Patrie. Bibliographie sociale. Paris, 1905.
- Histoire populaire de la France. Paris, Perreau, 1908.
- L'Internationalisme. Paris, Giard et Brière, 1910.
- JACOB (B.). — Devoirs. Conférences de morale individuelle et de morale sociale. Paris, Cornély, 1910.
- JOUAUX (Léon). — Le Syndicalisme français. Contre la guerre. Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 1913.
- LABRIOLA (A.). — Essai sur la conception matérialiste de l'histoire. Paris, Giard et Brière, 1897.
- MARX (Karl). — Lettre sur le programme de Gotha (Revue d'économie politique, 1894).
- Critique de l'Économie politique, trad. Léon Remy. Paris, Schleicher, 1899.
- La Lutte des classes en France (1848-1850). Le 18 brumaire de Louis Bonaparte. Paris, Reinwald, 1900.
- La Commune de Paris, trad. Longuet. Paris, Jacques, 1901.
- MARX (Karl) et ENGELS (Frédéric). — Manifeste du Parti communiste, trad. Laura Lafargue. Paris, Giard et Brière, 1897.
- LE MOUVEMENT SOCIALISTE. — Revue depuis 1899.
- PARETO (Vilfredo). — Les Systèmes socialistes. Paris, Giard et Brière, 1902.
- PELLETIER (Madeleine). — Dieu, la Morale, la Patrie. Idéologie d'hier. Paris, Giard et Brière, 1910.
- PELLOUTIER (Fernand). — Histoire des Bourses du Travail. Paris, Schleicher, 1902.
- POUGET (E.). — La Confédération générale du travail.

- Bibliothèque du mouvement socialiste. Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 1908.
- SEILHAC (Léon de). — Syndicats ouvriers. Fédérations. Bourses du Travail. Paris, Colin, 1902.
- SEILHAC (LÉON DE). — Le Monde socialiste. — Paris, V. Lecoffre, 1903.
- L'Utopie socialiste. Paris, Bloud et C^{ie}, 1908.
 - Les Congrès ouvriers en France. — (1876-1897), Paris, Colin, 1899. — (1893-1906). Paris, V. Lecoffre, 1907.
- SOREL (GEORGES). — Les Polémiques pour l'interprétation du marxisme. Bernstein et Kantsky. Paris, Giard et Brière, 1900.
- La ruine du monde antique. Conception matérialiste de l'histoire. Paris, Jacques et C^{ie}, 1901.
 - L'Avenir socialiste des syndicats. Paris, Jacques et C^{ie}, 1901.
 - La Décomposition du marxisme. Bibliothèque du mouvement prolétarien. Paris, Marcel Rivière et C^{ie}.
- WEILL (GEORGES). — Histoire du mouvement social en France (1852-1910). Paris, Alcan, 1910.
- Z. (LIEUTENANT). — Bibliothèque socialiste, n^{os} 23 et 24, Paris Bellais, 1904.

Nous ne croyons pas devoir publier une bibliographie spéciale des congrès, qui ne serait qu'une copie du catalogue du MUSÉE SOCIAL, où nous avons puisé dans les comptes rendus officiels et dans les dossiers la relation des congrès.

En outre, d'une façon générale, les revues et les journaux, socialistes ou non, donnent des comptes rendus utiles à consulter.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

DU MATÉRIALISME HISTORIQUE A L'ANTIPATRIOTISME

DEUXIÈME PARTIE

CONGRÈS POLITIQUES

Parti socialiste français

Tours, 1902.....	69
------------------	----

Parti socialiste unifié

Paris, 1905.....	73
Limoges, 1906.....	74
Nancy, 1907.....	88
Toulouse, 1908.....	103
Saint-Étienne, 1909.....	106
Nîmes, 1910.....	107
Paris, 1910.....	107
Paris, 1912.....	111

CONGRÈS NATIONAUX CORPORATIFS

Fédération des bourses du Travail

Paris, 1900.....	115
------------------	-----

Nice, 1901.....	119
Alger, 1902.....	122

Confédération générale' du Travail

Paris, 1900.....	117
Bourges, 1904.....	123
Amiens, 1906.....	126
Marseille, 1908.....	132
Toulouse, 1900.....	140
Le Havre, 1912.....	143
Paris, 1912.....	144

INTERNATIONALE

Bruxelles, 1891.....	146
Zurich, 1893.....	158
Londres, 1896.....	168
Paris, 1900.....	175
Amsterdam, 1904... ..	178
Stuttgart, 1907.....	178
Copenhague, 1910.....	206
Bâle, 1912.....	210

TROISIÈME PARTIE

CONCLUSION	245
------------------	-----

Imp. DUSSARDIER & FRANK, 38, rue Ballu, Paris. — 2096-13
